

PARTIE MATIÈRES

A

ABEILLES. — Voir DOUANES, 87.

ACCESSION DES NATURALISES A CERTAINES FONCTIONS. — Voir NATURALISATION, 2.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Voir Table de 1937, p. 35. — M. Jean Valadier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis n° 101 (urgence déclarée [22 février], p. 171. — M. Gasnier-Duparc dépose un 2° avis de la Commission de législation [25 février], p. 183. — M. Cassez dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, l'avis supplémentaire n° 179 [17 mars], p. 351. — Ajournement de la suite de la discussion [22 mars], p. 362. — Suite de la discussion: Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Chauveau, *Rapporteur*. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [24 mars], p. 366. — Suite de la discussion générale: MM. Cassez, au nom de la Commission de l'agriculture; Gasnier-Duparc, au nom de la commission de législation; Chauveau, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Caillier, au nom de la Commission du commerce; des Rotours; Louis Gros. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [29 mars], p. 404, 415. — Suite de la discussion générale: MM. Albert Peyronnet, Albert Sérol, *Ministre du travail*. Art. 1^{er}: Amendements: 1° de M. Gasnier-Duparc; 2° de M. Mauger: MM. Gasnier-Duparc, Chauveau, *Rapporteur*; Georges Pernot, Even, *Président de la Commission de l'hygiène*; Albert Sérol, *Ministre du travail*; Le Gorgeu, Mauger, Clamamus, Cassez, François-Saint-Maur, Louis Gros, Manuel Fourcade. Adoption de la première partie de l'amendement de M. Gasnier-Duparc. Amendement de M. Cassez et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption de la fin de l'amendement de M. Gasnier-Duparc. Amendement de M. Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Gasnier-Duparc. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Renvoi de la suite de la discussion à

la prochaine séance [31 mars], p. 427, 434. — Suite de la discussion. Article 1^{er} précédemment adopté. Art. 2. Adoption. Art. 3: adoption du 1^{er} alinéa. 2° alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*. Rejet. Alinéa réservé. 3° alinéa: demande de suppression de l'alinéa, par MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*; Gasnier-Duparc, Georges Pernot, Even, *Président de la Commission de l'hygiène*. Adoption. 4° alinéa: amendements: 1° de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2° de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Louis Gros, Chauveau, *Rapporteur*; Albert Sérol, *Ministre du travail*; Henri Sellier, Pierre Chaumié. Adoption de l'amendement de M. Louis Gros, devenant le 4° alinéa. Ensemble de l'article 3 réservé. Art. 4: adoption des deux premiers alinéas. 3° alinéa: amendements: 1° de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2° de MM. Clamamus et Marcel Cachin; 3° de M. Desjardins: MM. Louis Gros, Chauveau, *Rapporteur*; Clamamus, Desjardins, François-Saint-Maur, Raymond Martin, Georges Pernot, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Eugène Milliès-Lacroix, Louis Linyer, Escande, Even, *Président de la Commission de l'hygiène*; Desjardins. Adoption de l'amendement de M. Louis Gros complété. 4° alinéa: amendements: 1° de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2° de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Louis Gros, Clamamus, Sérol, *Ministre du travail*; Even, *Président de la Commission de l'hygiène*. Alinéa réservé. 5° alinéa: MM. Louis Linyer, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Georges Pernot. Amendements: 1° de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2° de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Louis Gros. Adoption de l'amendement de M. Louis Gros. En conséquence, suppression du 5° alinéa. 6° alinéa: demande de suppression: 1° par MM. Clamamus et Marcel Cachin; 2° par M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Adoption. Observations de MM. François-Saint-Maur et Louis Gros. 7° alinéa: amendement de M. Cassez et plusieurs de ses collègues: MM. Cassez, Manuel Fourcade, Louis Linyer, Even, *Président de la Commission de l'hygiène*; Mauger, Albert Sérol, *Ministre du travail*. Retrait. Suppression de l'alinéa. 8° alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Even, *Président de la Commission de l'hygiène*; Gasnier-Duparc, Louis Gros, Manuel Four-

cade. Rejet. Adoption de l'alinéa. Amendement de M. Cassez et plusieurs de ses collègues. Non soutenu. 9° à 14° alinéas inclus. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [1^{er} avril], p. 453 et suiv.; 464 et suiv. — Suite de la discussion. Art. 4 (*suite*). 15° alinéa. Adoption. 16° alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'alinéa. 17° alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'alinéa. 18° alinéa: demande de suppression par MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Rejet. Amendement de M. Gros et plusieurs de ses collègues: M. Gros. Retrait. Amendement de M. Gasnier-Duparc. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 19° alinéa: demande de suppression par MM. Clamamus et Marcel Cachin. Retrait. Adoption de l'alinéa. 20° alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Rejet. Adoption de l'alinéa. 21° alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: M. Gros. Adoption (devenant le 21° alinéa). Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Retrait. 22° alinéa. Adoption. 23° alinéa: amendement de M. Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Adoption de l'alinéa. 24° et 25° alinéas: adoption. 26° alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Gros, Louis Linyer, Manuel Fourcade, Gasnier-Duparc, Lefas, André Lebert, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Even, *Président de la Commission*; François-Saint-Maur, Chauveau, *Rapporteur*. Adoption du 1^{er} alinéa de l'amendement. Rejet du 2° alinéa. Adoption de l'alinéa modifié. 27° au 29° alinéa. Adoption. 30° alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Gasnier-Duparc: MM. Gasnier-Duparc, Chauveau, *Rapporteur*; Albert Sérol, *Ministre du travail*; Louis Linyer, Coucoureux, Pierre Chaumié, Henry Merlin. Adoption. Adoption de l'alinéa complété. 31° au 36° et dernier alinéa. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 4 réservé. Art. 5. 1^{er} alinéa. Adoption. 2° alinéa: M. Manuel Fourcade. Adoption. 3° alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Gas-

veau, *Rapporteur*; François-Saint-Maur. Retrait. Adoption de l'alinéa. 4^e alinéa. Adoption. 5^e alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Gros, Raymond Martin. Retrait. Adoption de l'alinéa. 6^e et 7^e alinéa. Adoption. 8^e alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Gasnier-Duparc. Retrait. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Adoption (devenant le 8^e alinéa). 9^e alinéa: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues. Adoption. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Retrait. Adoption de l'alinéa modifié. Suppression du 10^e alinéa. 11^e au 13^e alinéa: amendements: 1^o de M. Louis Linyer; 2^o de M. Le Gorgeu; 3^o de M. Desjardins: MM. Louis Linyer, Le Gorgeu, François-Saint-Maur, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Join-Lambert, Auguste Mounié. Rejet de l'amendement de M. Louis Linyer. Adoption de l'amendement de M. Le Gorgeu (devenant les 11^e, 12^e et 13^e alinéas). 14^e au 17^e et dernier alinéa. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Art. 6. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendements: 1^o de M. Louis Linyer; 2^o de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Louis Linyer, Chauveau, *Rapporteur*; Gasnier-Duparc, Albert Sérol, *Ministre du travail*. Retrait de l'amendement de M. Louis Linyer. Adoption de l'amendement de M. Clamamus (devenant le 2^e alinéa). 3^e alinéa: M. Albert Sérol, *Ministre du travail*. Adoption. 4^e au 7^e alinéa: adoption. 8^e alinéa: amendement de M. Gasnier-Duparc: M. Gasnier-Duparc. Adoption (devenant le 8^e alinéa). 9^e et dernier alinéa: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Art. 3. 2^e alinéa précédemment réservé. Adoption de l'alinéa modifié. Sur l'article: MM. François-Saint-Maur, Albert Sérol, *Ministre du travail*. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Art. 7: amendements: 1^o de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2^o de MM. Clamamus et Marcel Cachin; MM. Louis Gros, Chauveau, *Rapporteur*; François-Saint-Maur, Gasnier-Duparc, Clamamus, Albert Sérol, *ministre du travail*. Adoption de l'amendement de M. Clamamus. Adoption du 2^e alinéa de l'amendement de M. Louis Gros. Adoption de l'article modifié. Art. 8: adoption. Observation de M. Even, *président de la Commission de l'hygiène*. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [5 avril], p. 474, 486. — Suite de la discussion. Observations de MM. Chauveau, *Rapporteur*; Even, *Président de la Commission de l'hygiène*. Art. 9. Réservé. Art. 10. 1^{er} au 5^e alinéa: adoption. 6^e alinéa: amendement de M. Gasnier-Duparc. Adoption. Observations de MM. Clamamus, Louis Gros. Adoption de l'alinéa. 7^e et 8^e alinéa: adoption. 9^e alinéa: M. François-Saint-Maur. Adoption de l'alinéa modifié. 10^e et dernier alinéa. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 11 à 13: adoption. Art. 14. 1^{er} au 5^e alinéa: adoption. 6^e alinéa: amendements: 1^o de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Gasnier-Duparc; 3^o de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Adoption des amendements de M. Gasnier-Duparc et de M. Clamamus. Adoption de l'alinéa modifié. 7^e au 9^e et dernier alinéa: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 15: adoption. Art. 16. 1^{er} au 5^e alinéa: adoption. 6^e alinéa: amendements de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*; Jean Bosc. Rejet. Adoption de l'alinéa. 7^e et 8^e alinéas: adoption. 9^e et dernier alinéa: demande de suppression: 1^o par M. Gasnier-Duparc; 2^o par M. Louis Linyer: MM. Gasnier-Duparc, Georges Pernot, Jean Bosc. Adoption. Adoption

de l'ensemble de l'article modifié. Article nouveau proposé par M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, Chauveau, *Rapporteur*. Adoption. Art. 17. 1^{er} au 4^e alinéa: adoption. Alinéa nouveau proposé: 1^o par M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues; 2^o par MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Louis Gros, Gasnier-Duparc, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Clamamus, Jean Bosc, Georges Pernot, Chauveau, *Rapporteur*; Escande. Nouvelle rédaction de l'amendement de M. Clamamus: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*. Renvoi à la Commission. 5^e alinéa: Adoption. 6^e alinéa: amendement de M. Gasnier-Duparc. Adoption. Adoption de l'alinéa complété. 7^e au 9^e alinéa: adoption. 10^e alinéa: demande de suppression par M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Gros, Chauveau, *Rapporteur*. Adoption. Suppression des 11^e et 12^e alinéas. 13^e et 14^e alinéas: adoption. 15^e alinéa: M. Manuel Fourcade. Adoption. 16^e au 18^e et dernier alinéa: adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 17 réservé. Art. 9 précédemment réservé (nouvelle rédaction de la commission): MM. Clamamus, Georges Pernot, Gasnier-Duparc. Adoption. Art. 17. Alinéa nouveau proposé par MM. Louis Gros et Clamamus. Nouvelle rédaction de la commission. Adoption. Décision d'insérer l'alinéa à la fin de l'article. Décision de rétablir les 11^e et 12^e alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 18. 1^{er} au 4^e alinéa: adoption. 5^e alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Rejet. Adoption de l'alinéa. Amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Gros, Chauveau, *Rapporteur*. Rejet. 6^e alinéa: amendement de M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 7^e et dernier alinéa. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 19. Adoption. Art. 20. 1^{er} au 4^e alinéa. Adoption. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Gasnier-Duparc. Rejet. 5^e au 7^e et dernier alinéa. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Article nouveau proposé par MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*. Rejet. Art. 21: amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Gros, Chauveau, *Rapporteur*; Cassez, François-Saint-Maur, James Hennessy, Albert Sérol, *Ministre du travail*; Mauger. Disjonction. Adoption de l'article. Art. 22. Adoption. Art. 23: amendement de M. Mauger: MM. Mauger, Join-Lambert, Manuel Fourcade, Albert Sérol, *Ministre du travail*; François-Saint-Maur, Coucoureux. Retrait. Adoption de l'article. Article 23 bis (nouveau): adoption. Art. 24. 1^{er} au 4^e alinéa: adoption. 5^e alinéa: amendements: 1^o de MM. Clamamus et Marcel Cachin; 2^o de M. Gasnier-Duparc: MM. Clamamus, Even, *Président de la commission*. Rejet de l'amendement de M. Clamamus. Adoption de l'alinéa modifié. 6^e au 11^e et dernier alinéa: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 25 et 26: adoption. Art. 27. 1^{er} alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Rejet. Adoption de l'alinéa. 2^e alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Retrait. Adoption de l'alinéa. 3^e alinéa: amendement de M. Cassez et plusieurs de ses collègues: MM. Cassez, Chauveau, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 4^e et 5^e alinéas: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 28: amendement de M. Brom et plusieurs de ses collègues: MM. Eugène Muller, Chauveau, *Rapporteur*; Albert Sérol, *Ministre du travail*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 29 et dernier. 1^{er} alinéa: amendement de M. Gasnier-Du-

parc: M. Gasnier-Duparc. Adoption (remplaçant les 1^{er}, 2^e et 3^e alinéas). 4^e alinéa: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Chauveau, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'alinéa. 5^e et dernier alinéa: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 4. 4^e alinéa, précédemment réservé (nouvelle rédaction de la commission): amendement de M. Louis Gros et plusieurs de ses collègues: MM. Louis Gros, Georges Pernot, Clamamus, Manuel Fourcade. Rejet, au scrutin. Adoption de l'alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 avril], p. 498, 512. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (J. O. du 2 juillet, p. 7706; *Rectificatif*: J. O. du 22 juillet, p. 8738).

ACCORDS

— **d'Alexandrette.** — Voir INTERPELLATIONS, 18.

— **franco-allemand.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 21.

— **franco-monégasque.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 28.

Voir aussi ARRANGEMENTS. — AVENANTS COMMERCIAUX. — ECHANGE DE LETTRES.

ACHAT DE TERRAINS ET D'IMMEUBLES A L'ETRANGER. — Voir AMBASSADES.

ACTES DE L'ETAT CIVIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux actes de l'état civil à l'étranger. — Voir Table de 1937, p. 35. — M. Gasnier-Duparc dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 36 [3 février], p. 73. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 février], p. 187. — Promulgation: Loi du 10 mars 1938. (J. O. du 16 mars, p. 3114).

Voir ADOPTION. — MARIAGE, 3.

ACTION SANITAIRE DE LA SOCIETE DES NATIONS EN CHINE. — Voir CRÉDITS, 12.

ADMINISTRATEURS DE SOCIETES. — Voir COLONIES, 4.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Réorganisation des cadres (art. 5) (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 4).

ADMISSION TEMPORAIRE. — Voir DOUANES, 1, 50, 56.

ADOPTION. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Justin Godart tendant à ajouter au code civil un article 370 bis créant l'acte de naissance adoptive. Renvoi à la Commission de législation, n° 291 [31 mai], p. 568. — M. Lefas dépose le rapport n° 478 [31 décembre], p. 991.

AERONAUTIQUE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer des sanctions pénales pour infractions aux dispositions concernant le fonds de prévoyance de l'aéronautique commerciale. — Voir Table de 1937, p. 35. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juin], p. 608.

2 — **Loi de finances.** — Modification de l'effectif du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique (art. 97). Admission dans l'armée de l'air des officiers de toutes armes de l'armée de terre (art. 98). Admission dans l'armée de l'air des officiers de l'armée de terre détachés

dans les compagnies d'infanterie de l'air (art. 99). Fixation de la limite d'âge du général de brigade du cadre sédentaire et du colonel des services administratifs (art. 100). Prolongation et extension des moyens d'action de la régie Air-Afrique (art. 101). Aéronautique navale. Autorisations d'engagement (art. 145). Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du ministère de la marine au ministère de l'air (art. 147). Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air (art. 150). Fixation du nombre maximum des officiers de réserve de l'armée de l'air à admettre en 1939 en situation d'activité (art. 151). Fixation des effectifs de l'armée de l'air (art. 152). Etudes et expériences techniques. — Fabrications de l'aéronautique. Travaux et installations. Autorisations d'engagement (art. 153). Autorisation de transférer par décret aux ministères de la guerre, de la marine et des colonies, certains crédits gérés par le ministère de l'air (art. 155). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11, 15, 16).

Voir: ARMÉE DE L'AIR. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18. — MINISTÈRE DE L'AIR.

AFFICHAGE. — Réglementation de l'affichage (art. 17). — (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

AFFICHAGE DES PRIX DANS LES HOTELS. — Voir ALGÉRIE, 9.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voir DOUANES, 41 à 43.

AGENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES. — Voir PORT D'ARMES.

AGENTS GÉNÉRAUX D'ASSURANCES. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL, 2.

AGRICULTURE. — Extension des prêts agricoles à moyen terme (art. 107). Importation d'engrais azotés (art. 108). Contrôle sanitaire des importations de bétail (art. 109). Allocations familiales aux exploitants agricoles et artisans ruraux (art. 113). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11, 12.)

Voir ALLOCATIONS FAMILIALES. — ASSURANCES SOCIALES, 2. — CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE. — CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE. — COOPÉRATIVES AGRICOLES. — ENGRAIS COMPOSÉS. — INTERPELLATIONS, 2, 8, 9, 11. — LOYERS ET FERMEGES, 2. — RÉOLUTIONS, 1, 7, 8, 13 — SEMENCES.

ALCOOLS. — Régime fiscal des alcools de bouche (art. 19). Modification du régime des eaux-de-vie ayant droit à l'acquit blanc (art. 20). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5, 6).

ALEXANDRETTE (Accord d'). — Voir INTERPELLATIONS, 18.

ALGERIE.

1 — **Budget de 1938.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1938. — Voir Table de 1937, p. 36. — *Rectificatif*: *J. O.* du 7 janvier 1938, p. 354.

2 — **Budget de 1939.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des dé-

putés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 464 [29 décembre], p. 931. — Demande de discussion immédiate. M. Jean Taurines dépose et lit le rapport n° 479. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Roux-Freissineng, Albert Sarraut, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption des articles, et au scrutin de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 991, 993. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1938 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 90).

3 — Modalités de paiement de la contribution militaire de l'Algérie (art. 86) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10).

4 — **Cours d'assises et jury criminel.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 3, paragraphes 6 et 7 de la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie. — Voir Table de 1935, p. 34. — M. Tony Révillon dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 48 [8 février], p. 92. — M. Leblanc dépose l'avis de la Commission de l'Algérie, n° 90 [17 février], p. 162.

5 — **Indigènes musulmans. — Qualité de citoyens français.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cuttoli sur l'accession des indigènes musulmans d'Algérie à la qualité de citoyens français. Renvoi à la Commission de l'Algérie, n° 124 [28 février], p. 257.

6 — **Indigènes musulmans. — Tribunaux cantonaux mixtes. — Loi forestière.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cuttoli, ayant pour objet la création de tribunaux cantonaux mixtes en faveur des indigènes musulmans d'Algérie et une réforme partielle de la loi forestière qui leur est applicable. Renvoi à la Commission de l'Algérie, n° 173 [17 mars], p. 351.

7 — **Redressement financier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 22 juillet 1937 portant application à l'Algérie de mesures prises dans la métropole au titre du redressement financier. Renvoi à la Commission de l'Algérie, n° 247 [7 avril], p. 497.

8 — **Emplois réservés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la proportion des emplois réservés aux mutilés et anciens militaires bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, en ce qui concerne les fonctions de contrôleur et de commis des contributions diverses du gouvernement général de l'Algérie. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 332 [14 juin], p. 642.

9 — **Affichage des prix dans les hôtels.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 25 août 1937 relatif à l'application en Algérie de la loi du 7 juin 1937 pour l'affichage et l'homologation des prix dans les hôtels. Renvoi à la Commission de l'Algérie, n° 341 [14 juin], p. 642.

ALIENATION MENTALE. — Voir DIVORCE

ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Voir PRODUITS.

ALLAUCH (Bouches-du-Rhône). — Voir PLAN-DE-CUQUES.

ALLEMAGNE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 21, 27.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

1 — Dépôt d'une proposition de loi, de M. Eugène Chanal, étendant le bénéfice des allocations familiales à de nouvelles catégories sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, n° 108 [22 février], p. 177. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [8 mars], p. 332.

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à reconnaître à la femme mariée, quand son mari n'est pas salarié lui-même, le droit aux allocations familiales. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 165 [8 mars], p. 332.

Voir INTERPELLATIONS, 2. — RÉOLUTIONS, 1.

ALLOCUTIONS. — De: M. Damecour, *Président d'âge*, en prenant place au fauteuil, n° 1. — Seconde allocution de M. Damecour: éloge funèbre de M. Coyard, *Sénateur de la Charente-Inférieure* [11 janvier], p. 1, 2. — M. Jules Jeanneney, *Président du Sénat*, en prenant place au fauteuil, n° 2 [14 janvier], p. 13. — M. le Président: éloge funèbre de M. Auray, *Sénateur de la Seine* [1^{er} février], p. 39. — M. Albert Mahieu, *Vice-Président*: éloge funèbre de M. Yves Le Trocquer, *Sénateur des Côtes-du-Nord* [22 février], p. 170. — M. le Président: éloge funèbre de M. Lucien Saint, *Sénateur de la Haute-Garonne* [25 février], p. 182. — M. le Président: éloge funèbre de MM. Connevoit, *Sénateur de la Creuse*; Savignol, *Sénateur de la Haute-Garonne*; Lucien Hubert, *Sénateur des Ardennes*; Lesaché, *Sénateur de l'Aube* [31 mai], p. 566. — M. le Président: éloge funèbre de MM. Paul Péliasse, *Sénateur de l'Hérault*; Eugène Roy, *Sénateur du Puy-de-Dôme*; Martin-Binachon, *Sénateur de la Haute-Loire*; Cuminal, *Sénateur de l'Ardèche* [4 octobre], p. 724. — M. le Président: éloge funèbre de MM. Victor Judet, *Sénateur de la Creuse*; Maurice Flayelle, *Sénateur des Vosges* [8 décembre], p. 760.

ALSACE-LORRAINE. — Extension à l'Alsace-Lorraine des dispositions de la loi de finances de 1939 (art. 177) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 17).

Voir ASSURANCES SOCIALES, 1. — CODE DU TRAVAIL, 3. — PENSIONS, 5. — TAXES D'USAGE.

AMBASSADES, CONSULATS ET LEGATIONS (Achat de terrains). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'achat de divers terrains et immeubles à Mexico, Ottawa, Sofia et Rio-de-Janeiro. — Voir Table de 1937, p. 36. — Promulgation: Loi du 12 janvier 1938 (*J. O.* du 20 janvier, p. 882).

AMNISTIE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, accordant l'amnistie à une catégorie d'appelés militaires. Renvoi à la Commission de législation, n° 467 [30 décembre], p. 966.

ANCIENS COMBATTANTS. — Nombre minimum des années de versements imposé aux anciens combattants et victimes de la guerre visés par la loi du 4 août 1923 (art. 103) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

ANTILLES. — Voir COLONIES, 1, 2.

APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES ET APPAREILS DE PROJECTION. — Voir DOUANES, 19, 52.

APPELLATIONS D'ORIGINE CONTROLEES.

— Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter les dispositions du décret-loi du 30 juillet 1935 sur les appellations d'origine contrôlées. — Voir Table de 1937, p. 37. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938 (*J. O.* du 29 janvier, p. 1242).

ARBITRAGE. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

ARBRES ET ARBUSTES. — Voir DOUANES, 46.

ARGENTINE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

ARMEE.**1 — Recrutement.**

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 31 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. — Voir Table de 1937, p. 37. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938 (*J. O.* du 16 janvier, p. 708.)

2° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification des articles 74 et 76 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Voir Table de 1937, p. 37. — M. Henri Laudier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis n° 17 [27 janvier], p. 36. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 février], p. 74. — Promulgation: Loi du 24 février 1938 (*J. O.* du 26 février, p. 2346. — *Erratum: J. O.* des 7 et 8 mars, p. 2650).

3° Dépôt du compte rendu des mesures militaires récemment prises par le Gouvernement en application des articles 40 et 49 de la loi de recrutement du 31 mars 1928 [8 décembre], p. 761.

4° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 59 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 453 [23 décembre], p. 811.

2 — **Délégués ouvriers à la sécurité dans les établissements de la guerre.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la nomination de délégués ouvriers à la sécurité des ouvriers des poudreries et annexes, des pyrotechnies, ateliers de chargement, cartoucheries dépendant de l'administration de la guerre. Voir Table de 1937, p. 37. — M. Charles Meunier dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport, n° 136 [3 mars], p. 296. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Charles Meunier, *Rapporteur*; Edouard Daladier, *Vice-Président du conseil, Ministre de la défense nationale et de la guerre*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3 à 5: adoption. Art. 6: adoption. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Charles Meunier, *Rapporteur*. Retrait. Art. 7 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [31 mars], p. 424. — Promulgation: Loi du 8 avril 1938 (*J. O.* du 9 avril, p. 4235).

3 — **Service militaire des étrangers travaillant en France.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Reibel ayant pour objet la soumission au service militaire et l'incorporation dans des unités spéciales des étrangers autorisés à travailler en France. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 388 [8 décembre], p. 762.

4 — **Loi de finances.** — Fixation des effectifs globaux des officiers de l'armée de

terre (art. 79). Modification des conditions d'admission des officiers de réserve à servir en situation d'activité (art. 80). Modification de l'article 2 de la loi du 7 juillet 1900, portant organisation des troupes coloniales (art. 81). Fixation de la durée de la seconde période d'instruction des militaires de la première réserve (art. 131). Fixation, pour l'année 1939, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925 (art. 132). Budget de la guerre. Constructions et matériels neufs. Autorisation d'engagement (art. 133). Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 135). Répartition par décret des crédits globaux afférents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire (art. 136) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10, 11, 14).

VOIR AMNISTIE. — ARMÉE DE L'AIR. — ARMÉE DE MER. — CODE DE JUSTICE MILITAIRE, 2. — CROIX-ROUGE. — PENSIONS, 6.

ARMEE DE L'AIR. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air. Renvoi à la Commission de l'air, n° 482 [31 décembre], p. 1029. — Demande de discussion immédiate. M. Laudier dépose et lit le rapport n° 484. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1030, 1031.

VOIR PENSIONS, 7.

ARMEE DE MER. — Voir CODE DE JUSTICE MILITAIRE, 1. — MARINE. — PENSIONS, 6.

ARRANGEMENTS

— avec la Norvège. — Voir DOUANES, 8.

— avec le Canada. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 17.

— avec le Siam. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 25.

— avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise. — Voir DOUANES, 26.

— postaux. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

VOIR AUSSI ACCORDS. — AVENANTS COMMERCIAUX. — ECHANGE DE LETTRES.

ARTICLES

— de ménage. — Voir DOUANES, 36.

— de verrerie. — Voir DOUANES, 51.

— manufacturés. — Voir DOUANES, 16.

ARTISANAT. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 et à l'abrogation des arrêtés ministériels pris en application de la loi du 27 mars 1934 ayant modifié l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 (définition des maîtres artisans). Renvoi à la Commission du commerce, n° 235 [5 avril], p. 472. — M. Achille Fèvre dépose le rapport n° 360 [16 juin], p. 648.

ASSISTANCE. — Taux de l'allocation service aux vieillards, infirmes et incurables (art. 105). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

VOIR RÉSOLUTIONS, 9.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6.

ASSISTANCE PUBLIQUE (Inspectrices).

— Projet de loi relatif à l'accession des sous-inspectrices de l'assistance publique au grade d'inspectrice. — Voir Table de 1937, p. 38. — Promulgation: Loi du 9 avril 1938 (*J. O.* du 12 avril, p. 4334).

ASSURANCE-CREDIT. — Garantie d'exportation (art. 149) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 15).

ASSURANCE-INVALIDITE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 10, 11.

ASSURANCE-VIE. — Voir SOCIÉTÉS.

ASSURANCE-VIEILLESSE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 12, 13.

ASSURANCES SOCIALES.

1 — **Accidents. — Départements recouverts.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'extension du régime d'assurance sociale contre les accidents en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, au personnel des hôpitaux, maisons de santé, sanatoria, préventoria et établissements analogues, n° 544, année 1932. — Voir Table de 1937, p. 38. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [2 juin], p. 595. — Promulgation: Loi du 29 juin 1938 (*J. O.* du 2 juillet, p. 7706).

2 — **Assurances sociales en matière agricole.** — Proposition de loi de M. Cassez et d'un très grand nombre de ses collègues, tendant à modifier et à compléter la législation des assurances sociales en matière agricole. — Voir Table de 1937, p. 38. — M. Maurice Dormann dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport, n° 202 [25 mars], p. 401. — M. Cassez dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, n° 220 [31 mars], p. 434. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [13 avril], p. 550.

3 — **Assurés sociaux mutualistes.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guérin et d'un certain nombre de ses collègues tendant à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 296 [2 juin], p. 595.

4 — Attribution au fonds de majoration géré par la caisse générale de garantie, à concurrence de trois millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéficiaires de la Banque de France (art. 156) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 16).

AUGMENTATION ILLEGITIME DES PRIX.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification: 1° du décret du 1^{er} juillet 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix; 2° du décret du 21 juillet 1937 modifiant le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix; 3° du décret du 25 août 1937 modifiant et complétant le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix. Renvoi à la Commission de législation, n° 246 [7 avril], p. 497.

AUTRICHE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 16. — CRÉANCES.

AUVILLAR (Tarn-et-Garonne). — Voir BARDIGUES.

AVANCES DE LA BANQUE DE FRANCE AU TRESOR. — Voir BANQUE DE FRANCE.

AVENANTS COMMERCIAUX. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 15, 16.

AVIATION MILITAIRE. — Voir ARMÉE DE L'AIR. — INTERPELLATIONS, 17. — MINISTÈRE DE L'AIR.

B

BANQUE DE FRANCE.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, approuvant une convention passée avec la Banque de France. Renvoi à la Commission des finances, n^o 190. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n^o 196. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Camille Ferrand, René Héry, Pierre Chaumié, François-Saint-Maur, Abel Lefèvre. Art. 1^{er}: contre-projet de M. Betoulle: MM. Betoulle, Léon Blum, *Président du conseil, Ministre du trésor*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2 et dernier. Adoption. Explication de vote: M. Manuel Fourcade. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi approuvant une convention passée avec la Banque de France et modifiant les facultés d'emprunt de la caisse autonome de la défense nationale* » [24 mars], p. 366 et 375. — Promulgation: Loi du 25 mars 1938 (J. O. du 26 mars, p. 3562).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à affecter certaines ressources au remboursement des avances de la Banque de France à l'Etat. Renvoi à la Commission des finances, n^o 203 [29 mars], p. 404. — M. Abel Gardey dépose le rapport n^o 218 [31 mars], p. 442. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 avril], p. 554. — Promulgation: Loi du 13 avril 1938 (J. O. du 14 avril, p. 4426).

BANQUEROUTE. — Voir COLONIES, 4.

BARDIGUES (Tarn-et-Garonne). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher la commune de Bardigues, qui dépend actuellement du canton de Lavit, au canton d'Auvillar (Tarn-et-Garonne). — Voir Table de 1937, p. 38. — M. Monsservin dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport, n^o 303 [9 juin], p. 606. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 juin], p. 649. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1938 (J. O. du 7 juillet, p. 7946).

BAS ET CHAUSSETTES DE COTON. — Voir DOUANES, 2.

BAUX A FERME. — Voir LOYERS ET FERMEGES, 2.

BEAUNE-NORD (Côte-d'Or). — Voir BOUILLAND.

BEAUX-ARTS. — Réorganisation de l'enseignement supérieur des beaux-arts (art. 94). (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

BESTIAUX. — Voir DOUANES, 90.

BIENFAISANCE (Œuvres de). — Voir RÉOLUTIONS, 14.

BIERE. — Voir BOISSONS.

BINGER (Mme veuve). — Voir PENSIONS, 2.

BLE. — Voir INTERPELLATIONS, 8. — OFFICE DU BLÉ. — RÉOLUTIONS, 13.

BLIGNY-SUR-OUICHE (Côte-d'Or). — Voir BOUILLAND.

BLOIS. — Voir CHEMINS DE FER.

BOISSONS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à régler les conventions de fournitures intervenant entre producteurs ou distributeurs de bière et propriétaires de débits de boissons. Renvoi à la Commission du commerce, n^o 285 [13 avril], p. 561.

BOITIERS DE LAMPES ELECTRIQUES. — Voir DOUANES, 28.

BONS DU TRESOR. — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor. Autorisation de consolidation des échéances massives et des bons du Trésor (art. 56). (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 8).

BORDEREAU DE COUPONS. — Extension aux revenus déposés en banque et établissements similaires (art. 5). (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier, p. 4).

BOUGIES D'ALLUMAGE. — Voir DOUANES, 47, 67.

BOUILLAND (Côte-d'Or). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher au canton de Beaune-Nord, la commune de Bouilland qui dépend actuellement du canton de Bligny-sur-Ouche (département de la Côte-d'Or). — Renvoi à la Commission de l'administration, n^o 61 [10 février], p. 120. — M. Paul Fleurot dépose le rapport n^o 239 [5 avril], p. 473. Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juin], p. 607. — Promulgation: Loi du 23 juin 1938 (J. O. du 25 juin, p. 7242).

BOULANGERIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à réglementer l'ouverture des boulangeries. — Voir Table de 1937, p. 39. — Ajournement de la suite de la discussion [2 juin], p. 303.

BUDGET DEFINITIF DE 1920. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1920. — Voir Table de 1937, p. 39. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Paul Marchandea, *Ministre des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février], p. 41. — Promulgation: Loi du 6 février 1938 (J. O. du 17 février, p. 1938).

BUDGET DEFINITIF DE 1922. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1922. — Voir Table de 1937, p. 39. — Discussion. Discussion générale: MM. Abel Lefèvre, *Rapporteur*; Paul Marchandea, *Ministre des finances*; Mauger, *Président de la Commission des comptes définitifs*; François-Saint-Maur. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du

projet de loi [1^{er} février], p. 48. — Promulgation: Loi du 6 février 1938 (J. O. du 17 février, p. 1945).

BUDGET DEFINITIF DE 1923. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1923. — Voir Table de 1937, p. 39. Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février], p. 53. — Promulgation: Loi du 6 février 1938 (J. O. du 17 février, p. 1949).

BUDGET DEFINITIF DE 1924. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1924. — Voir Table de 1937, p. 39. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février], p. 56. — Promulgation: Loi du 6 février 1938 (J. O. du 17 février, p. 1953).

BUDGET DEFINITIF DE 1925. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1925. — Voir Table de 1937, p. 39. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février], p. 60. — Promulgation: Loi du 6 février 1938 (J. O. du 17 février, p. 1957).

BUDGET DEFINITIF DE 1926. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1926. — Voir Table de 1936, p. 57. — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport, n^o 321 [9 juin], p. 617. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Abel Lefèvre, *Rapporteur*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 817.

BUDGET DEFINITIF DE 1927. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1927. — Voir Table de 1936, p. 57. — M. Mauger dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport, n^o 394 [13 décembre], p. 776. — Discussion. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 821.

BUDGET DEFINITIF DE 1928. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1928. Voir Table de 1936, p. 57. — M. Mauger dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport, n^o 395 [13 décembre], p. 776. Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 825.

BUDGET DEFINITIF DE 1929. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1929. — Voir Table de 1937, p. 39. — M. Mauger dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport, n^o 396 [13 décembre], p. 776. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 828.

BUDGET DEFINITIF DE 1931-1932. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1931-1932. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, n^o 337 [14 juin], p. 642. — M. Mauger dé-

pose le rapport, n° 397 [13 décembre]. p. 776. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 831.

BUDGET DEFINITIF DE 1932. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1932. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, n° 338 [14 juin], p. 642. — M. Mauger dépose le rapport, n° 398 [13 décembre], p. 776. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 833.

BUDGET DEFINITIF DE 1933. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1933. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, n° 339 [14 juin], p. 642. — M. Mauger dépose le rapport, n° 399 [13 décembre], p. 776. — Discussion. Discussion générale: M. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 835.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1938. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1938. — Voir *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 4. — *Rectificatif: J. O.* du 18 février, p. 2018; *Rectificatif: J. O.* du 23 février, p. 2234; *Rectificatif: J. O.* du 7 avril, p. 4130.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1939.

1 — **Procédure de vote rapide du budget.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à simplifier la procédure de vote du projet de budget de l'exercice 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 392. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 405. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 décembre], p. 776, 780. — Promulgation: Loi du 13 décembre 1938. (*J. O.* du 14 décembre, p. 14006).

2 — **Projet de loi portant fixation du budget de 1939. — (1^{er} vote).** Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 450. M. Abel Gardey dépose le rapport, n° 451. Observation de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [23 décembre], p. 811, 812. — Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Jean Fabry, le général Hirschauer, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: adoption du premier alinéa. Adoption de l'art. 31 *ter* (Etat 1) de la loi de finances. **Economie nationale:** Discussion: M. Jacquier, *Rapporteur*. Adoption du budget de l'économie nationale. *Loi de finances*. Art. 32 *bis*: adoption. Art. 32 *quater*: disjonction. Art. 52 *nonies*: rejet. **Finances:** discussion: MM. Le Gorgeu, Maurice Viollette, Antoine Borrel, Clamamus, Georges Pernot, Jean Amat, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Adoption du budget des finances. Adoption des articles 2 *septies* A et 37 *bis* de la loi de finances. **Justice:** discussion du budget de la justice: MM. André Lebert, *Rapporteur*; Manuel Fourcade, de La Grandière, Ulysse Fabre, Pierre Chaumié, Paul Marchandais, *Garde*

des sceaux, Ministre de la justice. Adoption du budget de la justice. **Affaires étrangères:** Discussion: MM. Marcel Cachin, François Labrousse, Desjardins, Georges Bonnet, *Ministre des affaires étrangères*. Adoption du budget des affaires étrangères. **Travail:** discussion: MM. Jean Valadier, *Rapporteur*, Clamamus, Auguste Mounié, Louis Linÿer, de La Grandière, le général Stuhl, François-Saint-Maur, Pomaret, *Ministre du travail*. Chap. 25 *bis* (*Aide aux travailleurs émigrants*): Amendement de M. Maupoil. Non soutenu. Adoption du budget du travail. Adoption de l'article 58 de la loi de finances. **Intérieur:** discussion: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Edouard Néron, Sigrist, François-Saint-Maur, Albert Sarraut, *Ministre de l'intérieur*. Adoption du budget de l'intérieur. **Guerre et défense des territoires d'outre-mer:** discussion: MM. le comte Louis de Blois, Lémery, Jean Philip, Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; le général Hirschauer, Edouard Daladier, *Président du conseil, Ministre de la défense nationale et de la guerre*. Adoption des budgets de la guerre et de la défense des territoires d'outre-mer. **Marine militaire:** discussion: MM. Farjon, *Rapporteur*; Le Gorgeu, Campinchi, *Ministre de la marine*. Adoption du budget de la marine. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [28 décembre], p. 857, 867. Suite de la discussion: Art. 1^{er} (suite). Etat A (suite): **Education nationale:** Discussion: MM. Jean Philip, *Rapporteur*; Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Chassaing, Toy-Riont, Clamamus, Gaudaud, Sigrist, Brasseur, Babaud-Lacroze, François-Saint-Maur, Armbruster, Charles Dumont, Schrameck, Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*. Chap. 19 (*Collège de France et Muséum d'histoire naturelle*): Amendement de M. Léon Perrier: MM. Léon Perrier, Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 68 (*Ecole normale supérieure*): Amendement de M. Aimé Berthod: M. Aimé Berthod. Retrait. Chap. 114 (*Centre de la recherche scientifique appliquée*): Amendement de M. Chassaing: MM. Chassaing, Jean Philip, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*. Retrait. Adoption du budget de l'éducation nationale. **Enseignement technique:** Discussion: MM. Palmade, *Rapporteur*; Alexandre Bachelet, François-Saint-Maur, Escande, Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*. Adoption du budget de l'enseignement technique. **Beaux-arts:** Discussion: MM. Manuel Fourcade, *Rapporteur*; le général Stuhl, Jean Bosc, André Morizet, Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*. Adoption du budget des beaux-arts. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article 44 de la loi de finances. **Commerce:** Discussion: MM. Tournan, *Rapporteur*; Ulysse Fabre, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; de Courtois. Adoption du budget du commerce. **Air:** Discussion: MM. A. de La Grange, *Rapporteur*; Laurent Eynac, Léon Bérard, Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; Jean Valadier, François de Wendel, Georges Portmann, Guy La Chambre, *Ministre de l'air*. Chapitre 27 (*Soldes et indemnités*). — *Troupes*: Amendement de M. Laurent Eynac: MM. Laurent Eynac, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*. Adoption. Adoption du budget de l'air. **Santé publique:** Discussion: MM. Delthil, *Rapporteur*; Léculier, Justin Godart, Clamamus, Louis Linÿer, René Besnard, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Guyonnet, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Clôture de la discussion. Adop-

tion du budget de la santé publique. Adoption des articles 51 et 52 de la loi de finances. **Agriculture:** Discussion: MM. Chauveau, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'agriculture*; le comte Louis de Blois, René Courtier, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Albert Thibault, Victor Boret, Senès, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Marcel Michel. Clôture de la discussion. Chap. 11 (*Traitements du personnel des écoles d'agriculture*): Amendement de M. Goré: M. Henri Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Adoption. Amendement de M. Paul Bachelet: MM. Paul Bachelet, Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet. Chap. 24 (*Traitements du personnel des services sanitaires vétérinaires*): Amendement de M. Beaumont: M. Beaumont. Adoption. Chap. 30 (*Personnel de l'hydraulique et du génie rural*): Amendement de M. Robert Thoumyre et plusieurs de ses collègues. Adoption. Chap. 31 (*Hydraulique et génie rural*): Amendement de M. Robert Thoumyre et plusieurs de ses collègues. Adoption. Chap. 93 (*Culture du lin*): Amendements: 1^o de M. Mahieu et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Queuille, *Ministre de l'agriculture*; Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Adoption. Chap. 94 (*Culture du chanvre*): Amendements: 1^o de M. Louis Linÿer et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues. Adoption. Chap. 97 (*Défense du marché du blé*): Amendement de M. Manuel Fourcade. Retrait. Chap. 109 (*Soutien de la production gemmière*): Amendement de M. Caillier: M. Caillier. Rejet. Adoption du budget de l'agriculture. **Travaux publics:** Discussion: MM. François Milan, *Rapporteur*; André Morizet, Eugène Milliès-Lacroix; Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Veysière, de Monzie, *Ministre des travaux publics*. Observations de M. François Milan, *Rapporteur*. Adoption du budget des travaux publics. **Anciens combattants et pensionnés:** Discussion: MM. Louis Linÿer, *Rapporteur*; Marcel Michel. Adoption du budget des anciens combattants et pensionnés. *Loi de finances*: Art. 52 *quinquies* (rejeté par la Commission des finances): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Hachette, *Rapporteur du budget de la marine marchande*. Rejet. Art. 96: adoption. **Marine marchande:** Discussion: MM. Maurice Dormann, Rio, de Chappedelaine, *Ministre de la marine marchande*. Chap. 16 (*Matériel de l'administration centrale*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Hachette, *Rapporteur*. Rejet. Retrait par M. Rio de ses amendements. Adoption du budget de la marine marchande. **Présidence du conseil et services d'Alsace et de Lorraine:** Discussion: MM. Brom, Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil*. Adoption du budget de la présidence du conseil. **Colonies:** Discussion: M. Lancien, *Rapporteur*. Adoption du budget des colonies. Vote sur l'ensemble de l'article 1^{er} réservé. **Loi de finances:** Art. 17: MM. Auguste Mounié, *Rapporteur du budget annexe des monnaies et médailles*; Georges Portmann, *Rapporteur du budget annexe de l'imprimerie nationale*; Dentu, *Rapporteur du budget annexe de la Légion d'honneur*; François de Wendel, *Rapporteur du budget annexe des poudres*; Palmade, *Rapporteur du budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures*; Pierre-Robert, *Rapporteur du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones*; Jules Julien, *Ministre des postes, télégraphes et téléphones*; Chassaing. Réservé. Art. 18 et 19: adoption. Art. 19 *bis*: rejet. Art. 20 à 25: adoption. Art.

25 bis, 25 ter et 26: disjonction. Art. 27 à 30: adoption. Adoption de l'article 17. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [29 décembre], p. 895, 907, 931. — Suite de la discussion: Art. 2: MM. André Lebert, Chassaing, Join-Lambert, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Louis Linyer, Mario Roustan, Georges Portmann. Adoption. Art. 2 bis. Adoption. Art. 2 ter. Disjonction. Art. 2 quater. Adoption. Amendement de MM. Jacquy et Régnier: MM. Jean Jacquy, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Marcel Régnier. Retrait. Art. 2 quinquies: amendement de M. Boivin-Champeaux. Retrait. Amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Adoption. Nouvel amendement de M. Hachette. Adoption. Adoption de l'article modifié. Amendement de MM. Babaud-Lacroze et Mounié: MM. Babaud-Lacroze, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Analole Manceau. Retrait. Art. 2 sexies et 2 septies. Adoption. Art. 2 septies A précédemment adopté. Art. 2 octies. Rejet. Art. 3. Adoption. Art. 3 bis: amendement de MM. Fourcade et Hachette: MM. Edouard Néron, Manuel Fourcade, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Retrait. Rejet de l'article. Art. 3 ter. Rejet. Amendement de M. Philip: M. Jean Philip. Adoption (devenant l'article 3 ter A). Amendement de M. Philip: MM. Jean Philip, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Art. 4 à 9. Adoption. Art. 10. Réservé. Art. 11 (état A bis): amendement de M. A. de La Grange: MM. A. de La Grange, Guy La Chambre. *Ministre de l'air*. Adoption. Amendement de M. Donon et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 12, 13, 13 bis à 13 sexies, 14 à 16, 16 bis. Adoption. Articles 17 à 30 précédemment adoptés. Art. 31. Adoption. Art. 31 ter précédemment adopté. Art. 32. Adoption. Art. 32 bis précédemment adopté. Disjonction de l'article 32 ter. Art. 33. Adoption. Art. 33 bis. Rejet. Art. 34. Adoption. Art. 34 bis. Disjonction. Art. 35: M. François-Saint-Maur. Adoption. Art. 36. Adoption. Art. 36 bis. Rejet. Art. 36 ter et 36 quater. Disjonction. Art. 37. Adoption. Art. 37 bis précédemment disjoint. Art. 37 ter. Adoption. Amendement de MM. Marcel Michel, Pierre-Robert et Monsservin: MM. Marcel Michel, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait. Art. 38 bis. Disjonction. Amendements: 1° de M. Linyer; 2° de MM. Le Gorgeu et Borrel: MM. Louis Linyer, Le Gorgeu, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Clamamus. Retrait de l'amendement de MM. Le Gorgeu et Borrel. Adoption de l'amendement de M. Linyer (devenant l'art. 38 bis A). Art. 39 à 42, 42 bis. Adoption. Art. 42 ter. Rejet. Amendement de M. Le Gorgeu: M. Le Gorgeu. Retrait. Amendement de M. Léon Perrier. Adoption (devenant l'art. 42 ter B). Art. 43. Adoption. Art. 43 bis et 43 ter. Rejet. Amendement de MM. Millès-Lacroix et Coucoureux: MM. Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*; Eugène Millès-Lacroix. Henri Laudier, Froget. Adoption (devenant l'art. 43 ter A). Art. 43 quater. Rejet. Amendement de M. Jossot: MM. Jossot, Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'art. 43 quater A). Art. 43 quinquies: amendement de M. le général Stuhl: MM. le général Stuhl, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 43 sexies. Disjonction. Art. 44 précédemment adopté. Art. 45 à 50. Adoption. Amendement de M. Portmann et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission de l'hygiène. Art. 50 bis. Adoption. Amen-

dement de M. Thoumyre. Non soutenu. Art. 51 précédemment adopté. Amendement de M. Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Queuille, *Ministre de l'agriculture*; de La Grandière. Adoption (devenant l'article 51 A). Amendement de M. Benoist et plusieurs de ses collègues. Adoption (devenant l'article 51 B). Art. 52 précédemment adopté. Amendement de M. Donon et plusieurs de ses collègues; MM. Marcel Donon, le Président, de La Grandière, Paul Reynaud, *Ministre des finances*; Georges Pernot, François-Saint-Maur, Pierre Chaumié, Sigrist, André Fallières, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Adoption de la première partie de l'amendement (devenant l'article 52 A); retrait de la seconde partie. Art. 52 ter (disjoint par la commission): Amendements: 1° de M. Garrigou et plusieurs de ses collègues; 2° de M. Guérin: MM. Garrigou, Guérin, Patizel, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Art. 52 ter réservé. Amendement de M. Thibault: MM. Thibault, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Retrait. Art. 52 quater. Adoption. Art. 52 quinquies précédemment rejeté. Art. 52 sexies: amendement de MM. Fourcade et Coucoureux: MM. Coucoureux, Champetier de Ribes, *Ministre des anciens combattants et pensionnés*. Rejet. En conséquence, rejet de l'article. Art. 52 septies et 52 octies. Rejet. Art. 52 nonies précédemment rejeté. Art. 52 decies. Disjonction. Art. 53 à 57. Adoption. Art. 58 précédemment adopté. Art. 59 à 76, 76 bis, 77 à 99 et dernier. Adoption. Art. 52 ter, précédemment réservé (nouvelle rédaction de la Commission de l'agriculture): MM. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Garrigou, Guérin, Damecour, Pierre Chaumié. Adoption. Observations de M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Art. 1^{er}, précédemment réservé. Adoption. Art. 10, précédemment réservé. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 951, 966, 984.

(2^o vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 470 [31 décembre], p. 991. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 481 [31 décembre], p. 1000. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Escande. **Loi des finances**: Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er} réservé. Art. 2 ter. Disjonction. Art. 2 quater. Adoption. Art. 2 quinquies: MM. Desjardins, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Manuel Fourcade, Boivin-Champeaux. Adoption, au scrutin. Art. 2 septies A. Adoption. Art. 2 septies B. Disjonction. Art. 2 septies C. Adoption. Art. 2 septies D et 2 octies. Rejet. Art. 3 A. Adoption. Art. 3 bis: M. Manuel Fourcade. Adoption. Art. 3 ter. Amendement de MM. Néron et Ouvré; MM. Albert Ouvré, Pierre Chaumié, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Retrait. Rejet de l'article. Art. 3 ter A. Adoption. Art. 3 quater. Rejet. Art. 3 quinquies et 3 sexies. Adoption. Art. 3 septies. Rejet. Art. 3 octies et 5. Adoption. Art. 10 réservé. Observations de M. Albert Gardey, *Rapporteur général*. Art. 11. Adoption. Art. 13 bis à 13 sexies. Adoption. Art. 14. Adoption. Art. 17 réservé. Art. 19 bis. Rejet. Art. 25. Disjonction. Art. 25 bis. Rejet. Art. 25 ter, 26 et 30 bis. Adoption. Art. 31 bis A et 31 bis B. Rejet. Art. 31 ter, 32 bis, 32 bis A et 32 bis B. Adoption. Art. 32 quater. Rejet. Art. 32 quinquies. Disjonction. Art. 32 sexies et 33 bis.

Adoption. Art. 33 quater. Disjonction. Art. 34 quater. Adoption. Art. 36 quater A nouveau, proposé par M. François Labrousse: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 37 bis, 37 quater, 38 bis. Adoption. Art. 42 ter B nouveau, proposé par M. Le Gorgeu: MM. Le Gorgeu, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 42 quater. Rejet. Art. 42 quinquies à 42 octies. Adoption. Art. 43 quater, 43 quater B à 43 quater D. Rejet. Art. 43 quater E nouveau. Adoption. Art. 43 quinquies et 44 bis. Rejet. Art. 45 et 49. Adoption. Observations de M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Art. 50 bis, 50 ter et 51 A. Adoption. Art. 51 bis. Disjonction. Art. 51 ter. Rejet. Art. 51 quater: amendement de M. Donon: MM. Marcel Donon, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption (devenant l'article 51 quater). Art. 51 quinquies et 52 A. Adoption. Art. 52 ter: amendements: 1° de M. Guérin; 2° de M. Garrigou et plusieurs de ses collègues: MM. Guérin, Queuille, *Ministre de l'agriculture*; Garrigou, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 52 quater A. Adoption. Art. 52 quater B: MM. Manuel Fourcade, Auguste Mounié. Disjonction. Art. 52 quater C. Disjonction. Art. 52 quinquies: amendement de M. Rio: MM. Rio, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait. Disjonction de l'article. Art. 52 quinquies A. Adoption. Art. 52 sexies: amendement de MM. Coucoureux, Monsservin et Guérin: MM. Guérin, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 52 decies et 52 decies A. Adoption. Art. 93 bis: MM. Join-Lambert, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 93 ter. Adoption. Art. 93 quater: MM. Join-Lambert, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 93 quinquies à 93 octies. Adoption. Art. 96 et 97 bis. Adoption. Budget des dépenses Adoption des budgets de la présidence du conseil, de l'économie nationale, des finances, de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur, de la défense des territoires d'outre-mer, de la marine militaire, de l'éducation nationale, de l'enseignement technique, des beaux-arts, du commerce, de l'air, du travail, de la santé publique, des colonies. **Agriculture**. Chap. 109 (*Soutien de la production gemmière*): amendement de M. Caillier: MM. Caillier, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait. Adoption du budget de l'agriculture. Adoption des budgets des travaux publics, de la marine marchande, des anciens combattants et pensionnés. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 17 et 10. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1000 et suiv.

(3^o vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 486 [31 décembre], p. 1031. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, n° 487 [31 décembre], p. 1031. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Chassaing, Paul Reynaud, *Ministre des finances*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er} réservé. Art. 2 ter. Disjonction. Art. 2 quater, 2 septies B, 2 septies D et 2 octies. Adoption. Art. 3 ter. Amendement de MM. Ouvré et Néron. — Adoption. En conséquence, adoption de l'article 3 ter. Art. 3 quater. Adoption. Art. 10 réservé. Art. 11, 13 bis, 13 ter,

13 *quater*, 13 *series*, 14. Adoption. Art. 17 réservé. Art. 19 *bis*. Rejet. Art. 25 *bis*: amendement de M. Dormann: M. Maurice Dormann. Adoption. En conséquence, adoption de l'article 25 *bis*. Art. 31 *bis* A. Adoption. Art. 31 *bis* B. Disjonction. Art. 31 *ter*. Adoption. Art. 32 *quater* et 34 *ter*. Rejet. Art. 42 *ter* B: M. Le Gorgeu. Disjonction. Art. 43 *quater*, 43 *quater* C et 43 *quater* D. Disjonction. Art. 43 *quater* E et 43 *quinquies*. Adoption. Art. 44 *bis*: M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 50 *bis*, 51 *ter* et 51 *quater*. Adoption. Art. 52 *ter*: MM. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Guérin. Adoption. Art. 52 *quater* B, 52 *quater* C. 52 *quinquies*, 52 *octies* et 96. Adoption. *Budgets des dépenses*: adoption des budgets de la présidence du conseil, des finances, de la justice, de l'éducation nationale, de l'enseignement technique. **Beaux-arts**: M. Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Adoption. Adoption des budgets de l'air, du travail, de la santé publique, des colonies, de l'agriculture et de la marine marchande. Art. 1^{er}, précédemment réservé. Adoption. Art. 17 et 10: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1031 et suiv.

(4^o vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 488 [31 décembre], p. 1039. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, n° 489 [31 décembre], p. 1040. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er} réservé. Art. 3 *quater*. Adoption. Art. 10 et 17 réservés. Art. 34 *ter*, 43 *quater*, 43 *quater* C. Adoption. Art. 43 *quater* E. Disjonction. Art. 50 A (nouveau). Adoption. Adoption des budgets de la présidence du conseil, des finances, de la justice, de l'éducation nationale, de l'enseignement technique, des beaux-arts, du travail, de la santé publique, de l'agriculture, des colonies. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 17 et 10. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1040 et suiv. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1938. (J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 4).

3. — Loi de finances du budget de 1939.

Art. 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 2. — Autorisation de perception.

Art. 3 (2 *bis* de la discussion). — Suppression du droit, pour le Gouvernement, de modifier par décret le taux des impôts.

Art. 4 (2 *quater* de la discussion). — Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et taxe à la production. — Extension du régime du forfait.

Art. 5 (2 *quinquies* de la discussion). — Bordereau de coupons. — Extension aux revenus déposés en banque et établissements similaires. — Réorganisation des cadres de l'administration des contributions directes.

Art. 6 (2 *series* de la discussion). — Contribution nationale extraordinaire. — Abattements et exonérations à la base.

Art. 7 (2 *septies* de la discussion). — Contribution nationale extraordinaire. — Majoration de l'impôt général sur le revenu.

Art. 8 (2 *septies* A de la discussion). — Exonération du droit de timbre pour le papier des registres de l'état-civil.

Art. 9. — Valeurs mobilières. — Exonération de l'impôt pour les titres des collectivités locales non cotés en bourse.

Art. 10. — Unification des taxes payées par les transports départementaux et par les voies ferrées d'intérêt local.

Art. 11. — Droits d'enregistrement des pièces relatives à la construction et à l'entretien des chemins ruraux.

Art. 12. — Maintien des liens de parenté résultant de l'adoption pour certains enfants.

Art. 13 (3 de la discussion). — Licences d'importation. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importations de produits contingentés.

Art. 14. — Douanes. — Reconduction de la taxe sur les laines et peaux de mouton importées.

Art. 15 (3 *bis* de la discussion). — Taxe à la production. — Exonération des œufs, volailles et autres animaux de basse-cour.

Art. 16 (3 *ter* de la discussion). — Taxe à la production. — Exonération du charbon de bois.

Art. 17. — Réglementation de l'affichage.

Art. 18. — Taxe à la production. — Exonération de certains produits de charcuterie et de triperie.

Art. 19. — Régime fiscal des alcools de bouche.

Art. 20. — Modification du régime des eaux-de-vie ayant droit à l'acquit blanc.

Art. 21. — Droits de chancellerie. — Modification des taux des visas des passeports.

Art. 22 (4 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies.

Art. 23 (5 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce.

Art. 24 (6 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites.

Art. 25 (7 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence économique des colonies autonomes, des territoires africains sous mandat et de l'Afrique équatoriale française.

Art. 26 (8 de la discussion). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux.

Art. 27 (9 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer.

Art. 28 (10 de la discussion). — Evaluation des voies et moyens.

Art. 29 (11 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Ouverture de crédits.

Art. 30 (12 de la discussion). — Rattachement par décret au compte des investissements en capital des autorisations de paiement données pour l'exercice 1939 par la loi du 7 juillet 1934.

Art. 31 (13 de la discussion). — Répartition par décrets des crédits globaux ouverts au budget des finances pour l'application de la loi du 18 août 1936 et du décret du 24 mai 1938, pris en application de la loi du 13 avril 1938.

Art. 32 (13 *bis* de la discussion). — Autorisation d'engagement pour le classement dans la grande vicinalité des chemins de petite vicinalité utilisés pour un trafic général.

Art. 33 (13 *ter* de la discussion). — Autorisation d'engagement pour la réfection et l'entretien des routes départementales et des chemins départementaux et vicinaux soumis à une circulation particulièrement intense.

Art. 34 (13 *quater* de la discussion). — Autorisation d'engagement pour le désenclavement de certaines communes.

Art. 35 (13 *quinquies* de la discussion). — Autorisation d'engagement pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré.

Art. 36 (13 *sexies* de la discussion). — Autorisation d'engagement pour les études et les travaux d'équipement rural.

Art. 37 (14 de la discussion). — Voies et moyens du compte des investissements en capital.

Art. 38 (15 de la discussion). — Réintégration au budget général des dotations prévues au compte des investissements en capital pour l'équipement civil.

Art. 39 (16 de la discussion). — Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice.

Art. 40 (16 *bis* de la discussion). — Grands travaux. Autorisation de reports d'autorisations d'engagement.

Art. 41 (17 de la discussion). — Fixation des recettes et des dépenses des budgets annexes.

Art. 42 (18 de la discussion). — Fixation de la limite d'émission des monnaies d'argent et de nickel.

Art. 43 (19 de la discussion). — Augmentation du fonds de roulement de l'imprimerie nationale.

Art. 44 (20 de la discussion). — Augmentation du fonds de réserve du service des essences.

Art. 45 (21 de la discussion). — Poudres. — Autorisation d'engagement relative aux marchés intéressant la mobilisation industrielle.

Art. 46 (22 de la discussion). — Poudres. — Autorisation d'engagement de dépenses au titre de la deuxième section du budget annexe du service des poudres.

Art. 47 (23 de la discussion). — Modification des redevances versées par la caisse nationale d'épargne au budget annexé des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 48 (24 de la discussion). — Relèvement du maximum des mandats retraite et fixation du tarif applicable aux envois de l'espèce.

Art. 49 (25 *bis* de la discussion). — Exonération de la taxe sur les appareils récepteurs de radiodiffusion pour certaines catégories d'invalides.

Art. 50 (25 *ter* de la discussion). — Obligation faite au Gouvernement de déposer un projet de loi relatif au statut de la radiodiffusion.

Art. 51. — Modification des dispositions relatives à la limitation des paiements sans mandatement préalable effectués par

ies comptables de l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 52 (27 de la discussion). — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 53 (28 de la discussion). — Postes, télégraphes et téléphones. — Autorisation d'engagement de dépenses afférentes à un nouveau programme de travaux.

Art. 54 (29 de la discussion). — Modification des règles relatives au fonds d'approvisionnement du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 55 (30 de la discussion). — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1939 pour la couverture des dépenses de la deuxième section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 56. — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor. — Autorisation de consolidation des échéances massives et des bons du Trésor. — Autorisation d'émission pour la couverture des avances au Crédit foncier de France.

Art. 57 (31 de la discussion). — Approbation d'une convention intervenue entre l'Etat et le Crédit national.

Art. 58. — Autorisation pour la caisse nationale de crédit aux départements et aux communes d'acquiescer certaines obligations émises par les départements et les communes.

Art. 59 (31 *ter* de la discussion). — Créations et transformations d'emplois autorisées.

Art. 60 (32 de la discussion). — Répartitions des crédits ouverts au budget des finances en vue de l'attribution aux personnes civiles en activité ou en retraite des administrations de l'Etat d'allocations exceptionnelles temporaires de cherté de vie et pour le rajustement des indemnités représentatives de frais des fonctionnaires.

Art. 61 (32 *bis* de la discussion). — Comité de réorganisation administrative. — Limitation des pouvoirs du comité.

Art. 62. — Renouvellement de la mission des membres des comités de contrôle financiers.

Art. 63. — Participation des contrôleurs financiers aux travaux des comités de contrôle financiers.

Art. 64 et 65 (33 de la discussion). — Répartitions du produit du pari mutuel et des jeux.

Art. 66. — Pari mutuel. — Prorogation de la déduction sur le produit des jeux.

Art. 67 (34 de la discussion). — Ministère des finances. — Fixation du nombre des chargés d'études et agents des services extérieurs détachés à l'administration centrale. — Maintien du service des émissions.

Art. 68. — Caisse autonome d'amortissement. — Statut du personnel.

Art. 69. — Cour des comptes. — Répartition des postes entre les deux classes d'auditoriat.

Art. 70 (35 de la discussion). — Cumul d'un traitement et d'une pension.

Art. 71 (36 de la discussion). — Ajournement de la caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924.

Art. 72. — Régime des pensions applicables aux fonctionnaires ayant servi successivement l'Etat ou une collectivité locale.

Art. 73 (37 de la discussion). — Modification des dispositions de l'article 5 de la loi du 16 avril 1932 (suppression du pourcentage imposé par ledit article pour l'octroi de subventions exceptionnelles aux sociétés coopératives de reconstruction).

Art. 74. — Création d'une justice de paix à Nice.

Art. 75 (37 *ter* de la discussion). — Autorisation de procéder à des binages et trinages dans le ressort de la cour d'appel de Colmar.

Art. 76. — Pensions des magistrats des tribunaux arbitraux mixtes.

Art. 77. — Prolongation des délais d'exécution de travaux de désenclavement.

Art. 78. — Répartition des fonds communs des contributions indirectes et de la taxe à la production.

Art. 79 (39 de la discussion). — Fixation des effectifs globaux des officiers de l'armée de terre.

Art. 80 (40 de la discussion). — Modification des conditions d'admission des officiers de réserve à servir en situation d'activité.

Art. 81 (41 de la discussion). — Modification de l'article 2 de la loi du 7 juillet 1900, portant organisation des troupes coloniales.

Art. 82 (42 de la discussion). — Encouragements aux propriétaires de motocyclettes avec side-car et aux militaires de carrière faisant l'acquisition de motocyclettes solos.

Art. 83 (42 *bis* de la discussion). — Octroi d'avantages compensateurs aux personnels militaires mis à la retraite d'office.

Art. 84. — Amélioration des traitements de fin de carrière des professeurs du collège de France et du musée d'histoire naturelle.

Art. 85. — Régime des avances consenties à l'empire chérifien.

Art. 86. — Modalités de paiement de la contribution militaire de l'Algérie.

Art. 87. — Caisse autonome de la défense nationale. — Abandon de divers avantages viagers au profit de cette institution.

Art. 88. — Augmentation des effectifs des ingénieurs de l'artillerie navale.

Art. 89 (43 de la discussion). — Marine. — Bénéfice d'études préliminaires aux officiers du commissariat passés dans d'autres corps.

Art. 90. — Nominations de certains agents spéciaux chargés de la gestion d'intérimats.

Art. 91. — Instituteurs. — Accessions à la classe supérieure à l'ancienneté.

Art. 92. — Pensions. — Prorogation des dispositions de l'article 6 du décret du 25 septembre 1936.

Art. 93. — Titularisation de certains professeurs d'éducation physique.

Art. 94. — Réorganisation de l'enseignement supérieur des beaux-arts.

Art. 95 (44 de la discussion). — Fixation du contingent annuel des exportations de papier journal pouvant bénéficier des allocations forfaitaires.

Art. 96. — Liquidation de l'exposition de 1937.

Art. 97 (45 de la discussion). — Modification de l'effectif du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique.

Art. 98 (46 de la discussion). — Admission dans l'armée de l'air des officiers de toutes armes de l'armée de terre.

Art. 99 (47 de la discussion). — Admission dans l'armée de l'air des officiers de l'armée de terre détachés dans les compagnies d'infanterie de l'air.

Art. 100 (48 de la discussion). — Aéronautique. — Fixation de la limite d'âge du général de brigade du cadre sédentaire et du colonel des services administratifs.

Art. 101 (49 de la discussion). — Prolongation et extension des moyens d'action de la régie Air-Afrique.

Art. 102 (50 de la discussion). — Modification de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1937 sur l'inspection du travail.

Art. 103. — Nombre minimum des années de versements imposé aux anciens combattants et victimes de la guerre visés par la loi du 4 août 1923.

Art. 104 (50 *bis* de la discussion). — Attribution d'avances nouvelles aux organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier.

Art. 105. — Taux de l'allocation servie aux vieillards, infirmes et incurables.

Art. 106 (51 de la discussion). — Encouragements à la culture du chanvre et à la culture du lin. — Prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 4 juillet 1931, 2 mars et 20 avril 1932.

Art. 107. — Extension des prêts agricoles à moyen terme.

Art. 108. — Importation d'engrais azotés.

Art. 109. — Contrôle sanitaire des importations de bétail.

Art. 110. — Caisse nationale de crédit agricole. — Avances de l'Etat.

Art. 111. — Augmentation des effectifs des étalons et baudets.

Art. 112 (52 de la discussion). — Maintien en détachement à l'administration centrale de l'agriculture d'un directeur des services agricoles et d'un professeur d'agriculture.

Art. 113. — Allocations familiales aux exploitants agricoles et artisans ruraux.

Art. 114 (52 *ter* de la discussion). — Office du blé. — Modification des taxes de rémunération.

Art. 115 (52 *quater* de la discussion). — Répartition des dépenses d'amortissement des charges d'électrification.

Art. 116 à 118. — Région parisienne. — Unification des transports.

Art. 119. — Caisse de prévoyance des marins. — Unification des pensions servies par cet organisme.

Art. 120. — Crédit maritime. — Financement.

Art. 121. — Revision de pension en cas d'aggravation d'infirmités.

Art. 122. — Entretien de certaines voies publiques.

Art. 123. — Carburants. — Usines d'hydrogénation.

Art. 124 (53 de la discussion). — Nomenclature des services votés.

Art. 125 (54 de la discussion). — Dépenses obligatoires acquittées en plusieurs échéances au vu d'un titre permanent et susceptibles, pour ce motif, d'excéder le montant des crédits votés.

Art. 126 à 128 (55 à 57 de la discussion). — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées.

Art. 129 (58 de la discussion). — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Art. 130 (59 de la discussion). — Répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements pauvres.

Art. 131 (60 de la discussion). — Fixation de la durée de la seconde période d'instruction des militaires de la première réserve.

Art. 132 (61 de la discussion). — Fixation, pour l'année 1939, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Art. 133 (62 de la discussion). — Budget de la guerre. — Constructions et matériel neufs. — Autorisation d'engagements.

Art. 134 (63 de la discussion). — Budget de la guerre. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Art. 135 (64 de la discussion). — Armée. Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 136 (65 de la discussion). — Armée. Répartition par décret des crédits globaux afférents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire.

Art. 137 (66 de la discussion). — Fixation de l'effectif des officiers de la marine.

Art. 138 (67 de la discussion). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières.

Art. 139 (68 de la discussion). — Fixation de l'effectif du personnel technique des services des constructions navales et de l'artillerie navale.

Art. 140 (69 de la discussion). — Fixation du nombre maximum d'admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Art. 141 (70 de la discussion). — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1940, les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1939 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Art. 142 (71 de la discussion). — Budget de la marine. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Art. 143 (72 de la discussion). — Marine. Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées.

Art. 144 (73 de la discussion). — Etat des constructions neuves de la marine.

Art. 145 (74 de la discussion). — Aéronautique navale. — Autorisation d'engagement.

Art. 146 (75 de la discussion). — Marine. — Autorisation d'engagements pour la construction de parcs à combustibles liquides et à huiles de graissage.

Art. 147 (76 de la discussion). — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du ministère de la marine au ministère de l'air.

Art. 148 (76 bis de la discussion). — Transfert de crédits du ministère de la marine militaire au ministère des affaires étrangères.

Art. 149 (77 de la discussion). — Assurance-crédit. — Garantie d'exportation.

Art. 150 (78 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air.

Art. 151 (79 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des officiers de réserve de l'armée de l'air à admettre en 1939 en situation d'activité.

Art. 152 (80 de la discussion). — Fixation des effectifs de l'armée de l'air.

Art. 153 (81 de la discussion). — Aéronautique. — Etudes et expériences techniques. — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement.

Art. 154 (82 de la discussion). — Budget de l'air. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Art. 155 (83 de la discussion). — Autorisation de transférer par décret aux ministres de la guerre, de la marine et des colonies, certains crédits gérés par le ministre de l'air.

Art. 156 (84 de la discussion). — Assurances sociales. — Attribution au fonds de majoration géré par la caisse générale de garantie, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Art. 157 (85 de la discussion). — Ministère des colonies. — Maximum des dépenses à effectuer aux colonies en 1939 sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 158 (86 de la discussion). — Nombre maximum des inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1939.

Art. 159 (87 de la discussion). — Achats d'effets d'habillement effectués par le ministre des colonies pour être cédés aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies.

Art. 160 (88 de la discussion). — Autorisation d'engager pendant l'année 1939, en sus des crédits ouverts par la loi de finances, des dépenses en vue de l'équipement défensif des colonies.

Art. 161 (89 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Electrification des campagnes. — Maximum des fonds que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour des dépenses de caractère économique et social.

Art. 162 (90 de la discussion). — Crédits d'engagement pour le plan national de ravitaillement en carburants.

Art. 163 (91 de la discussion). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 164 (92 de la discussion). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local.

Art. 165 (93 de la discussion). — Montant maximum des annuités à allouer aux entreprises concessionnaires de forces hydrauliques ou de transport d'énergie électrique.

Art. 166 à 172. — Autorisations relatives au fonctionnement de la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 173 (94 de la discussion). — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien.

Art. 174 (95 de la discussion). — Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Art. 175 (96 de la discussion). — Subventions à la caisse des retraites des marins français.

Art. 176 (97 de la discussion). — Renseignements à fournir aux Chambres.

Art. 177. — Extension à l'Alsace-Lorraine des dispositions de la loi de finances de 1939.

Art. 178 (98 de la discussion). — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles.

Art. 179 (99 de la discussion). — Interdiction de perception autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

BUDGETS ANNEXES. — Recettes et dépenses des budgets annexes (art. 41) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

BUREAU DU SENAT. — Bureau provisoire: *Président, doyen d'âge:* M. Damecour. *Secrétaires d'âge:* MM. Elby, Braise, Maroselli, Belmont, Ferrand et Maupoil [11 janvier], p. 1. — Bureau définitif: *Président:* M. Jules Jeanneney; *Vice-Présidents:* MM. Henry Merlin, Farjon, Henri Roy, Albert Mahieu; *Secrétaires:* MM. Loubat, Decroze, Garrigou, Dentu, Martin-Binachon, Hachette, Fèvre, A. de La Grange; *Questeurs:* MM. Hamelin, Anatole Mancaeu, François Labrousse [13 janvier], p. 6.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [11 janvier], p. 3. — Organisation des bureaux (*J. O.* du 14 janvier, p. 633). — Tirage au sort des bureaux [4 octobre], p. 728. — Organisation des bureaux [*J. O.* du 9 décembre, p. 13815]. — Tirage au sort des bureaux [8 décembre], p. 762. — Organisation des bureaux [*J. O.* du 14 décembre, p. 14023].

C

CAFES. — Voir DOUANES, 64.

CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT. — Statut du personnel (art. 68). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

CAISSE AUTONOME DE LA DEFENSE NATIONALE

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant une caisse autonome des investissements de la défense nationale. Renvoi à la Commission des finances, n° 141 [4 mars], p. 310. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit un rapport, n° 162. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. le comte Louis de Blois, Edouard Daladier, *Ministre de la défense nationale*; Camille Chautemps, *Président du conseil*; Desjardins, Paul Marchandau, *Ministre des finances*. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Join-Lambert, Paul Marchandau, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 3: adoption. Art. 4: MM. Mauger, Paul Marchandau, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 4 bis à 7 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du

projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi créant une caisse autonome de la défense nationale* » [5 mars], p. 316, 317. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, créant une caisse autonome de la défense nationale. Renvoi à la Commission des finances, n° 163. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, n° 164. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Camille Chautemps, *Président du conseil*. Discussion de l'article modifié par la Chambre des députés. Art. 2: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 mars], p. 324. — Promulgation: Loi du 5 mars 1938 (*J. O.* du 6 mars, p. 2602).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les facultés d'emprunt de la caisse autonome de la défense nationale et approuvant une convention passée avec la Banque de France. Renvoi à la Commission des finances, n° 191. Demande de discussion immédiate [24 mars], p. 366. — Voir pour la discussion: BANQUE DE FRANCE.

3 — Dépôt du rapport semestriel du conseil d'administration de la caisse autonome de la défense nationale [8 décembre], p. 761.

4 — Abandon de divers avantages viagers au profit de la caisse autonome de la défense nationale (art. 87) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10).

CAISSE AUTONOME DES RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Dépôt de l'état détaillé présentant les opérations de recettes et de dépenses de la caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs et des opérations de placement effectuées au cours de l'année 1937, n° 385 [8 décembre], p. 761.

CAISSE DE PREVOYANCE DES MARINS. — Unification des pensions servies par cet organisme (art. 119) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 13).

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. — Dépôt du rapport sur les opérations de l'année 1937 de la caisse des dépôts et consignations, n° 384 [8 décembre], p. 761.

CAISSE DES ECOLES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'abrogation du décret-loi du 30 octobre 1935, relatif au contrôle financier des caisses des écoles. — Voir Table de 1937, p. 45. — M. Turlier dépose, au nom de la Commission de l'administration, un rapport n° 167 [10 mars], p. 347.

CAISSE DE SECOURS DES SINISTRES FRANÇAIS DE RUSSIE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création d'une caisse de secours en faveur des sinistrés français de Russie. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 52 [8 février], p. 107.

CAISSE DES PENSIONS. — Ajournement de la caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924 (art. 71) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

CAISSE DES RETRAITES DES MARINS. — Subvention à la caisse des retraites des marins français (art. 175) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 17).

1938. — SÉNAT, SESSIONS EXTR. — ANNALES (NOUV. SÉRIE, ANNALES, T. 129.)

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Avances de l'Etat (art. 110) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 12).

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AUX DEPARTEMENTS ET AUX COMMUNES. — Autorisation pour cet organisme d'acquiescer certaines obligations émises par les départements et les communes (art. 58) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

Voir INTERPELLATIONS, 3.

CAISSE NATIONALE DES CALAMITES AGRICOLES. — Voir RÉSOLUTIONS, 7.

CAISSES D'EPARGNE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par les lois subséquentes en vue d'autoriser les caisses d'épargne à employer leur boni en faveur des œuvres de développement des sports. — Voir Table de 1937, p. 45. — M. Chassaing dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport n° 176 [17 mars], p. 351. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. François-Saint-Maur, Chassaing, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 décembre], p. 799. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1938 (*J. O.* du 31 décembre, p. 14853).

Voir INTERPELLATIONS, 20.

CAISSES REGIONALES DE CREDIT AGRICOLE. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin tendant à faire bénéficier les communes et syndicats de communes d'avances à court terme des caisses régionales de crédit agricole pour l'exécution de travaux d'intérêt général agricole. Renvoi à la Commission des finances, n° 73 [15 février], p. 148. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [25 février], p. 182.

CALAMITES

— agricoles. — Voir RÉSOLUTIONS, 7, 8.

— publiques. — Voir CRÉDITS, 2.

CAMBRAI-EST (Nord). — Voir SÉRANVILLERS.

CAMEROUN (Naturalisation des indigènes). — Voir COLONIES, 11.

CAMIONS-BAZARS. — Voir VENTE.

CAMPBRE. — Voir DOUANES, 63.

CANADA. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 17.

CANAU D'ALSACE ET DE LORRAINE. — Voir TAXES D'USAGE.

CANOTS DEMONTABLES. — Voir DOUANES, 33.

CAPACITE

— de la femme mariée. — Voir MARIAGE.

— des personnes morales. — Voir DONATIONS ET TESTAMENTS.

CAPITAINE COTIER. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

CAPITULATIONS EN EGYPTE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 23.

CARBURANTS. — Usines d'hydrogénations (art. 123). — Crédits d'engagement pour le plan national de ravitaillement en

carburants (art. 162). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 16.)

CARNIERES (Nord). — Voir SÉRANVILLERS.

CAUTION « JUDICATUM SOLVI ». — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6.

CENTENAIRE DE GAMBETTA. — Voir CRÉDITS, 16.

CERTIFICAT DE TRAVAIL AUX OUVRIERS. — Voir CODE DU TRAVAIL, 4.

CHAMBRE DES DEPUTES (Dépenses administratives). — Voir CRÉDITS, 3.

CHAMBRES DE METIERS. — Voir CODE DES IMPÔTS DIRECTS.

CHANVRE. — Encouragement à la culture du chanvre. — Prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 4 juillet 1931, 2 mars et 20 avril 1932 (art. 106). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 41.)

CHASSE. — Projet de loi modifiant les articles 3, 4, 5, 11, 24 et 26 de la loi sur la police de la chasse, du 3 mai 1844. — Voir table de 1937, p. 46. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er} et 2. Adoption. Art. 3: MM. Delhoume, Mauger, André Liautey, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'agriculture. Adoption. Art. 4 à 6 et dernier. Adoption. Demande de retrait de l'urgence: M. Mauger. Rejet. Adoption de l'ensemble du projet de loi [25 janvier], p. 28.

CHATEAU DU HAUT-KENISBOURG. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 2.

CHAUMONT (Cher). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher au canton de Sancoins (département du Cher), la commune de Chaumont qui appartient actuellement au canton de Charenton. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 236 [5 avril], p. 473.

CHAUSSURE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure. Renvoi à la Commission du commerce, n° 180 [22 mars], p. 358. — M. Anatole Manceau dépose et lit le rapport n° 195. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er}. Adoption. Art. 2: Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Anatole Manceau, rapporteur; François-Saint-Maur, Pierre Cot, ministre du commerce. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 2). Art. 3: Amendement de M. Lefas. Adoption (devenant l'article 3). Art. 4 et dernier. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [24 mars], p. 373. — Promulgation: Loi du 25 mars 1938. (*J. O.* du 26 mars, p. 3562).

Voir DOUANES, 25.

CHEMIN DE FER

1 — **Ligne de Saint-Aignan à Blois.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclasser le chemin de fer d'intérêt général de Saint-Aignan à Blois. Renvoi à la Commission des travaux publics, n° 10 [21 janvier], p. 19. — M. Gaston Bazile dépose le rapport n° 113 [25 février], p. 183. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du

projet de loi [4 mars], p. 309. — Promulgation : Loi du 7 mars 1938. (*J. O.* du 9 mars, p. 2690.)

2 — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local (art. 163). Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local (art. 164). Autorisations relatives au fonctionnement de la Société nationale des chemins de fer français (art. 166 à 172). Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien (art. 173). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 16, 17.)

CHEMIN DE FER TRANSSAHARIEN. — Voir RÉSOLUTIONS, 5.

CHILI. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

CHLORURE DE SODIUM. — Voir DOUANES, 58.

CHOMAGE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 7 septembre 1936 relatif aux travaux contre le chômage intéressant plusieurs collectivités. — Voir Table de 1937, p. 46. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis n° 33 [3 février], p. 73. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 février], p. 113. — Promulgation : Loi du 14 février 1938 (*J. O.* du 25 février, p. 2298).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 7 septembre 1936 relatif à l'instruction mixte et aux conférences civiles. Renvoi à la Commission des travaux publics, n° 245 [7 avril], p. 497.

CINQUANTENAIRE DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 3.

CITOYENNETÉ SPÉCIALE. — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

CLIMATISME. — Voir COMITÉ CONSULTATIF DU TOURISME.

CODE CIVIL. — Voir ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — ADOPTION. — COLONIES, 1, 2. — DIVORCE. — DONATIONS ET TESTAMENTS. — LOYERS ET FERMAGES, 2. — MARIAGE. — PARTAGE D'ASCENDANT. — SERVITUDES DE VUES. — TUTELLE.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

1 — **Armée de mer.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer. — Voir Table de 1937, p. 47. — Promulgation : Loi du 13 janvier 1938. (*J. O.* du 21 janvier, p. 946. *Rectificatif* : *J. O.* du 14 avril, p. 4427; *Rectificatif* : *J. O.* du 16 avril, p. 4522).

2 — **Armée de terre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la modification des tableaux annexés à la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 131 [2 mars], p. 284.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

1 — **Article 49.** — **Préliminaire de conciliation.** — Proposition de loi de MM. Cailhier et Armand Calmel tendant à modifier l'article 49 du code de procédure civile relatif aux dispenses du préliminaire de

conciliation. — Voir Table de 1937, p. 47. — Promulgation : Loi du 4 mars 1938. (*J. O.* du 6 mars, p. 2603).

2 — **Article 10 du décret du 30 octobre 1935.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gasnier-Duparc tendant à compléter l'article 10 du décret du 30 octobre 1935 modifiant plusieurs articles du code de procédure civile. Renvoi à la Commission de législation, n° 9 [21 janvier], p. 49. — M. Gasnier-Duparc dépose le rapport n° 30 [3 février], p. 73. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gasnier-Duparc, *Rapporteur*; Borvin-Champeaux, Georges Pennot, Manuel Fourcade. Article unique. Amendement de M. Manuel Fourcade, M. Gasnier-Duparc. Adoption (devenant l'article unique de la proposition de loi). Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé : « Proposition de loi tendant à modifier et à interpréter l'article 10 du décret du 30 octobre 1935 modifiant divers articles du code de procédure civile. » [25 février], p. 183.

CODE DES ASSURANCES SOCIALES (Départements recouverts). — Loi tendant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 384 du code des assurances sociales, maintenu en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — Voir Table de 1937, p. 46. — Promulgation : Loi du 10 février 1938. (*J. O.* du 13 février, p. 4794.)

CODE DES IMPÔTS DIRECTS

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier le paragraphe 15 de l'article 264 et l'article 265 du code général des impôts directs et taxes assimilées, en ce qui concerne la patente et les articles 338, 346 et 347, en ce qui concerne le fonctionnement des chambres de métiers. — Voir Table de 1937, p. 47. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 32 [3 février], p. 73. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé : « Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 15^o de l'article 264 et l'article 265 du code général des impôts directs et taxes assimilées, en ce qui concerne la patente, et les articles 338, 345, 346 et 347, en ce qui concerne le fonctionnement des chambres de métiers. » [22 février], p. 171.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant des dispositions des codes des impôts directs et du timbre. Renvoi à la Commission des finances, n° 69. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose le rapport n° 70. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale : M. Paul Marchandeu, ministre des finances. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 135. — Promulgation : Loi du 12 février 1938. (*J. O.* du 15 février, p. 1883.)

CODE DES VALEURS MOBILIÈRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 148 du code des valeurs mobilières. — Voir Table de 1937, p. 48. — Promulgation : Loi du 12 mars 1937. (*J. O.* du 13 mars, p. 3034.)

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Voir CONTRAINTE PAR CORPS. — LIBERTÉ PROVISOIRE.

CODE DU TIMBRE. — Voir CODE DES IMPÔTS DIRECTS.

CODE DU TRAVAIL

1 — **Livre 1^{er}.** — **Salaires des ouvriers à domicile.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à étendre, en matière de protection du salaire des ouvriers à domicile, les prescriptions de l'article 33 n du livre 1^{er} du code du travail aux industries visées par les décrets pris en application de l'article 33 m dudit livre 1^{er}. Renvoi à la Commission du commerce, n° 28 [3 février], p. 73. — M. Jean Amat dépose le rapport, n° 355 [16 juin], p. 648. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 décembre], p. 777. — Promulgation : Loi du 27 décembre 1938 (*J. O.* du 29 décembre, p. 14756).

2 — **Livre 1^{er}.** — **Chapitre IV bis du titre II.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'extension des dispositions de la loi du 24 juin 1936 modifiant et complétant le chapitre IV bis du titre II du livre 1^{er} du code du travail ; de la convention collective de travail. Renvoi à la Commission du commerce, n° 105 [22 février], p. 171.

3 — **Livre 1^{er}.** — **Applicabilité de l'article 23 aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rendre applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'article 23 du livre 1^{er} du code du travail. Renvoi à la Commission du commerce, n° 249 [7 avril], p. 497.

4 — **Livre 1^{er}.** — **Titre II.** — **Certificat de travail aux ouvriers à domicile.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant, par la modification de l'article 24 du livre 1^{er}, titre II du code du travail, à rendre obligatoire à l'employeur la délivrance du certificat de travail aux ouvriers et ouvrières travaillant à domicile. Renvoi à la Commission du commerce, n° 359 [16 juin], p. 648.

5 — **Livre 3.** — **Titre 1^{er}.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moïse Lévy tendant à modifier la loi du 10 août 1927 sur la nationalité et le titre 1^{er} du livre 3 du code du travail. Renvoi à la Commission de législation, n° 288 [13 avril], p. 561.

CODE PENAL

1 — **Article 401.** — **Filouteries alimentaires.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à réprimer plus efficacement les filouteries alimentaires prévues par l'article 401 du code pénal, modifié par la loi du 28 janvier 1937. Renvoi à la Commission de législation, n° 43, [8 février], p. 92.

2 — **Article 234.** — **Refus d'un service dû légalement.** — Proposition de loi de M. Lémery tendant à compléter l'article 234 du code pénal (n° 871, année 1936). — M. Lémery dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 11 [21 janvier], p. 19.

Voir COLONIES, 9, 10.

COIFFEUR. — SALONS DE COIFFURE.

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES. — Répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements pauvres (art.

130) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 13).

Voir DONATIONS ET TESTAMENTS.

COLONIES

1 — **Antilles, Réunion. — Article 755 du code civil (Successions collatérales).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicables aux Antilles et à la Réunion les dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 31 décembre 1917 modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 755 du code civil (successions collatérales). — Voir Table de 1937, p. 48. — Promulgation: Loi du 5 janvier 1938 (*J. O.* du 7 janvier, p. 355).

2 — **Antilles, Réunion. — Articles 1341 à 1345 du code civil (preuve testimoniale).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable aux Antilles et à la Réunion l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1923 qui a modifié les articles 1341 à 1345 du code civil. — Voir Table de 1937, p. 48. — Promulgation: Loi du 5 janvier 1938 (*J. O.* du 7 janvier, p. 355).

3 — **Indochine. — Secours de 3 millions.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, accordant un secours de 3 millions de francs aux victimes des inondations d'Indochine. — Voir Table de 1937, p. 48. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* du 7 janvier 1938, p. 354).

4 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Législation de la faillite.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable, sous réserve de modifications, aux colonies françaises de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le décret du 8 août 1935 portant application, aux gérants et administrateurs de sociétés, de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société. Voir Table de 1937, p. 48. — Promulgation: Loi du 12 janvier 1938 (*J. O.* du 28 janvier, p. 1202).

5 — **Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Emprunts de 359 millions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant, en ce qui concerne la Martinique, la loi du 10 juillet 1931 autorisant les gouvernements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane à contracter des emprunts formant un total de 359 millions de francs. Renvoi à la Commission des colonies et, pour avis, à la Commission des finances, n° 26 [3 février], p. 73. — M. Rolland dépose le rapport n° 189 [22 mars], p. 358.

6 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Vente à tempérament des valeurs à lots.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rendre applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion les dispositions de la loi du 14 décembre 1926 interdisant la vente à tempérament des valeurs à lots. Renvoi à la Commission des colonies, n° 78 [15 février], p. 148. — M. le général Stuhl dépose le rapport n° 186 [22 mars], p. 358. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 juin], p. 642. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* des 4 et 5 juillet, p. 7851).

7 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Liberté individuelle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, les dispositions de la loi du 7 février 1933 sur les ga-

ranties de la liberté individuelle et de la loi du 25 mars 1935 tendant à modifier les articles 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 126, 135, 39, 87, 89 et 90 du code d'instruction criminelle et à rétablir les articles 421 et 10 du même code. Renvoi à la commission des colonies, n° 224 [1^{er} avril], p. 452. — M. Leblanc dépose le rapport n° 315 [9 juin], p. 620. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 649. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* des 4 et 5 juillet, p. 7851).

8 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Protection des enfants.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, étendant à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion les dispositions des deux décrets-lois du 30 octobre 1935, qui ont modifié, l'un l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, l'autre, l'article 2 de cette même loi. Renvoi à la Commission des colonies, n° 225 [1^{er} avril], p. 452. — M. Leblanc dépose le rapport n° 317 [9 juin], p. 620. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 650. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* des 4 et 5 juillet, p. 7851).

9 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Article 355 du code pénal (enlèvement de mineurs).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion la loi du 14 janvier 1937 modifiant l'article 355 du code pénal. Renvoi à la Commission des colonies, n° 226 [1^{er} avril], p. 452. — M. Leblanc dépose le rapport n° 318 [9 juin], p. 620. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 juin], p. 692. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* des 4 et 5 juillet, p. 7851).

10 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Article 401 du code pénal (filouteries alimentaires).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion la loi du 28 janvier 1937 qui a modifié l'article 401 du code pénal. Renvoi à la Commission des colonies, n° 227 [1^{er} avril], p. 452. — M. Leblanc dépose le rapport n° 316 [9 juin], p. 620. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 650. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* des 4 et 5 juillet, p. 7851).

11 — **Naturalisation des indigènes du Togo et du Cameroun.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer les conditions dans lesquelles les indigènes originaires des territoires placés sous mandat français du Togo et du Cameroun, qui résident en France, en Algérie, dans une colonie, dans un protectorat ou dans un territoire sous mandat français autre que leur pays d'origine, peuvent acquérir la qualité de citoyen français. — Voir Table de 1937, p. 48. — Renvoi pour avis à la Commission des colonies [3 février], p. 73. — M. Gasnier-Duparc dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 175 [17 mars], p. 351. — M. Roux-Freissineng dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis n° 270 [12 avril], p. 545.

12 — **Loi de finances.** — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique

militaire aux colonies (art. 22). Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce (art. 23). Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites (art. 24). Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence économique des colonies autonomes, des territoires africains sous mandat et de l'Afrique équatoriale française (art. 25). Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 26). Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer (art. 27). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 6, 7).

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 25. — DOUANES, 39 à 91. — RÉSOLUTIONS, 10.

COLONIES DE VACANCES. — Voir PROTECTION DE L'ENFANCE.

COLORATION ARTIFICIELLE DES SEMENCES. — Voir SEMENCES.

COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA GUERRE 1914-1918. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 2.

COMBUSTIBLES IMPORTÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE L'OCEANIE. — Voir DOUANES, 88.

COMITE CONSULTATIF DU TOURISME. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 25 juillet 1935 fixant le nombre des membres du comité consultatif du tourisme, du thermalisme et du climatisme. — Voir Table de 1937, p. 49. — M. Bringer dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport n° 188 [22 mars], p. 358. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 649.

COMITE DE REORGANISATION ADMINISTRATIVE. — Limitation des pouvoirs du comité (art. 61) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

COMITE SUPERIEUR D'AMENAGEMENT DE LA REGION PARISIENNE. — Voir COMMISSION SUPERIEURE D'AMENAGEMENT DES VILLES.

COMMERCE DE DETAIL. — Voir INTERPELLATIONS, 19.

COMMISSIONS ANNUELLES

Commission de l'air (nommée le 25 janvier, p. 29). — MM. LE MARQUIS DE DION, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, MAUGER, ALBERT MAHIEU, MONSIEURVIN, MARTIN-BINACHON, LEFEBVRE DU PREY, LUCIEN SAINT, SCHRAMECK, DELTHIL, BERGEON, LISSAR, RIO, LOUIS GROS, DANIEL-VINCENT, LANCIEN, PAUL BÉNAZET, FARJON, CHASSAING, SÈNÈS, HENRI LAUDIER, DE COURTOIS, RENÉ BESNARD, VIELLARD, ARMBRUSTER, BRASSEAU, J.-P. RAMBAUD, LE COMTE DE BLOIS, DE BERNY, ÉMILE ROUSSEL, ROBERT BELLANGER, DELESALLE, LAURENT EYNAC, A. DE LA GRANGE, ROBERT BELMONT, MARSELLI. La commission a nommé: *Président*: M. PAUL BÉNAZET; *Vice-Présidents*: MM. MARTIN-BINACHON, BERGEON; *Secrétaires*: MM. A. DE LA GRANGE, MAUGER (*J. O.* du 28 janvier, p. 1218). — M. LE MOIGNIC est nommé mem-

bre, en remplacement de M. LUCIEN SAINT, décédé [1^{er} avril], p. 464. — M. DE LA GRANGE est nommé *Vice-Président*, en remplacement de M. MARTIN-BINACHON, décédé (J. O. du 2 décembre, p. 13550).

Commission de l'Algérie (nommée le 25 janvier, p. 30). — MM. MAUGER, LE GÉNÉRAL STUHL, ROUX-FREISSINENG, CUTTOLI, LEBLANC, LUCIEN SAINT, J. LOUBET, HENRY BOURDEAUX, CAMILLE REBOUL, ANDRÉ MORIZET, DUROUX, DE COURTOIS, ULYSSE FABRE, DE BERNY, RENÉ COTY, MAURICE BAUFLE, HENRY-HAYE, TONY-RÉVILLON. — La commission a nommé: *Président*: M. ROUX-FREISSINENG; *Vice-Présidents*: MM. DUROUX, LEBLANC; *Secrétaires*: MM. CUTTOLI, RENÉ COTY (J. O. du 28 janvier, p. 1218). — M. DECREZE est élu membre, en remplacement de M. LUCIEN SAINT, décédé [1^{er} avril], p. 464.

Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des colonies (nommée le 20 janvier 1938). — 1^{er} Bureau: MM. LANCIEU, LEBLANC, ROGÉ. — 2^e Bureau: MM. LE MOIGNIC, LÉONUS BÉNARD, HAMELIN. — 3^e Bureau: MM. MARIO ROUSTAN, JEAN PHILIP, AUGUSTE MOUNIÉ. — 4^e Bureau: MM. FARJON, GÉNÉRAL STUHL, BERGEON. — 5^e Bureau: MM. LE GORGEU, AIMÉ BERTHOD, LUCIEN HUBERT. — 6^e Bureau: MM. YVES LE TROCQUER, ROUX-FREISSINENG, J.-L. DUMESNIL. — 7^e Bureau: MM. CAILLIER, JOVELET, GUY DE WENDEL. — 8^e Bureau: MM. PELLETTIER, ULYSSE FABRE, LOUIS LINYER. — 9^e Bureau: MM. ROLLAND, TOURNAN, GADAUD (J. O. du 21 janvier, p. 988). — La commission a nommé: *Président*: M. MARIO ROUSTAN; *Vice-Présidents*: MM. TOURNAN, LANCIEU; *Secrétaires*: MM. LÉONUS BÉNARD, ROGÉ (J. O. du 22 janvier, p. 1030). — M. ACHILLE NAUDIN est nommé membre et remplacement de M. YVES LE TROCQUER décédé (J. O. du 1^{er} avril, p. 3863). M. T. STEEG est nommé membre en remplacement de M. LUCIEN HUBERT, décédé (J. O. du 10 juin, p. 6542).

Commission de comptabilité (nommée le 20 janvier 1938). — 1^{er} Bureau: MM. LANCIEU, MONSSERVIN. — 2^e Bureau: MM. GASTON BAZILE, PAUL FLEUROT. — 3^e Bureau: MM. MARTIN-BINACHON, J.-P. RAMBAUD. — 4^e Bureau: MM. DENTU, THUREAU-DANGIN. — 5^e Bureau: MM. CUMINAL, RENÉ HÉRY. — 6^e Bureau: MM. MIROUEL, BARBIER. — 7^e Bureau: MM. ALEXANDRE BACHELET, NEUVILLE. — 8^e Bureau: MM. J. LOUBET, BERTRAND CARRÈRE. — 9^e Bureau: MM. PIERRE-ROBERT, LOUBAT (J. O. du 21 janvier, p. 988). — La commission a nommé: *Président*: M. J. LOUBET; *Vice-Président*: M. CUMINAL; *Secrétaires*: M. J.-P. RAMBAUD; *Rapporteur*: M. RENÉ HÉRY (J. O. du 22 janvier, p. 1030).

Commission des comptes définitifs (nommée le 25 janvier, J. O. p. 30). — MM. MAUGER, LESACHÉ, JEAN LEMAISTRE, ACHILLE FÈVRE, J. LOUBET, PELLETIER, ABEL LEFÈVRE, EMILE VINCENT, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, CHASSAING, OSTERMANN, JULES WOLFF, CAUTRU, J.-P. RAMBAUD, DE LA GRANDIÈRE, BELS, MAURICE BAUFLE, CAMILLE FERRAND. — La commission a nommé: *Président*: M. MAUGER; *Vice-Présidents*: MM. EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, ABEL LEFÈVRE; *Secrétaires*: MM. LESACHÉ, J.-P. RAMBAUD (J. O. du 28 janvier, p. 1218).

Commission des mines (nommée le 25 janvier, J. O. p. 29). — MM. PERREAU, LE MARQUIS DE DION, PAUL BERSEZ, LAVERGNE, PÛJES, DRIVET, GIORDAN, LEFÈVRE DU PREY, BEAUMONT, PELLETIER, FRANÇOIS DE WENDEL, PIERRE-ROBERT, BORGEOT, COURNAULT, DEMESMAY, BROGLY, COUCOUREUX, GEORGES MAURICE, BROM, EUGÈNE ROY, GASTON BAZILE, JEAN TAURINES, BRUGUIER, VICTOR LOURTIES, PAVIN DE LAFARGE, NEYRET, ELBY.

— La commission a nommé: *Président*: M. GASTON BAZILE; *Vice-Présidents*: MM. PIERRE-ROBERT, COUCOUREUX; *Secrétaires*: MM. NEYRET, BORGEOT (J. O. du 28 janvier, p. 1218).

Commission des pétitions (nommée le 20 janvier 1938). — 1^{er} Bureau: BEAUMONT. — 2^e Bureau: LOUIS GROS. — 3^e Bureau: MAURICE VIOLETTE. — 4^e Bureau: BROM. — 5^e Bureau: RENÉ CONVERSET. — 6^e Bureau: BLANC. — 7^e Bureau: TURLIER. — 8^e Bureau: GAUTIER. — 9^e Bureau: COUCOUREUX (J. O. du 21 janvier, p. 988). — La commission a nommé: *Président*: M. BEAUMONT; *Secrétaires*: M. BLANC (J. O. du 22 janvier, p. 1030).

COMMISSIONS GÉNÉRALES

Commission de l'administration générale, départementale et communale (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. BÉTOULLE, BLANC, BRASSEAU, CARRÉ-BONVALET, BERTRAND CARRÈRE, ALPHONSE CHATELAIN, RENÉ CONVERSET, COUCOUREUX, DEMELLIER, DESPRÉS, DUCLAUX-MONTEIL, ESCANDE, FIANCE, PLAYELLE, PAUL FLEUROT, GADAUD, GARRIGOU, GUÉRIN, LEBŒUF, FIRMIN LEGUET, LOUIS LINYER, MAULION, HENRY MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUEL, MONSSERVIN, DE MONTI DE REZÉ, J.-P. RAMBAUD, CAMILLE REBOUL, DES ROTOURS, HENRI SELLIER, SERLIN, SIGRIST, TURLIER, GEORGES ULMO, VILLAULT-DUCHESNOIS. — La commission a nommé: *Président*: M. HENRY MERLIN; *Vice-Présidents*: MM. MONSSERVIN, MAULION; *Secrétaires*: MM. LOUIS LINYER, J.-P. RAMBAUD (J. O. du 27 janvier, p. 1192).

Commission des affaires étrangères et politique générale des protectorats (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. ARMBRUSTER, ALEXANDRE BACHELET, HENRY BÉRENGER, BERGEON, AIMÉ BERTHOD, RENÉ BERNARD, BOVIN-CHAMPEAUX, ALBERT BUISSON, CAPUS, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, FOURMENT, GASNIER-DUPARC, HENRY-HAYE, ANDRÉ HONNORAT, LUCIEN HUBERT, PAUL JOURDAIN, JOVELET, FRANÇOIS LABROUSSE, PAUL LAFFONT, PIERRE LAVAL, LEFÈVRE DU PREY, YVES LE TROCQUER, COMTE DE LEUSSE, LISBONNE, ALEXANDRE MILLERAND, MOLLARD, PAUL-BONCOUR, ALBERT PEYRONNET, PICHÉRY, MARCEL PLAISANT, RAYNALDY, RENÉ RENOUULT, LUCIEN SAINT, ROBERT THOUMYRE, FRANÇOIS DE WENDEL. — La commission a nommé: *Président*: M. HENRY BÉRENGER; *Vice-Présidents*: MM. MARCEL PLAISANT, LEFÈVRE DU PREY; *Secrétaires*: MM. PAUL LAFFONT, AIMÉ BERTHOD (J. O. du 27 janvier, p. 1192). — M. CHARLES REIBEL est nommé membre, en remplacement de M. FRANÇOIS DE WENDEL, démissionnaire [28 février], p. 256. — MM. ANDRÉ FALLIÈRES et MIREAUX sont nommés membres, en remplacement de MM. LUCIEN SAINT et YVES LE TROCQUER, décédés [22 mars], p. 359. — M. HENRY BOURDEAUX est nommé membre, en remplacement de M. PAUL JOURDAIN, démissionnaire [13 avril], p. 551. — M. STEEG est nommé membre, en remplacement de M. LUCIEN HUBERT, décédé [14 juin], p. 640.

Commission de l'agriculture (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. BARBIER, BEAUMONT, JACQUES BENOIST, VICTOR BORET, BORGEOT, ARMAND CALMEL, CASSEZ, CORBÉDAINE, DAMECOUR, DAUZIER, DELHOUME, MARCEL DONON, DORMANN, JOSEPH FAURE, FONTANILLE, GORÉ, LOUIS GROS, GUILLEMET, COMTE D'HARCOURT, HARENT, JEAN JACQUY, VICTOR JUNET, LAVOINNE, LECOURTIER, MANDO, MARCEL MICHEL, DE MONTI DE REZÉ, NEUVILLE, PATIZEL, AUGUSTE POTÉ, LOUIS RAMBAUD, CAMILLE REBOUL, EUGÈNE ROY, SÈNÈS, YVES TANGUY, VASSEUX. — La commission a nommé: *Président*: M. MARCEL DONON; *Vice-Présidents*: MM. BEAUMONT, JOSEPH

FAURE; *Secrétaires*: MM. BORGEOT, JACQUES BENOIST (J. O. du 27 janvier, p. 1192).

Commission de l'armée (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. BARBIER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BESNARD, COMTE DE BLOIS, CAMBOULIVES, BERTRAND CARRÈRE, PIERRE CHAUMIÉ, CONNEVOT, DANIEL-VINCENT, DÉPIERRE, JEAN FABRY, GOIRAND, COMTE D'HARCOURT, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, JEAN JACQUY, MARQUIS DE JUIGNÉ, DE LA GRANDIÈRE, LÉMERY, LE MOIGNIC, COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, MAUGER, CHARLES MEUNIER, MIREAUX, ACHILLE NAUDIN, NEYRET, PAUL PELISSE, PÉZIERES, J.-P. RAMBAUD, CHARLES REIBEL, RILLART DE VERNEUIL, ROLLAND, EUGÈNE ROY, SAVIGNOL, GUY DE WENDEL. — La commission a nommé: *Président*: M. DANIEL-VINCENT; *Vice-Présidents*: MM. RENÉ BESNARD, le GÉNÉRAL HIRSCHAUER; *Secrétaires*: MM. PAUL PELISSE, le COMTE D'HARCOURT (J. O. du 27 janvier, p. 1192). — M. PAUL JOURDAIN est nommé membre, en remplacement de M. MIREAUX, démissionnaire [13 avril], p. 551. — MM. LAURENT EYNAC et MAURICE VIOLETTE sont nommés membres, en remplacement de MM. CONNEVOT et SAVIGNOL, décédés [14 juin], p. 640.

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. JEAN AMAT, BENDER, PAUL BERSEZ, JEAN BOSCH, CAILLIER, RENÉ CONVERSET, RENÉ COTY, DECREZE, DEMESMAY, DUROUX, ESCANDE, FÈVRE, FROGET, GAUTIER, JUSTIN GODET, GEORGES DE GRANDMAISON, JAMES HERNESSEY, PAUL JACQUIER, PAUL LAFFONT, LEDERLIN, MOISE LÉVY, VICTOR LOURTIES, ANATOLE MANCEAU, MANDO, EUGÈNE MULLER, ALBERT OUVRE, PERDRIX, PÉZIERES, PRESSE, ADRIEN RICHARD, LÉOPOLD ROBERT, MAURICE DE ROTHSCHILD, EDOUARD ROUSSEL, SIGRIST, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT. — La commission a nommé: *Président*: M. JACQUES DUROUX; *Vice-Présidents*: MM. BENDER, VICTOR LOURTIES; *Secrétaires*: MM. DECREZE, ROBERT THOUMYRE (J. O. du 27 janvier, p. 1192).

Commission des douanes et des conventions commerciales (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. le COMTE H. D'ANDLAU, ADRIEN ANDRÉ, PAUL BACHELOT, MAURICE BAUFLE, BEAUMONT, LÉONUS BÉNARD, JACQUES BENOIST, DE BERNY, VICTOR BORET, JEAN BOSCH, CARRÉ-BONVALET, CAUTRU, EUGÈNE CHANAL, RENÉ COURTIER, DECREZE, DELHOUME, MARQUIS DE DION, MARCEL DONON, ELBY, ULYSSE FABRE, ALBERT FOUILLOUX, ABEL LEFÈVRE, JEAN LEMAISTRE, MOISE LÉVY, VICTOR LOURTIES, ACHILLE NAUDIN, EDOUARD NÉRON, OSTERMANN, ROGÉ, SÈNÈS, SERLIN, THUREAU-DANGIN, TOY-RIONT, TURBAT, GEORGES ULMO, VIELLARD. — La commission a nommé: *Président*: M. GARD BOSC; *Vice-Présidents*: MM. EDOUARD NÉRON, EUGÈNE CHANAL; *Secrétaires*: MM. ROGÉ, TOY-RIONT (J. O. du 27 janvier, p. 1193).

Commission de l'enseignement (nommée le 25 janvier, p. 26). — MM. COMTE H. D'ANDLAU, ALEXANDRE BACHELET, GASTON BAZILE, LÉON BÉRARD, AIMÉ BERTHOD, BLANC, BOULLY, BROGLY, DE CAMAS, MARQUIS DE CHAMBRUN, CLAMAMUS, DARAIGNEZ, DESPRÉS, ALBERT FOUILLOUX, GARRIGOU, GAUTHEROT, GUILHEM, RENÉ HÉRY, ANDRÉ HONNORAT, JOIN-LAMBERT, JOSSOT, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, LEFAS, LE PELLETIER, GEORGES MAURICE, ALBERT MEUNIER, MARCEL MICHEL, MIREAUX, EUGÈNE MULLER, NEUVILLE, PELLETIER, SAVIGNOL, TURLIER, EMILE VINCENT, JULES WOLFF. — La commission a nommé: *Président*: M. JOSSOT; *Vice-Présidents*: MM. HÉRY, SAVIGNOL; *Secrétaires*: MM. GAUTHEROT, MAURICE (J. O. du 28 janvier, p. 1218). — M. TONY RÉVILLON est nommé membre, en remplacement de M. SAVIGNOL, décédé [14 juin], p. 640.

Commission des finances. — (*Budget de 1938*) M. FRANÇOIS DE WENDEL est nommé membre en remplacement de M. le général HIRSCHAUER, démissionnaire [15 février], p. 148. — M. BROM est nommé membre en remplacement de M. CHAMPETIER DE RIBES, démissionnaire [9 juin], p. 607.

Budget de 1939. — MM. BABAUD-LACROZE, BROM, JOSEPH CAILLAUX, CHAUVEAU, DELTHIL, DENTU, J.-L. DUMESNIL, FARJON, MANUEL FOURCADE, ABEL GARDEY, HACHETTE, JACQUIER, A. DE LA GRANGE, LANCIEN, HENRI LAUDIER, PIERRE LAVAL, ANDRÉ LEBERT, LOUIS LINYER, ALBERT MAHIEU, FRANÇOIS MILAN, ANDRÉ MORIZET, AUGUSTE MOUNIÉ, PALMADE, LÉON PERRIER, PÉZIÈRES, JEAN PHILIP, PIERRE-ROBERT, GEORGES PORTMANN, PROVOST-DUMARCHAIS, MARIO ROUSTAN, HENRI ROY, SCHRAMECK, JEAN TAURINES, TOURNAN, JEAN VALADIER, FRANÇOIS DE WENDEL [16 décembre], p. 791. — La commission a nommé: *Président*: M. JOSEPH CAILLAUX; *Vice-Présidents*: MM. LÉON PERRIER, ALBERT MAHIEU; *Secrétaires*: MM. FRANÇOIS MILAN, FARJON; *Rapporteur général*: M. ABEL GARDEY (J. O. du 17 décembre, p. 14205).

Budgets particuliers. — *Rapporteurs*: *Présidence du Conseil et Services d'Alsace et de Lorraine*, M. SCHRAMECK; *Economie nationale*, M. JACQUIER; *Finances*, M. HENRI ROY; *Justice.* — *Services judiciaires*, M. ANDRÉ LEBERT; *Justice.* — *Services pénitentiaires*, M. PROVOST-DUMARCHAIS; *Affaires étrangères*, M. MARIO ROUSTAN; *Intérieur*, M. BABAUD-LACROZE; *Guerre et défense des territoires d'Outre-Mer*, M. HENRI LAUDIER; *Marine militaire*, M. FARJON; *Education nationale*, M. JEAN PHILIP; *Enseignement technique*, M. PALMADE; *Beaux-Arts*, M. MANUEL FOURCADE; *Commerce*, M. TOURNAN; *Air*, M. A. DE LA GRANGE; *Travail*, M. JEAN VALADIER; *Santé publique*, M. DELTHIL; *Colonies*, M. LANCIEN; *Agriculture*, M. CHAUVEAU; *Travaux publics*, M. FRANÇOIS MILAN; *Travaux publics.* — *Chemins de fer*, M. J.-L. DUMESNIL; *Marine marchande*, M. HACHETTE; *Anciens Combattants et Pensionnés*, M. LOUIS LINYER; *Algérie*, M. JEAN TAURINES; *Monnaies et Médailles*, M. AUGUSTE MOUNIÉ; *Imprimerie nationale*, M. GEORGES PORTMANN; *Légion d'honneur*, M. DENTU; *Service des poudres*, M. FRANÇOIS DE WENDEL; *Ecole centrale des arts et manufactures*, M. PALMADE; *Postes, Télégraphes, Téléphones*, M. PIERRE-ROBERT; *Caisse nationale d'épargne*, M. PIERRE-ROBERT (J. O. du 17 décembre, p. 14205).

Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales (nommée le 25 janvier, p. 27). — MM. BOULLY, BROM, CAUTRU, CHASSAING, CHAUVEAU, DARAGNEZ, DAUTHY, DORMANN, EVEN, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GADAUD, JUSTIN GODART, LOUIS GROS, JOIN-LAMBERT, LAVERGNE, LÉCULIER, LE GORGEU, FIRMIN LEGUET, LISSAR, LOUBAT, MAROSELLI, RAYMOND MARTIN, MAUGER, MAUPOIL, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUEL, EDOUARD NÉRON, NEYRET, LÉOPOLD ROBERT, ROGÉ, ROLLAND, DES ROTOURS, HENRI SELLIER, SIREYJOL, URBAN, EMILE VINCENT. — La commission a nommé: *Président*: M. EVEN; *Vice-Présidents*: MM. ROLLAND, DAUTHY; *Secrétaires*: MM. MAUGER, NEYRET (J. O. du 27 janvier, p. 1193).

Commission de législation civile et criminelle (nommée le 25 janvier, p. 27). — MM. ROBERT BELMONT, BÉTOULLE, BOIVIN-CHAMPEAUX, HENRY BOURDEAUX, BRUNEL, ALBERT BUISSON, ARMAND CARMEL, PIERRE CHAUMIÉ, ALPHONSE CHAUTEAUX, CLAMAMUS, COUCOUREUX, DE COURTOIS, DAUTHY, DESJARDINS, ULYSSE FABRE, ANDRÉ FALLIÈRES, FIANCETTE, MANUËL FOURCADE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GASNIER-DUPARC, GOIRAND, JACQUIER, DE LA GRANDIÈRE, LEFAS, LÉMERY, LE PELLETIER, LE-

SACHÉ, MAROSELLI, MAULION, GEORGES MAURICE, GEORGES PERNOT, MARCEL PLAISANT, CLÉMENT RAYNAUD, RENÉ RENOULT, TONY RÉVILLON, VEYSSIÈRE. — La commission a nommé: *Président*: M. DE COURTOIS; *Vice-Présidents*: MM. ARMAND CARMEL, BRUNEL; *Secrétaires*: MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, ROBERT BELMONT (J. O. du 27 janvier, p. 1193). — M. CAILLIER est nommé membre en remplacement de M. HENRY BOURDEAUX, démissionnaire [13 avril], p. 551. — M. BETFERT est nommé membre, en remplacement de M. LESACHÉ, décédé [13 décembre], p. 777.

Commission de la marine (nommée le 25 janvier, p. 27). — MM. ROBERT BELLANGER, LÉON BÉNARD, BERGEON, LÉON BON, BRINGER, CABART-DANNEVILLE, DE CAMAS, MARQUIS DE CHAMBRUN, RENÉ COTY, CUTOLI, DELESALLE, DUROUX, ELBY, EVEN, LAURENT-EYNAC, GIORDAN, GUILLEMOT, RENÉ HÉRY, DE KERGUÉZEC, LÉBLANC, LE GORGEU, JEAN LEMAISTRE, LE MOIGNIC, LOUIS LOUIS-DREYFUS, MARTIN-BINACHON, PARAYRE, PERREAU, QUEINNEC, RIO, EMILE ROUSSEL, ROUX-FREISSINENG, STOURM, GÉNÉRAL STUHL, YVES TANGUY, VEYSSIÈRE, VILLAULT-DUCHESNOIS. — La commission a nommé: *Président*: M. RIO; *Vice-Présidents*: MM. BERGEON, MARTIN-BINACHON; *Secrétaires*: MM. CABART-DANNEVILLE, EVEN (J. O. du 27 janvier, p. 1193). — M. GUILLEMOT est nommé *Secrétaire*, en remplacement de M. EVEN, démissionnaire [J. O. du 3 février, p. 1406].

Commission des travaux publics (nommée le 25 janvier, p. 27). — MM. AURAY, PAUL BACHELET, MAURICE BAUFLE, GASTON BAZILE, BELS, PAUL BERSEZ, ANTOINE BORREL, BRAISE, BRINGER, BRUGUIER, MARCEL CACHIN, CAMBOULIVES, EUGÈNE CHANAL, CONNEVOT, LOUIS COUROT, DRIVET, LAURENT EYNAC, ANDRÉ FALLIÈRES, PAUL FLEUROT, DE FONTAINES, GIANOTTI, PAUL JOURDAIN, VICTOR JUDET, ABEL LEFÈVRE, YVES LE TROCQUER, J. LOUBET, CHARLES MEUNIER, MOLLARD, MONSSERVIN, EUGÈNE NICOLAS, JEAN ODIN, ALBERT OUVRE, PAVIN DE LAFARGE, PERREAU, PUJES, THIBAUT. — La commission a nommé: *Président*: M. MOLLARD; *Vice-Présidents*: MM. YVES LE TROCQUER, ANTOINE BORREL; *Secrétaires*: MM. ABEL LEFÈVRE, GASTON BAZILE (J. O. du 27 janvier, p. 1193). — M. ALEXANDRE MUSSO est nommé membre, en remplacement de M. AURAY, décédé [15 février], p. 148. — MM. CAMILLE FERRAND et GORÉ sont nommés membres en remplacement de MM. ANDRÉ FALLIÈRES, démissionnaire et YVES LE TROCQUER, décédé [22 mars], p. 359. — M. CHARLES MEUNIER est nommé *Vice-Président*, en remplacement de M. YVES LE TROCQUER, décédé (J. O. du 1^{er} avril, p. 3863). — MM. GUYONNET et EUGÈNE AZIMAR sont nommés membres en remplacement de MM. CONNEVOT, décédé, et LAURENT EYNAC, démissionnaire [14 juin], p. 640.

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission chargée de donner son avis sur les acquisitions et les commandes d'œuvres d'art pour l'Etat. — Projet de loi (article 40 A disjoint de la loi de finances du 31 décembre 1937), n° 704. — Renvoi à la Commission de l'enseignement pour examen au fond et, pour avis, à la Commission des finances [12 avril], p. 543.

Commission d'enquête des postes, télégraphes, téléphones. — Voir INTERPELLATIONS, 14. — MINISTÈRE DES POSTES.

Commission de répartition des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers. — Communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres de la commission chargée de ré-

partir les subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers, le matériel d'incendie, l'acquisition et l'entretien des effets d'habillement et d'équipement [5 mars], p. 316. — Résultat du scrutin: MM. HENRY MERLIN et ABEL LEFÈVRE, élus [5 avril], p. 486.

Commission des récompenses nationales. — La commission a nommé: *Vice-Président*: M. BERGEON (J. O. du 28 janvier, p. 1218).

Commission supérieure d'aménagement des villes. — Comité supérieur d'aménagement de la région parisienne. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification: 1° du décret du 7 septembre 1936 relatif à la réorganisation de la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes; 2° du décret du 7 septembre 1936 relatif à la réorganisation du comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne. — Voir Table de 1937, p. 50. — M. LOUIS LINYER dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport n° 91 [1^{er} février], p. 162.

Commission supérieure des maladies professionnelles. — Communication d'une lettre de M. le Ministre du travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre de la commission supérieure des maladies professionnelles [29 mars], p. 404. — Résultat du scrutin: M. LISSAR, élu [13 avril], p. 553.

Commissions paritaires départementales. — Proposition de loi de M. Louis Gros tendant à la création de commissions paritaires départementales chargées d'assurer au personnel des communes des salaires en rapport avec les nécessités de la vie. — Voir Table de 1937, p. 51. — M. COUCOUREUX dépose, au nom de la commission de l'administration, le rapport supplémentaire n° 174 [17 mars], p. 351.

COMMUNES. — Voir CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE. — COMMISSION DE RÉPARTITION DES SUBVENTIONS. — COMMISSION SUPÉRIEURE D'AMÉNAGEMENT DES VILLES. — COMMISSIONS PARITAIRES DÉPARTEMENTALES. — CRÉDITS, 2, 14. — DÉPARTEMENTS. — DONATIONS ET TESTAMENTS. — INTERPELLATIONS, 3, 11. — ORGANISATION MUNICIPALE.

Voir aussi BARDIGUES. — BOUILLAND. — CHAUMONT. — FONTENAY-EN-PARISIS. — LAVIT. — LILLE. — MAUVES. — PLAN-DE-CUQUES. — SAINT-FÉLIX. — SAN-GAVINO-DI-FIUMORBO. — SÉRANVILLERS.

COMMUNICATIONS. — Lettre de M. le Président de la Chambre des députés faisant connaître la constitution du bureau de la Chambre des députés pour l'année 1938 [14 janvier], p. 15. — Communication relative à la nomination de la Commission d'instruction de la cour de justice et à la désignation du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président. Fixation au jeudi 27 janvier de la date de ces nominations [21 janvier], p. 49. — Communication de M. le Procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (Procureur général: M. CAOUS; avocats généraux: MM. LAGARDE et GOMIEN) [1^{er} février], p. 40. — Communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres à la commission chargée de répartir les subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers, le matériel d'incendie, l'acquisition et l'entretien des effets d'habillement et d'équipement [5 mars], p. 316. — Communication d'une lettre de M. le Ministre du tra-

vail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre de la commission supérieure des maladies professionnelles [29 mars], p. 404.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT.

— Lettre de M. Camille Chautemps, *Président du conseil*, demandant la convocation du Sénat pour le 21 janvier [21 janvier], p. 17. — Déclaration ministérielle, lue par M. Edouard Daladier, *Vice-Président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*, n° 7 [21 janvier], p. 18. — Lettre de M. Léon Blum, *Président du conseil* demandant la convocation du Sénat pour le jeudi 17 mars [17 mars], p. 350. — Déclaration ministérielle lue par M. Edouard Daladier, *Vice-Président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*, n° 169 [17 mars], p. 350. — Lettre de M. Edouard Daladier, *Président du conseil*, faisant connaître à M. le Président du Sénat qu'il se propose de faire une communication aux Chambres [12 avril], p. 544. — Déclaration ministérielle lue par M. Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil, chargé de la coordination des services de la présidence du conseil*, n° 269 [12 avril], p. 544. — Déclaration ministérielle lue par M. Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil*, n° 379 [4 octobre], p. 725.

COMPTE DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL.

— Ouverture de crédits (art. 29). — Rattachement par décret au compte des investissements en capital des autorisations de paiement données pour l'exercice 1939 par la loi du 7 juillet 1934 (art. 39). — Répartition par décrets des crédits globaux ouverts au budget des finances pour l'application de la loi du 18 août 1936 et du décret du 24 mai 1938, pris en application de la loi du 13 avril 1938 (art. 31). — Voies et moyens du compte des investissements en capital (art. 37). — Réintégration au budget général des dotations prévues au compte des investissements en capital pour l'équipement civil (art. 38). — Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice (art. 39). — Maximum des fonds que le Ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour des dépenses de caractère économique et social (art. 161). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7, 16.)

COMPTEURS ELECTRIQUES. — Voir DOUANES, 41.

CONCIERGES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la situation, au regard de la législation du travail, des concierges d'immeubles à usage d'habitation. — Voir Table de 1937, p. 51. — M. Victor Lourties dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport n° 31 [3 février], p. 73. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Victor Lourties, *rapporteur*; Brasseur, Bender, François-Saint-Maur, Paul Ramadier, *Ministre du travail*; Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Renvoi du projet, pour avis, à la Commission de législation [22 février], p. 174. — M. Fiancette dépose l'avis n° 454. — Suite de la discussion générale: MM. Fiancette, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Victor Lourties, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Brasseur. Art. 1^{er}: amendement de M. Brasseur. Retrait. Amende-

ment de M. Fiancette. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2: amendement de M. Brasseur. Retrait. Amendement de M. Fiancette. Adoption (devenant l'article 2). Art. 3. Adoption. Art. 4: amendement de M. Lefas: MM. Victor Lourties, *rapporteur*; Brasseur. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Fiancette: MM. Boivin-Champeaux, Victor Lourties, Fiancette. Adoption. Amendement de M. Brasseur. Retrait. Art. 5: M. Clamamus. Amendement de M. Fiancette: MM. Fiancette, Victor Lourties, *rapporteur*; Boivin-Champeaux, François-Saint-Maur, René Coty. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Clamamus: MM. Clamamus, François-Saint-Maur, Boivin-Champeaux, Fiancette. Rejet. Amendement de M. Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 6. Adoption. Amendement de M. Brasseur: M. Brasseur. Retrait. Art. 7 et dernier: amendement de M. Fiancette: MM. Fiancette, Victor Lourties, *rapporteur*. Adoption (devenant l'article 7). Art. 8, proposé par M. Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 816, 837.

CONCILIATION. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

CONDUCTEURS NON PROPRIETAIRES DE LEUR VOITURE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la situation au regard de la législation du travail des conducteurs de voitures publiques qui ne sont pas propriétaires de leur voiture (n°s 204 et 228, année 1936). — Voir Table de 1936, p. 70. — Vote de la question préalable [22 mars], p. 358.

CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

CONGES ANNUELS PAYES. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 14.

CONSEIL GENERAL DE LA SEINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le conseil général de la Seine à augmenter l'indemnité annuelle allouée à ses membres. — Voir Table de 1937, p. 51. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 49 [8 février], p. 92. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 28 février 1938 (*J. O.* des 28 février et 1^{er} mars, p. 2403).

CONSEIL JUDICIAIRE. — Voir TUTELLE.

CONSEIL NATIONAL DES PAYS D'OUTRE-MER. — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefas, tendant à modifier la loi du 17 juillet 1908 sur les conseils consultatifs du travail. Renvoi à la Commission du commerce, n° 4 [14 janvier], p. 15. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [17 mars], p. 350.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir TUNISIE.

CONSEILS GENERAUX. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier relative à la composition des conseils généraux. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 389 [8 décembre], p. 762.

— Voir INTERPELLATIONS, 12.

CONSEILS MUNICIPAUX. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE, 1.

CONSERVES

— de légumes. — Voir DOUANES, 15.

— de viandes. — Voir DOUANES, 49.

CONSIGNATION DES EMBALLAGES EN BRASSERIE ET EN EAUX GAZEUSES. — Voir EMBALLAGES.

CONSORTIUMS ET COMPTOIRS D'ACHATS.

— Dépôt du rapport sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre, pour les années 1936 et 1937 [23 décembre], p. 811.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES. — Autorisation d'engagement pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré (art. 35) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

CONTRAINTE PAR CORPS. — Dépôt, par M. Jean Odin, d'une proposition de loi tendant à la suppression de la contrainte par corps. Renvoi à la commission de législation, n° 387 [8 décembre], p. 762.

CONTRIBUTION NATIONALE EXTRAORDINAIRE. — Abattements et exonérations à la base (art. 6) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

CONTROLE FINANCIER. — Renouvellement de la mission des membres des comités de contrôle financier (art. 62). Participation des contrôleurs financiers aux travaux des comités de contrôle financier (art. 63). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur l'organisation professionnelle des rapports entre employeurs et employés par conventions collectives dans les professions agricoles. — Voir Table de 1937, p. 52. — M. Maurice Dormann dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport supplémentaire, n° 42 [3 février], p. 85. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation des conclusions du rapport ci-dessus [25 février], p. 182. — Suite de la 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion générale: MM. Maurice Dormann, *rapporteur*; Léopold Robert, René Courtier, Goré, Jacques Benoist. Art. 1^{er}. Demande, par M. Veysière et plusieurs de ses collègues, de la suppression des 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e alinéas: MM. Veysière, Marcel Donon, *président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. 1^{er} alinéa: M. Mauger. Adoption. 7^e alinéa: MM. René Coty, Maurice Dormann, *rapporteur*; Manuel Fourcade, Camille Reboul. Observations de M. Marcel Donon, *président de la Commission de l'agriculture*. Renvoi de l'article 1^{er} à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [8 mars], p. 332. — Suite de la discussion. Nouvelle rédaction de la commission: MM. Maurice Dormann, *rapporteur*; Damecour; André Liautey, *sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'agriculture*; Marcel Donon, *président de la Commission de l'agriculture*; Camille Reboul. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [22 mars], p. 359. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} (nouvelle rédaction). 1^{er} alinéa précédemment adopté. Amendement de M. Camille Reboul et plusieurs de ses collègues: MM. Mauger, Maurice Dormann, *rapporteur*; Camille Reboul, François-Saint-Maur, Marcel Do-

non, *président de la Commission de l'agriculture*. Retrait. 2^e alinéa. Amendement de M. Damecour: MM. Damecour, Maurice Dormann, *rapporteur*; Queuille, *ministre de l'agriculture*; François-Saint-Maur. Renvoi du projet de loi à la commission [31 mai], p. 568.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à régler les rapports entre producteurs agricoles, commerçants et industriels par la conclusion de conventions collectives fixant les conditions de vente de produits agricoles pour une branche de production. — Voir Table de 1937, p. 52. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances, des conclusions du rapport de M. Victor Boret [25 février], p. 182. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation, des conclusions du rapport de M. Victor Boret [5 mars], p. 316.

CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

1 — Procédures de conciliation et d'arbitrage.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but de compléter la loi du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage et de proroger les décrets pris en application de ladite loi. — Voir Table de 1937, p. 52. — Promulgation: Loi du 11 janvier 1938 (J. O. du 13 janvier, p. 586).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'agriculture, n^o 63. — M. Jacquier dépose le rapport n^o 97. Fixation au samedi 26 février de la discussion des conclusions du rapport [22 février], p. 170. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Jacquier, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Avis de la Commission de législation, par M. Clément Raynaud, n^o 117. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Dormann, n^o 118. Suite de la discussion générale: MM. Albert Ouvré, Maulion, Anatole Manceau. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 février], p. 192. — Suite de la discussion générale: MM. Pierre Chaumié, Alexandre Millerand, Mauger, Henri Sellier, François-Saint-Maur, Camille Chautemps, *Président du conseil*. Article 1^{er}. Contre-projet de M. Lémery: MM. Lémery, Jacquier, *Rapporteur*. Retrait. Contre-projet de M. Pierre Chaumié: M. Pierre Chaumié. Retrait. Adoption de l'article 1^{er}. Amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Paul Ramadier, *Ministre du travail*, Jacquier, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er} complété. Article 2. Amendement de M. Brom et plusieurs de ses collègues: MM. Brom, Paul Ramadier, *Ministre du travail*; Pierre Chaumié, François-Saint-Maur, Martin-Binachon, Jacquier, *Rapporteur*; Manuel Fourcade, Lémery, Albert Ouvré. Rejet. Amendement de M. Pierre Chaumié: M. Pierre Chaumié. Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Retrait. Sur l'ensemble de l'article: M. Mauger. Adoption de l'ensemble de l'article complété. Article 3. Adoption. Amendement de M. René Coty: M. René Coty. Retrait. Article 4. Amendement de M. René Coty. Adoption. Adoption de l'article modifié. Article 5. Adoption. Article 6: M. François-Saint-Maur. Amendements: 1^o de M. Maulion; 2^o de M. Mauger; 3^o de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Maulion, Clamamus, Jacquier, *Rapporteur*; Mauger, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Adoption de l'amendement de M. Maulion (devenant l'article 6).

Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Jacquier, *Rapporteur*. Retrait. Article 6 bis (rejeté par la commission). Reprise, par MM. Clamamus et Marcel Cachin, du texte voté par la Chambre des députés: MM. Clamamus, Camille Chautemps, *Président du conseil*; Manuel Fourcade, Boivin-Champeaux. Rejet. Article 7. Amendement de M. René Coty. Retrait. Adoption de l'article. Article additionnel 7 bis, proposé par M. Maulion: MM. Maulion, Jacquier. *Rapporteur*; Paul-Boncour. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: MM. Maurice Viollette, Maulion. Adoption. 3^e alinéa. Retrait. 4^e alinéa. Adoption. 5^e et 6^e alinéas. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 7 bis. Observations de MM. Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Camille Chautemps. *Président du conseil*. Article 8 (nouvelle rédaction) M. Jacquier, *Rapporteur*. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Retrait. Amendement de M. Charles Reibel: M. Charles Reibel. Retrait. Observation de M. Camille Chautemps, *Président du conseil*. Adoption de l'article. Article 9. Amendement de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues: MM. Georges Pernot, Paul Ramadier, *Ministre du travail*; Camille Chautemps, *Président du conseil*; Jacquier, *Rapporteur*. Adoption (devenant l'article 9). Article 10. Amendement de MM. Le Pelletier et Lefas: M. Le Pelletier. Adoption. Amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Jacquier, *Rapporteur*. Adoption. Amendement de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption de l'article modifié. Article 10 A. Amendement de M. René Coty: M. René Coty. Adoption. Amendements: 1^o de M. Pierre Chaumié; 2^o de M. Boivin-Champeaux: MM. Pierre Chaumié, Boivin-Champeaux. Adoption de l'amendement de M. Pierre Chaumié, modifié. Amendement de M. Pierre Chaumié. Retrait. Amendement de M. René Coty: M. René Coty. Retrait. Adoption de l'article 10 A modifié. Article 10 bis. Amendement de M. Maulion: M. Maulion. Adoption. Amendement de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues: M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'article. Amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 10 bis modifié. Article 10 ter. Amendement de M. Maulion. Adoption. Nouvel amendement de M. Maulion. Retrait. Adoption de l'article modifié. Article 11. Amendement de M. Brom: MM. Brom, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Retrait. Adoption de l'article. Article 12. Demande de suppression de l'article, par M. Maulion: MM. Maulion, Pierre Chaumié, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Disjonction. Article 13: MM. Mauger, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Adoption. Articles 14 et 15. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 février], p. 212, 226, 243. Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'agriculture, n^o 122 [28 février], p. 256. — M. Jacquier dépose et lit le rapport n^o 123. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Maurice Dormann, Camille Chautemps, *Président du conseil*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Article 1^{er}. Amendements: 1^o de MM. Clamamus et Marcel Cachin; 2^o de M. Camille Rebol et plusieurs de ses collègues: MM. Clamamus, Camille Rebol, Duroux, *Président de la*

Commission du commerce. Retrait de l'amendement de M. Camille Rebol et plusieurs de ses collègues. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Clamamus. Adoption de l'article. Article 4: MM. François-Saint-Maur, Camille Chau'emps, *Président du conseil*; Charles Reibel. Adoption. Articles 5 et 5 bis. Adoption. Article 6. Amendement de M. Maulion: M. Maulion. Adoption. Amendement de M. Pierre Chaumié: M. Pierre Chaumié. Adoption. Nouvel amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Jacquier, *Rapporteur*; Harent. Retrait. Sur l'article: MM. Ulysse Fabre, Join-Lambert, Jacquier, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Art. 6 bis. Suppression. Art. 7 bis. Adoption. Art. 8: Amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Camille Chautemps, *Président du conseil*; Maurice Viollette. Rejet, au scrutin. Observations de MM. Manuel Fourcade, Jacquier, *Rapporteur*; Pelletier, François-Saint-Maur, Paul Ramadier, *Ministre du travail*; Louis Linyer, Abel Lefèvre. Amendement de M. Jean Valadier: MM. Jean Valadier, Pierre Chaumié, Camille Chautemps, *Président du conseil*. Adoption de l'amendement modifié. Observations de MM. Pelletier, François-Saint-Maur, Mauger. Amendement de M. Abel Lefèvre: M. Abel Lefèvre. Rejet. Observations de MM. Manuel Fourcade, Camille Chautemps, *Président du conseil*; Babaud-Lacroze. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Jacquier, *Rapporteur*. Retrait. Sur l'ensemble de l'article: MM. André Lebert, le comte Louis de Blois, Louis Linyer, Jacquier, *Rapporteur*; le général Hirschauer, Camille Chautemps, *Président du conseil*; Desjardins. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article 8. Art. 10. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Jacquier, *Rapporteur*; Paul Ramadier, *Ministre du travail*; François-Saint-Maur. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article modifié. Art. 10 A. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Manuel Fourcade, Jacquier, *Rapporteur*; James Hennessy. Retrait. Amendement de M. Maulion. Retrait. Adoption de l'article modifié. Art. 10 bis. Adoption. Amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Jacquier, *Rapporteur*. Retrait. Art. 10 ter. Adoption. Art. 11. Adoption. Disposition additionnelle proposée par M. René Coty. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 11. Art. 12 (rejeté par la commission): Reprise avec modifications, par M. Pierre Chaumié, du texte voté par la Chambre des députés: M. Pierre Chaumié. Retrait. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Observation de M. Camille Chautemps, *Président du conseil*. Observation de M. L.-O. Frossard, *Ministre d'Etat* [28 février], p. 257. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'agriculture, n^o 125 [2 mars], p. 284. — M. Paul Jacquier dépose et lit le rapport n^o 126. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er}: MM. Clamamus, Bender, Mauger, Manuel Fourcade. Adoption. Art. 5. Adoption. Art. 6. Amendement de M. Maurice Dormann et plusieurs de ses collègues: MM. Maurice Dormann, Paul Jacquier, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 8: MM. Pierre Chaumié, Paul Jacquier, *Rapporteur*; François-Saint-Maur, le comte Louis de Blois, Paul Ramadier, *Ministre du*

travail; Guérin. Adoption. Disposition additionnelle proposée par M. René Coty: MM. René Coty, François-Saint-Maur. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 8 complet. Art. 8 bis: MM. Manuel Fourcade, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Adoption. Art. 10, 10 A et 11. Adoption. Art. 12: M. Pierre Chaumié. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Paul Ramadier, *Ministre du travail*; Pierre Chaumié, Paul Jacquier, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Sur l'ensemble: MM. Gautherot, le comte Louis de Blois. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [2 mars], p. 284. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'agriculture, n° 135 [3 mars], p. 296. — M. Jacquier dépose et lit le rapport N° 137. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er}. Amendement de M. Maulion: M. Maulion. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 6. Amendement de M. Maurice Dormann et plusieurs de ses collègues: MM. Maurice Dormann, Clamamus, Paul Jacquier, *Rapporteur*; Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Adoption. Adoption de l'article 6 modifié. Art. 8: MM. Guérin, Manuel Fourcade, Camille Chautemps, *Président du conseil*; le comte Louis de Blois, Albert Ouvré, Brogly. Amendement de M. Brogly: MM. Lefas, Paul Ramadier, *Ministre du travail*. Retrait. Sur l'article: M. le comte Louis de Blois. Adoption de l'article. Art. 10 A. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Paul Jacquier, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 mars], p. 296. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'agriculture, N° 138 [3 mars], p. 304. — M. Jacquier dépose et lit le rapport N° 139. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er}. Adoption. Art. 6: M. Clamamus. Amendement de M. Clamamus: MM. Maurice Dormann, L.-J. Dumèsnil. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Art. 10 A. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 mars], p. 304. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'agriculture, N° 140. M. Jacquier dépose et lit le rapport N° 142. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Louis Linÿer, Maulion, Camille Chautemps, *Président du Conseil*. Discussion de l'article modifié par la Chambre des députés. Art. 1^{er}. Adoption. Observation de M. Camille Chautemps, *Président du Conseil*. Explications de vote: MM. James Hennessy, Charles Reibel. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [4 mars], p. 310. — Promulgation: Loi du 4 mars 1938 (*J. O.* du 5 mars, p. 2570).

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les conventions collectives de travail. Renvoi à la Commission du commerce, n° 116 [26 février], p. 191.

2 — **Agents généraux d'assurances.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre applicable aux agents généraux d'assurances à l'égard des compagnies et sociétés qu'ils représentent, les dispositions des codes et des lois relatives à la convention collective de travail et aux procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail. Renvoi à la Commission du commerce, n° 477 [31 décembre], p. 991.

CONVENTIONS ET TRAITES

1 — **Emploi des femmes aux travaux souterrains.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-neuvième session tenue à Genève du 4 au 25 juin 1935. — Voir Table de 1937, p. 53. — Promulgation: Loi du 8 janvier 1938 (*J. O.* des 10 et 11 janvier, p. 506).

2 — **Travail de nuit des femmes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant le travail de nuit des femmes (révisé en 1934), adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-huitième session, tenue à Genève du 4 au 23 juin 1934. — Voir Table de 1937, p. 53. — Promulgation: Loi du 8 janvier 1938 (*J. O.* des 10 et 11 janvier, p. 506).

3 — **Travail dans les verreries à bouteilles.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la réduction de la durée du travail dans les verreries à bouteilles, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-neuvième session, tenue à Genève du 4 au 25 juin 1935. — Voir Table de 1937, p. 53. — Promulgation: Loi du 8 janvier 1938 (*J. O.* des 10 et 11 janvier, p. 507).

4 — **Travail dans les verreries à vitres automatiques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-huitième session, tenue à Genève du 4 au 23 juin 1934. — Voir Table de 1937, p. 53. — Promulgation: Loi du 12 janvier 1938 (*J. O.* du 16 janvier, p. 706).

5 — **Conventions postales avec les républiques sud-américaines.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des arrangements conclus: 1^o les 29 mai, 2 juin 1931, à Santiago-du-Chili, entre la France et la république du Chili; 2^o le 19 octobre 1931, à Quito, entre la France et la république de l'Equateur; 3^o le 16 novembre 1931, à Saint-Domingue, entre la France et la république dominicaine; 4^o le 24 novembre 1931, à Port-au-Prince, entre la France et la république d'Haïti; 5^o le 26 avril 1932, à San-José de Costa-Rica, entre la France et la république de Costa-Rica; 6^o le 23 avril 1932, à Buenos-Aires, entre la France et la république argentine; 7^o le 27 juillet 1932, à Lima, entre la France et la république du Pérou; 8^o les 4 mars 1932, 11 février 1936, à Montévideo et à Paris, entre la France et la république orientale de l'Uruguay; arrangements concernant les conditions d'expédition des imprimés par la voie postale entre la France et les huit pays intéressés. Voir Table de 1937, p. 53. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 janvier], p. 27. — Promulgation: Loi du 11 février 1938 (*J. O.* du 12 février, p. 1762).

6 — **Grande-Bretagne. — Caution *judicatum solvi* et assistance judiciaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention entre la France et la Grande-Bretagne relative à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire, signée à Paris, le 15 avril 1936. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 39 [3 février], p. 84.

7 — **Age d'admission des enfants aux travaux industriels.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, adopté par la conférence internationale du travail dans sa première session tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 40 [3 février], p. 84. — M. Bender dépose le rapport n° 353 [16 juin], p. 648. — M. Alexandre Bachelet dépose l'avis n° 366 [16 juin], p. 658. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 décembre], p. 778.

8 — **Age d'admission des enfants aux travaux non industriels.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels, adopté par la conférence internationale du travail dans sa seizième session tenue à Genève du 12 au 30 avril 1932. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 41 [3 février], p. 84. — M. Emile Bender dépose le rapport n° 354 [16 juin], p. 648. — M. Alexandre Bachelet dépose l'avis n° 367 [16 juin], p. 658. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: MM. François-Saint-Maur, Emile Bender, *rapporteur de la Commission du commerce*; Pomaret, *Ministre du travail*. Adoption. [13 décembre], p. 778.

9 — **Télécommunications.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation: 1^o de la convention internationale des télécommunica-

tions et des règlements y annexés, arrêtés par les conférences télégraphique et radiotélégraphique internationales de Madrid les 9 et 10 décembre 1932; 2° des taxes télégraphiques terminales et de transit applicables en France. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, n° 51 [8 février], p. 107. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [10 février], p. 113. — M. Victor Lourties dépose le rapport n° 98 [22 février], p. 171. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. M. Pierre-Robert dépose l'avis de la Commission des finances, n° 111. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Victor Lourties, *Rapporteur*. Avis de la Commission des finances, par M. Pierre-Robert. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Paul Laffont. Observation de M. Fernand Gentin, *Ministre des postes, télégraphes et téléphones*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 février], p. 183, 188. — Promulgation: Loi du 5 mars 1938 (*J. O.* du 6 mars, p. 2603).

10 — **Assurance-invalidité des salariés agricoles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises agricoles. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 53 [8 février], p. 107. — M. Dormann dépose le rapport n° 459 [29 décembre], p. 906.

11 — **Assurance - invalidité des salariés des entreprises industrielles et commerciales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-septième session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 56 [8 février], p. 107. — M. Dormann dépose le rapport n° 461 [29 décembre], p. 906.

12 — **Assurance - vieillesse des salariés agricoles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises agricoles. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 54 [8 février], p. 107. — M. Dormann dépose le rapport n° 460 [29 décembre], p. 906.

13 — **Assurance - vieillesse des salariés des entreprises industrielles et commerciales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-septième session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 57 [8 février], p. 107. — M. Dormann dépose le rapport n° 462 [29 décembre], p. 906.

14 — **Congés annuels payés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant les congés annuels payés, adopté par la conférence internationale du travail dans sa vingtième session tenue à Genève du 4 au 24 juin 1936. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 55 [8 février], p. 107.

15 — **Accord commercial avec la Grèce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation du protocole additionnel à l'avenant commercial franco-hellénique du 7 mars 1932, signé à Paris le 16 mars 1934. — Voir Table de 1937, p. 52. — M. Robert Thoumyre dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères n° 82 [15 février], p. 148. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 décembre], p. 837.

16 — **Accord commercial avec l'Autriche.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche du 16 mai 1928, signé à Paris le 9 juin 1933. — Voir Table de 1937, p. 52. — M. Robert Thoumyre dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères n° 83 [15 février], p. 148.

17 — **Arrangement commercial avec le Canada.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement commercial entre la France et le Canada, intervenu par l'échange de lettres en date du 30 juillet 1937. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 127 [2 mars], p. 234.

18 — **Grande-Bretagne. — Doubles impositions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention conclue le 9 avril 1935 entre la France et la Grande-Bretagne pour éviter la double imposition des bénéfices résultant de l'industrie de la navigation aérienne. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 192 [24 mars], p. 366. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 320 [9 juin], p. 617.

19 — **Propriété industrielle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des actes signés à Londres le 2 juin 1934, en vue de modifier: 1° la convention d'union de Paris du 20 mars 1863, relative à la protection internationale de la propriété industrielle; 2° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises; 3° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce; 4° l'arrangement de la Haye du 6 novembre 1925 concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, n° 222 [1^{er} avril], p. 452. — M. Marcel Plaisant dépose le rapport n° 362 [16 juin], p. 658. — Demande de discussion immédiate [17 juin], p. 692.

20 — **Suisse. — Rapports de voisinage.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention franco-suisse signée à Berne, le 31 janvier 1938, ainsi que du protocole additionnel et des lettres annexes signés le même jour au sujet des rapports de voisinage et de la surveillance des forêts limitrophes. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, n° 271. Demande de

discussion immédiate. M. Charles Dumont dépose et lit le rapport n° 281. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 avril], p. 550, 551, 553. — Promulgation: Loi du 13 avril 1938 (*J. O.* du 14 avril, p. 4426).

21 — **Accords franco-allemands du 16 décembre 1937.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation des accords franco-allemands signés à Paris le 16 décembre 1937. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, n° 272 [13 avril], p. 550. — M. le comte de Leusse dépose le rapport n° 298 [9 juin], p. 606. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [14 juin], p. 641. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1938 (*J. O.* du 10 juillet, p. 8146).

22 — **Italie. — Bornes et marques de frontière.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention signée le 15 mai 1936 entre la France et l'Italie pour l'entretien et la réparation des bornes et des marques de frontière. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, n° 273 [13 avril], p. 551.

23 — **Abolition des capitulations en Egypte.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des actes concernant l'abolition des capitulations en Egypte, signés à Montreux le 8 mai 1937. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, n° 370. — M. Charles Dumont dépose le rapport n° 371 [17 juin], p. 689. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Charles Dumont, *Rapporteur*; Georges Bonnet, *Ministre des affaires étrangères*; François-Saint-Maur. Explication de vote: M. René Besnard. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 décembre], p. 803.

24 — **Suisse. — Doubles impositions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention franco-suisse signée à Paris le 13 octobre 1937 en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 393 [13 décembre], p. 776. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 408. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Charles Dumont. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 décembre], p. 784, 785, 786. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1938 (*J. O.* du 16 décembre, p. 14132).

25 — **Traité de commerce avec le Siam.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation: 1° du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Bangkok le 7 décembre 1937 entre la France et le Siam, ainsi que du protocole signé le même jour; 2° de l'arrangement commercial et douanier entre la France et le Siam concernant l'Indochine, signé à Bangkok le 9 décembre 1937. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, n° 404 [13 décembre], p. 780. — Demande de discussion immédiate. M. René Renoult dépose et lit le rapport n° 409. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des douanes, par M. Jean

Bosc. Observation de M. Gentin, *Ministre du commerce*. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 décembre], p. 784, 786. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1938. (*J. O.* du 24 décembre, p. 14540).

26 — **Convention commerciale avec l'Equateur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'avenant à la convention commerciale entre la France et l'Equateur du 30 mai 1898, signé à Quito, le 6 août 1937. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 412 [20 décembre], p. 796.

27 — **Allemagne. — Doubles impositions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention franco-allemande signée à Paris, le 9 novembre 1934, et du protocole additionnel signé le 9 janvier 1937, au sujet des doubles impositions. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 438 [22 décembre], p. 802. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 483. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 991, 1029.

28 — Accords franco-monégasques.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'accord franco-monégasque portant règlement des problèmes résultant pour la principauté de Monaco de la dévaluation du franc français, signé à Paris le 4 février 1938. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 468 [30 décembre], p. 984.

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant à la convention franco-monégasque du 10 avril 1912 et à l'avenant à cette convention en date du 9 juillet 1932, signé à Paris le 4 février 1938. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 469 [30 décembre], p. 934. — Demande de discussion immédiate [31 décembre], p. 1000.

Voir CROIX-ROUGE. — DOUANES, 8, 11, 26.

COOPERATIVES AGRICOLES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 31 août 1937 relatif au statut juridique et fiscal des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, n° 343 [14 juin], p. 642.

COORDINATION DU RAIL ET DE LA ROUTE. — Voir INTERPELLATIONS, 12.

COPROPRIETE DES IMMEUBLES DIVISES PAR APPARTEMENTS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements. Renvoi à la Commission de législation, n° 85 (Urgence déclarée) [17 février], p. 162. — M. Le Pelletier dépose le rapport n° 252 [7 avril], p. 497. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 juin], p. 636. — Promulgation: Loi du 28 juin 1938 (*J. O.* du 30 juin, p. 7578).

CORPS DES EQUIPAGES DE LA FLOTTE. — Voir MARINE, 2.

CORRESPONDANCES ET SIGNAUX DE DETRESSE. — Voir RADIOTÉLÉGRAPHIE.

COSTA-RICA. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

COUR D'ASSISES. — Voir ALGÉRIE, 4.

COUR DE JUSTICE. — Résultat du scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Cour de justice en cas d'empêchement du président: M. Henri Roy, élu [27 janvier], p. 36. — Communication de M. le procureur général près la Cour de cassation relative au parquet de la Cour de justice (procureur général: M. Caous; avocats généraux: MM. Lagarde et Gomien) [1^{er} février], p. 40.

COUR DE JUSTICE (Commission d'instruction). — Résultat du scrutin pour la nomination de neuf membres de la commission d'instruction de la Cour de justice (MM. HENRY MERLIN, ARMAND CALMEL, DE COURTOIS, MONSSERVIN, LISBONNE, RENÉ HÉRY, MANUEL FOURCADE, GAUTHEROT, PÉZIERES, élus). Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la commission d'instruction de la Cour de justice (MM. HENRY BOURDEAUX, DELTHIL, MAULION, BOUVIN-CHAMPEAUX, LOUIS LINYER, élus) [27 janvier], p. 36, 37.

COUR DES COMPTES

1. — Dépôt du rapport de la cour des comptes au Président de la République (année judiciaire 1937-1938) [13 décembre], p. 777.

2. — Répartition des postes entre les deux classes de l'auditorat (art. 69) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

COURTIERS EN VINS « DE CAMPAGNE ». — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, réglementant la profession des courtiers en vins dits « courtiers de campagne ». Renvoi à la Commission du commerce, n° 358 [16 juin], p. 648.

CRAYONS COMPOSES. — Voir DOUANES, 34.

CREANCES PRIVILEGIEES. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

CREANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS AUTRICHIENS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer un délai de prescription en matière de productions de créances sur les liquidations de biens autrichiens effectuées par application de l'article 249 du traité de Saint-Germain. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 89 [17 février], p. 162.

CREATIONS D'EMPLOIS. — Créations et transformations d'emplois autorisées (art. 59). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

CREDIT AGRICOLE. — Voir CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — CAISSES REGIONALES.

CREDIT FONCIER DE FRANCE. — Autorisation d'émission pour la couverture des avances au Crédit foncier de France (art. 56). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 8).

CREDIT MARITIME. — Financement (art. 120). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 13).

CREDIT NATIONAL. — Approbation d'une convention intervenue entre l'Etat et le Crédit national (art. 57). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

CREDITS.

1 — **Crédit extraordinaire de 75.000 fr. — Société d'acclimatation de France.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à ouvrir au budget du ministère de l'agriculture un crédit extraordinaire de 75.000 fr. à inscrire à un chapitre 115 bis: « Subventions à la Société nationale d'acclimatation de France pour ses réserves naturelles de la Camargue, du Lauzanier et de Néouvielle ». — Voir Table de 1937, p. 55. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938 (*J. O.* du 21 janvier, p. 946).

2 — **Crédit extraordinaire de 20 millions — Calamités publiques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 20 millions de francs pour secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques et pour secours aux collectivités en vue de la réparation des dommages causés par les inondations et par la mer dans certains départements au cours de l'année 1937. — Voir Table de 1937, p. 55. — Promulgation: Loi du 25 janvier 1938 (*J. O.* du 27 janvier, p. 1170).

3 — **Crédit supplémentaire — Dépenses administratives de la Chambre des députés.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1937. — Voir Table de 1937, p. 56. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* du 12 janvier 1938, p. 538).

4 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1937).**

1° (1^{er} vote). Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937, au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. — Voir Table de 1937, p. 54. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 14 [27 janvier], p. 36. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; François-Saint-Maur, Paul Marchandau, *Ministre des finances*; Charles Dumont. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 février], p. 74. — (2^e vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, n° 50 [8 février], p. 107. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 62. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er} (Etat A). Adoption. Art. 11 bis et 11 decies. Disjonction. Art. 12 et dernier. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 126. — (3^e vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, mo-

diffé de nouveau par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937, au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, n° 64. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 66. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Paul Marchandea, *Ministre des finances*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er} (état A). Adoption. Art. 11 bis (disjoint par la commission): MM. Join-Lambert, Guérin. Reprise de l'article par M. Anatole Manceau: MM. Anatole Manceau, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Join-Lambert, Joseph Caillaux, *Président de la commission des finances*; Guérin, Babaud-Lacroze, Paul Marchandea, *Ministre des finances*. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 11 ter, 11 sexties, 11 septies, 11 nonies et 11 decies. — Disjonction. Sur l'ensemble: MM. James Hennessy, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 130, 131. — (1^{er} vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, n° 67. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 68. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Paul Marchandea, *Ministre des finances*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 11 bis: M. Anatole Manceau. Disjonction. Art. 11 ter, 11 sexties, 11 septies, 11 nonies, 11 decies. Disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 134, 135. — Promulgation: Loi du 10 février 1938 (*J. O.* du 11 février, p. 1707).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation d'autorisation d'engagement de dépenses (art. 9 de la loi du 10 août 1922). Renvoi à la Commission des finances, n° 44 [8 février], p. 92. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 58. Demande de discussion immédiate. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Paul Marchandea, *Ministre des finances*. Art. 1^{er} (état A), 2 (état B), 2 bis, 3 (état A bis), 4 (état B bis), 5 à 9 et dernier. — Adoption. Sur l'ensemble: MM. Mauger et Paul Marchandea, *Ministre des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 112, 120. — Promulgation: Loi du 10 février 1938 (*J. O.* du 11 février, p. 1716).

3° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937 au titre du budget général et des budgets annexes. Renvoi à la Commission des finances, n° 324 [10 juin],

p. 632. — M. Gardey dépose le rapport n° 334 [14 juin], p. 640. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Mauger, *Président de la Commission des comptes définitifs*; Paul Laffont, Manuel Fourcade, Paul Marchandea, *Ministre des Finances*. Art. 1^{er}. Adoption. Art. 2 (état A): Finances: Chap. 57 à 59, 69, 158 et 189. Adoption. Justice: Chap. 22. Adoption. Affaires étrangères: Chap. 11 et 18. Adoption. Guerre: Chap. 7, 14, 15, 18, 23, 25, 26, 41, 44, 45, 59 et 65. Adoption. Défense des territoires d'outre-mer: Chap. 3 à 7, 11, 21, 24, 25, 29, 30, 34, 37 à 39, 49, 52, 53, 56 à 59. Adoption. Marine militaire: Chap. 12, 12 bis, 14, 35, 38, 40, 43. Adoption. Air: Chap. 37, 39, 40, 46, 49, 51, 66 et 75. Adoption. Santé publique: Chap. 42 (Allocations aux familles dont les soutiens sont sous les drapeaux): MM. Louis Linyer, Paul Marchandea, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 47, 54 et 55. Adoption. Colonies: Chap. 13, 34 bis, 54. Adoption. Agriculture: Chap. 65: M. Charles Dumont. Adoption. Travaux publics: Chap. 48, 90. Adoption. Marine marchande: Chap. 23, 36. Adoption. Pensions: Chap. 23, 23 bis, 23 ter. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Art. 3 (état B). Adoption. Art. 4. Rejet. Art. 5 à 11 et dernier. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 694. — Voir: Décret-loi du 17 juin 1938 (*J. O.* du 19 juin, p. 6962).

5 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1938) [Composition du Gouvernement]**. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1938 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, n° 326 [10 juin], p. 632. — M. Gardey dépose le rapport n° 333 [14 juin], p. 640. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 693. — Voir: Décret-loi du 17 juin 1938 (*J. O.* du 19 juin, p. 6978).

6 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1938)**. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1938 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, n° 465 [30 décembre], p. 950.

7 — **Exercices clos et périmés**. — (1^{er} vote). Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. — Voir Table de 1937, p. 55. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 255 [7 avril], p. 497. Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Mauger. Art. 1^{er} à 4. Adoption. Art. 5. Rejet. Art. 6 à 9 et dernier. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 avril], p. 554. — (2^e vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. Renvoi à la Commission des finances, n° 323 [10 juin], p. 632. — M. Gardey dépose le rapport n° 336 [14 juin], p. 640. Discussion. Lecture du rapport par M. Abel Gardey, *Rapporteur*

général de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 712. — Promulgation: Loi du 21 juin 1938 (*J. O.* du 22 juin, p. 7090);

8 — **Régularisation de crédits (Exercice 1937)**. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1937. — Voir Table de 1937, p. 55. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 13 [27 janvier], p. 36. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 février], p. 83. — Promulgation: Loi du 5 février 1938 (*J. O.* du 8 février, p. 1538).

9 — **Report de crédits de l'Exercice 1937 à l'Exercice 1938**. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1937 à l'exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, n° 325 [10 juin], p. 632. — M. Gardey dépose le rapport n° 335 [14 juin], p. 640. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 703. — Voir: Décret-loi du 17 juin 1938 (*J. O.* du 19 juin, p. 6967).

10 — **Monument à la gloire des forces expéditionnaires américaines**. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour « subvention au comité national pour l'érection à Versailles d'un monument à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le général John J. Pershing ». — Voir Table de 1937, p. 56. — Promulgation: Loi du 12 janvier 1938 (*J. O.* du 16 janvier, p. 706).

11 — **Monument franco-tchécoslovaque**. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'érection d'un monument franco-tchécoslovaque à Darney (Vosges). — Voir Table de 1937, p. 56. — M. Mario Roustan dépose, au nom de la Commission des finances le rapport, n° 15 [27 janvier], p. 36. — Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. François Labrousse, n° 38. Discussion générale: M. Mario Roustan, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 février], p. 83. — Promulgation: Loi du 2 avril 1938 (*J. O.* du 3 avril, p. 3970).

12 — **Action sanitaire de la Société des nations en Chine**. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits destinés à renforcer l'action sanitaire de la Société des nations en Chine. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 65 [10 février], p. 131.

13 — **Réception des Souverains britanniques**.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage en France de S. M. le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, des territoires britanniques au delà des mers et empereur des Indes. Renvoi à la Commission des finances, n° 210 [29 mars], p. 419. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [5 avril], p. 486. — Demande de

discussion immédiate. M. Mario Roustan dépose et lit le rapport n° 257. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Charles Dumont, n° 258. Discussion générale: M. Paul-Boncour, *Ministre des affaires étrangères*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 avril], p. 497, 509. — Promulgation: Loi du 8 avril 1938 (*J. O.* du 9 avril, p. 4234).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'ouvrir un crédit pour faire face à la réception des souverains britanniques. Renvoi à la Commission des finances, n° 331 [14 juin], p. 642. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères. Demande de discussion immédiate, M. J.-L. Dumesnil dépose et lit le rapport n° 365. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Charles Dumont. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 648, 658. — Promulgation: Loi du 16 juin 1938 (*J. O.* du 17 juin, p. 6866).

14 — **Travaux d'intérêt forestier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits pour l'exécution de travaux exceptionnels d'intérêt forestier sur le domaine de l'Etat, des départements et des communes. Renvoi à la Commission des finances, n° 214 [31 mars], p. 424. — Demande de discussion immédiate. M. Dentu dépose et lit le rapport n° 261. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. André Liautey, *Sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'agriculture*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 avril], p. 497, 511. — Promulgation: Loi du 9 avril 1938 (*J. O.* du 15 avril, p. 4458).

15 — **Exposition internationale de New-York en 1939.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits applicables à l'organisation de la participation française à l'exposition internationale de New-York 1939. Renvoi à la Commission des finances, n° 280. Demande de discussion immédiate. M. Tournan dépose et lit le rapport n° 284. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er}: Amendement de M. Léon Perrier: MM. Léon Perrier, Henri Laudier, Fernand Gentin, *Ministre du commerce*; François-Saint-Maur, Tournan, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 avril], p. 552, 559. — Promulgation: Loi du 15 avril 1938 (*J. O.* du 16 avril, p. 4522).

16. — **Célébration du centenaire de Gambetta.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits pour la célébration du centenaire de Gambetta. Renvoi à la Commission des finances, n° 368 [16 juin], p. 668. — M. Philip dépose le rapport n° 431 [20 décembre], p. 797. — Discussion. Discussion générale: MM. Jean Philip, *Rapporteur*; François-Saint-Maur. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [27 décembre], p. 816.

17. — **Fixation des crédits de l'Exercice 1939 (art. 1^{er}).** Dépenses obligatoires acquittées en plusieurs échéances au vu d'un titre permanent et susceptibles, pour ce motif, d'excéder le montant des crédits votés (art. 125). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 4, 13).

CRIMES ET DELITS COMMIS DANS LES ECHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la poursuite et au jugement des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Echelles du Levant et de Barbarie. — Voir Table de 1937, p. 56. — M. René Renoult dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, l'avis n° 329 [10 juin], p. 632.

CROISIERE D'ESPAGNE. — Voir MARINE MILITAIRE, 1.

CROIX-ROUGE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 24 juillet 1913 en vue d'assurer la protection de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse, conformément aux dispositions de la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 435 [22 décembre], p. 802.

CRUSTAGES. — Voir DOUANES, 6.

CUMUL. — Cumul d'un traitement et d'une pension (art. 70) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

CYLINDRES POUR L'IMPRESSION. — Voir DOUANES, 29.

D

DARNEY (Vosges) (Monument franco-tchécoslovaque). — Voir CRÉDITS, 11.

DEBITEURS ETRANGERS. — Voir EMPRUNTS ÉTRANGERS.

DEBITS DE BOISSONS. — Voir BOISSONS.

DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, abrogeant les paragraphes 18 et 19 de l'article 5 du décret-loi du 25 mars 1952 sur la décentralisation administrative. — Voir Table de 1937, p. 56. — M. des Rotours dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport n° 106 [22 février], p. 171.

DECRET DU 30 OCTOBRE 1935. — Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 2. — COLONIES, 9.

DECRET DU 16 JANVIER 1937. — Voir DOUANES, 21.

DECRETS-LOIS. — Voir INTERPELLATIONS, 15.

DEFENSE NATIONALE (Organisation de la nation pour le temps de guerre). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, n° 205 [29 mars], p. 414. — Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine et à la Commission de l'air [7 avril], p. 497. — M. Fabry dépose le rapport n° 294 [2 juin], p. 594. — M. Laurent Eynac dépose, au nom de la Commission de l'air, l'avis n° 302. — M. Bergeon dépose, au nom de la Commission de la marine, l'avis n° 305 [9 juin], p. 607. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Dis-

cussion générale: MM. Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; Bergeon, au nom de la Commission de la marine; Laurent Eynac, au nom de la Commission de l'air. M. de La Grandière. Art. 1^{er}. Contre-projet de M. Jean Jacquy: MM. Jean Jacquy, Jean Fabry, *Rapporteur*. Retrait. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [16 juin], p. 651, 659. — Suite de la discussion des articles. Art. 1^{er} à 4. Adoption. Art. 5. Amendement de M. Bergeon et plusieurs de ses collègues: MM. Bergeon, Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Laurent Eynac: MM. Laurent Eynac, Guy La Chambre, *Ministre de l'air*. Retrait. Observations de MM. Pierre Chaumié, Guy La Chambre, *Ministre de l'air*. Adoption de l'article. Art. 6: MM. Bergeon, *Rapporteur, pour avis de la Commission de la marine*; Laurent Eynac, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'air*. Adoption. Art. 7 à 9. Adoption. Art. 10: Amendement de M. J.-P. Rambaud: M. J.-P. Rambaud. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 11. Adoption. Art. 12: demande de disjonction de l'article, par M. Abel Gardey: MM. J.-P. Rambaud, Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; le général Hirschauer, Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; Guérin, Guy La Chambre, *Ministre de l'air*; le général Stuhl. Adoption. Art. 14 à 34. Adoption. Art. 35. Amendement de M. Rillart de Verneuil: MM. Rillart de Verneuil, Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; de La Grandière. Retrait. Adoption de l'article. Art. 36 à 39. Adoption. Art. 40: Amendement de M. de La Grandière: MM. de La Grandière, Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 41: Amendement de M. Bergeon et plusieurs de ses collègues: M. Bergeon. Retrait. Adoption de l'article. Art. 42: MM. Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; Guy La Chambre, *Ministre de l'air*. Adoption de l'article modifié. Art. 43 à 45. Adoption. Art. 46: MM. Chapsal, Pierre Chaumié, Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; Paul-Boncour. Adoption. Art. 47 à 60. Adoption. Art. 61: MM. Charles Dumont, Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; Jean Fabry, *Rapporteur de la Commission de l'armée*. Adoption. Art. 62 à 68 et dernier. Adoption. Sur l'ensemble: M. Le Moignic. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 672. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1938 (*J. O.* du 13 juillet, p. 8330; *Rectificatif*: *J. O.* du 14 juillet, p. 8402; *Errata*: *J. O.* du 24 juillet, p. 8818).

Voir ARMÉE. — CAISSE AUTONOME DE LA DÉFENSE NATIONALE. — POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT.

DEFENSE PASSIVE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 8 avril 1935 relative à l'organisation des mesures de protection et de sauvegarde de la population civile. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 357 [16 juin], p. 648.

DEFIBREUSES AUTOMATIQUES. — Voir DOUANES, 69.

DEGENERESCENCE PHYSIQUE ET MENTALE. — Proposition de loi de M. Henri Sellier, relative aux mesures à prendre pour défendre la race contre la dégénérescence physique et mentale. — Voir Table de 1937, p. 56. — Retrait de la proposition de loi [3 mars], p. 296

DELAI DE PRESCRIPTION DE CREANCES DE BIENS AUTRICHIENS. — Voir CREANCES.

DELAIS AUX LOCATAIRES. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 3.

DELEGUES OUVRIERS A LA SECURITE. — Voir ARMÉE, 2. — OUVRIERS MINEURS.

DELIMITATION DE LA NOIX DE GRENOBLE. — Voir NOIX DE GRENOBLE.

DELITS ET CRIMES COMMIS DANS LES ECHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — Voir CRIMES.

DENATALITE. — Voir INTERPELLATIONS, 4.

DENTISTE (Départements recouverts). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 18 août 1927 relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine. — Voir Table de 1937, p. 38. — M. Le Gorgeu dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport n° 352 [16 juin], p. 648.

Voir MÉDECINE, 3.

DEPARTEMENTS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à créer une trésorerie indépendante de celle de l'Etat aux départements et aux communes. Renvoi à la Commission des finances, n° 458 [28 décembre], p. 891.

Voir CRÉDITS, 2, 14. — DONATIONS ET TESTAMENTS. — FONDS DE SUBVENTION. — INTERPELLATIONS, 3, 5, 11, 12.

DEPARTEMENTS RECOUVRES. — Voir ALSACE-LORRAINE. — ASSURANCES SOCIALES, 1. — CODE DU TRAVAIL, 3. — PENSIONS, 4. — TAXES D'USAGE.

DEPOUILLES D'ANIMAUX. — Voir DOUANES, 83.

DESTRUCTION DES LAPINS. — Voir LAPINS DE GARENNE.

DETACHEMENT IRREGULIER DE MEMBRES DE L'ADMINISTRATION PREFECTORALE. — Voir INTERPELLATIONS, 5.

DETTES HYPOTHECAIRES. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

DIPLOME DE DOCTEUR EN MEDECINE. — Voir MÉDECINE, 2.

DIPLOMES ETRANGERS (Equivalence de). — Voir MÉDECINE, 3.

DIPLOMES PROFESSIONNELS. — Projet de loi réglementant la délivrance de diplômes professionnels. — Voir Table de 1936, p. 78. — M. Brogly dépose un rapport, au nom de la commission de l'enseignement, n° 356 [16 juin], p. 647.

DIVORCE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à autoriser le divorce en cas d'aliénation mentale de l'un des époux. Renvoi à la Commission de législation, n° 297 [2 juin], p. 603. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène [10 juin], p. 637.

DOCTEUR VETERINAIRE. — Voir VÉTÉRINAIRE.

DONATIONS ET TESTAMENTS. — Proposition de loi de M. Marcel Plaisant tendant à compléter l'article 906 du code civil pour assurer la capacité des personnes morales de recevoir à titre gratuit. — Voir Table de 1937, p. 47. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport supplémentaire

n° 100 [22 février], p. 171. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux*; *Ministre de la justice*. — Article unique: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption de l'article modifié [22 mars], p. 360.

VOIR PARTAGE D'ASCENDANT.

DOUANES.

ADMISSION TEMPORAIRE

1 — **Graisses animales, oléo-margarines, huiles.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux graisses animales, oléo-margarines, huiles et graisses de poisson, huiles fixes, graisses végétales alimentaires destinées à entrer dans la fabrication de l'acide oléique, de l'acide stéarique, des glycérides, des savons, des bougies, des margarines et graisses alimentaires. — Voir Table de 1934, p. 76. — Vote de la question préalable [8 février], p. 93.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

2 — **Importation des bas et chaussettes de coton.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 23 mars 1937 qui a réglementé l'importation des bas et chaussettes de coton. Renvoi à la Commission des douanes, n° 46 [8 février], p. 92. — M. Edouard Néron dépose le rapport n° 243 [5 avril], p. 491. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juin], p. 607. — Promulgation: Loi du 25 juin 1938 (*J. O.* du 26 juin, p. 7306).

3 — **Importation d'instruments de musique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 20 juin 1937 qui a réglementé l'importation de certains instruments de musique. Renvoi à la Commission des douanes, n° 47 [8 février], p. 92. M. Abel Lefèvre dépose le rapport n° 254 [7 avril], p. 497. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juin], p. 607. — Promulgation: Loi du 25 juin 1938 (*J. O.* du 26 juin, p. 7306).

4 — **Importation de marchandises étrangères.**

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 30 juin 1936 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères. — Voir Table de 1937, p. 58. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 février], p. 163. — Promulgation: Loi du 10 mars 1938 (*J. O.* du 12 mars, p. 2914).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 26 mars 1937 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, n° 274 [13 avril], p. 551.

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés tendant à ratifier le décret du 30 décembre 1937 qui a réglementé l'importation en France de diverses marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, n° 425 [20 décembre], p. 797.

5 — **Prohibitions et droits de sortie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier divers décrets concernant les prohibitions de sortie et

les droits de sortie. — Voir Table de 1937, p. 58. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 février], p. 163. — Promulgation: Loi du 9 mars 1938 (*J. O.* du 12 mars, p. 2915).

6 — **Importation de crustacés de provenance étrangère.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 26 janvier 1934 ayant pour objet le contingentement des importations de crustacés de provenance étrangère. — Voir Table de 1937, p. 68. — M. Rogé dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 265 [8 avril], p. 538. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juin], p. 608. — Promulgation: Loi du 17 août 1938 (*J. O.* du 24 août, p. 10026).

7 — **Importation de tissus de rayonne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 décembre 1937 réglementant l'importation de certaines catégories de tissus de rayonne. Renvoi à la Commission des douanes, n° 345 [14 juin], p. 643. — M. Edouard Néron dépose le rapport n° 445 [22 décembre], p. 803.

8 — **Importation privée des vins en Norvège.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement relatif à l'importation privée des vins en Norvège, conclu entre la France et la Norvège le 22 décembre 1937. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 410 [20 décembre], p. 796.

9 — **Os bruts de bétail.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 24 octobre 1937 qui a modifié le taux des droits de sortie afférents à certaines catégories d'os bruts de bétail. Renvoi à la Commission des douanes, n° 417 [20 décembre], p. 796.

TARIF

10 — **Fourches et crocs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 qui a modifié la tarification douanière afférente aux fourches et aux crocs. — Voir Table de 1937, p. 58. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938 (*J. O.* du 16 janvier, p. 707.)

11 — **Compteurs électriques. — Suisse.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant: 1^o à approuver l'échange de lettres intervenu le 23 avril 1936 entre la France et la Suisse au sujet de la tarification douanière de certains compteurs électriques; 2^o à ratifier le décret du 19 juin 1936 modifiant la tarification douanière de certains compteurs électriques. — Voir Table de 1937, p. 58. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 janvier], p. 27. — Promulgation: Loi du 1^{er} février 1938 (*J. O.* du 9 février, p. 1603).

12 — **Instruments de musique.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 portant modification des droits de douane applicables à certains instruments de musique. — Voir Table de 1937, p. 58. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 janvier], p. 27. — Promulgation: Loi du 1^{er} février 1938 (*J. O.* du 9 février, p. 1603).

13 — **Matériel de reproduction de photogravure.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1936 qui a modifié le régime douanier du matériel de reproduction de photogravure. — Voir Table de 1937, p. 59. — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 22 [1^{er} février], p. 40. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 9 mars 1938 (J. O. du 15 mars, p. 3066).

14 — **Instruments de dessin.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à transformer les droits de douane *ad valorem* applicables aux articles 634 *ter* A, en droits spécifiques (instruments de dessin). — Voir Table de 1934, p. 76. — Vote de la question préalable [8 février], p. 93.

15 — **Conserves de légumes.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à augmenter les droits de douane sur certaines catégories de conserves de légumes. — Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 70. — Vote de la question préalable [8 février], p. 93.

16 — **Fruits et graines oléagineux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 7 août 1933 portant modification du tarif douanier des fruits et graines oléagineux, des matières grasses et de leurs dérivés, ainsi que des articles manufacturés contenant ces produits. Renvoi à la Commission des douanes, n° 121 [28 février], p. 256. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport n° 407 [15 décembre], p. 784. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 décembre], p. 803. — Promulgation: Loi du 25 décembre 1938 (J. O. du 27 décembre, p. 14653).

17 — **Lièges, malts, pains d'épices.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier des décrets qui ont modifié les droits de douane applicables aux lièges bruts en planches et ouvrés, aux malts et aux pains d'épices ordinaires. — Voir Table de 1937, p. 59. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} février], p. 40. — Promulgation: Loi du 1^{er} février 1938 (J. O. du 13 février, p. 1794).

18 — **Iode.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 novembre 1936 qui a modifié les droits de douane applicables à l'iode. Renvoi à la Commission des douanes, n° 109 [25 février], p. 183. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport n° 310 [9 juin], p. 608. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 650. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1938 (J. O. du 10 juillet, p. 8147).

19 — **Éléments d'appareils photographiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 mai 1936 qui a modifié le régime douanier de certains éléments d'appareils photographiques et des appareils de projection fixe et d'agrandissement. Renvoi à la Commission des douanes, n° 128 [2 mars], p. 284.

20 — **Pelleteries.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière de certaines pelleteries.

Renvoi à la Commission des douanes, n° 129 [2 mars], p. 284. — M. Ulysse Fabre dépose le rapport n° 304 [9 juin], p. 607. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 décembre], p. 792. — Promulgation: Loi du 28 décembre 1938 (J. O. du 30 décembre, p. 14804).

21 — **Tarif douanier. — Ratification du décret du 16 janvier 1937.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 16 janvier 1937 qui a fixé le tarif des douanes en conformité des articles 8 et 13 de la loi du 31 décembre 1936 sur la réforme fiscale. Renvoi à la Commission des douanes, n° 340 [14 juin], p. 642. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport n° 446 [22 décembre], p. 803. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 992.

22 — Tarification de divers produits.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 qui a modifié la tarification douanière de certains produits. Renvoi à la Commission des douanes, n° 411 [20 décembre], p. 796.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits. Renvoi à la Commission des douanes, n° 423 [20 décembre], p. 797.

23 — **Tissus imitation fourrure.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 concernant la tarification douanière de tissus imitation fourrure à envers caoutchouté. Renvoi à la Commission des douanes, n° 413 [20 décembre], p. 796.

24 — **Fils et ficelles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 24 octobre 1937 modifiant la tarification douanière des fils et ficelles. Renvoi à la Commission des douanes, n° 415 [20 décembre], p. 796.

25 — **Chaussures en caoutchouc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 novembre 1937 portant modification de la tarification douanière de certaines chaussures en caoutchouc. Renvoi à la Commission des douanes, n° 416 [20 décembre], p. 796.

26 — **Union économique belgo-luxembourgeoise. — Peaux de lapin. — Ecorces à tan.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant: 1^o à l'approbation des échanges de lettres du 28 décembre 1937 relatifs: a) à l'octroi à l'Union économique belgo-luxembourgeoise d'un contingent douanier de peaux de lapin à un droit réduit; b) à l'admission en franchise d'un contingent d'écorces à tan d'origine luxembourgeoise; 2^o à la ratification du décret du 13 janvier 1938 relatif à la tarification d'un certain contingent de peaux de lapin teintées et lustrées (n° 493 C du tarif douanier français). Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 418 [20 décembre], p. 796.

27 — **Livres et publications de propagande.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 28 juillet 1937 com-

plétant les dispositions inscrites au tableau des droits, sous les n°s 466 et 466 bis (renvoi « d »), en ce qui concerne les livres et publications de propagande. Renvoi à la Commission des douanes, n° 419 [20 décembre], p. 796.

28 — **Boîtiers de lampes électriques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 janvier 1938 qui a modifié la tarification douanière des boîtiers de lampes électriques portatives. Renvoi à la Commission des douanes, n° 420 [20 décembre], p. 796.

29 — **Cylindres pour l'impression.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière des cylindres ou planches en bois pour l'impression. Renvoi à la Commission des douanes, n° 421 [20 décembre], p. 796.

30 — **Linge de table.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière du linge de table, etc. Renvoi à la Commission des douanes, n° 422 [20 décembre], p. 797.

31 — **Bobines pour films photographiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1937 portant relèvement des droits de douane afférents aux bobines servant à l'enroulement du film photographique. Renvoi à la Commission des douanes, n° 424 [20 décembre], p. 797.

32 — **Tissus de soie et de rayonne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 décembre 1937 qui a modifié la tarification douanière des tissus de soie et de rayonne. Renvoi à la Commission des douanes, n° 426 [20 décembre], p. 797.

33 — **Canots démontables.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière des canots démontables et de leurs pièces détachées. Renvoi à la Commission des douanes, n° 427 [20 décembre], p. 797.

34 — **Crayons composés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 décembre 1937 qui a modifié le régime douanier des crayons composés à gaine de bois blanc. Renvoi à la Commission des douanes, n° 428 [20 décembre], p. 797.

35 — **Produits textiles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière de divers produits textiles. Renvoi à la Commission des douanes, n° 429 [20 décembre], p. 797.

36 — **Articles de ménage.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 décembre 1937 qui a modifié la tarification douanière de certains articles de ménage et de certains articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés. Renvoi à la Commission des douanes, n° 414 [20 décembre], p. 796.

TAXES

37 — **Importateurs d'oignons frais.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le

décret du 31 mars 1936, modifiant la taxe à laquelle sont assujettis les bénéficiaires d'autorisations d'importation d'oignons frais. — Voir Table de 1937, p. 59. — Promulgation: Loi du 5 janvier 1938 (J. O. du 7 janvier, p. 354).

38 — **Importateurs de produits d'œufs séchés et congelés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 31 juillet 1936 relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de produits d'œufs séchés et congelés. — Voir Table de 1937, p. 59. — M. Turbat dépose le rapport de la Commission des douanes, n° 240 [5 avril], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juin], p. 607. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1938 (J. O. du 9 juillet, p. 8082).

DOUANES COLONIALES

39 — **Régime douanier colonial.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier quatre délibérations prises par les assemblées locales des colonies en application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Voir Table de 1937, p. 59. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 17 février 1938 (J. O. du 24 février, p. 2258).

40 — **Franchise aux films cinématographiques.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 28 mai 1936, accordant la franchise des droits de douane aux films cinématographiques impressionnés dans les colonies du second groupe. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 264 [8 avril], p. 528.

41 — **Afrique occidentale française. — Importation de filés, tissus et vêtements de coton.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 février 1937 relatif à l'importation des filés, tissus et vêtements de coton d'origine étrangère en Afrique occidentale française. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 120 [27 février], p. 226.

42 — **Afrique occidentale française. — Produits naturels ou fabriqués.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 avril 1936 portant approbation d'une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française, en date du 27 novembre 1935, tendant à modifier le régime douanier de certains produits naturels ou fabriqués (oléagineux, matières grasses et leurs dérivés) d'origine étrangère, importés dans les colonies du groupe à régime préférentiel. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 143 [5 mars], p. 316.

43 — **Afrique occidentale française. — Oléagineux, matières grasses et dérivés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 février 1936 portant approbation d'une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française, en date du 12 octobre 1935, relative au régime douanier des oléagineux, matières grasses et leurs dérivés, d'origine étrangère, importés dans les colonies du groupe à régime préférentiel. Renvoi à la Commission

des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 146 [5 mars], p. 316.

44 — **Guadeloupe. — Mais en grains.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 avril 1936 fixant le régime douanier du maïs en grains à la Guadeloupe et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 144 [5 mars], p. 316.

45 — **Guadeloupe. — Peaux pour semelles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 2 mai 1936 relatif au régime douanier, à la Guadeloupe et dépendances, des peaux pour semelles. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 157 [5 mars], p. 316.

46 — **Guadeloupe. — Plantes de pépinières.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1936 relatif au régime douanier, à la Guadeloupe et dépendances, des « plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers, forestiers », etc. (n° 170 f). Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 158 [5 mars], p. 316. — M. Turbat dépose le rapport n° 447 [22 décembre], p. 803.

47 — **Guadeloupe. — Bougies d'allumage.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 avril 1936 relatif au régime douanier des bougies d'allumage, des manches d'instruments agricoles en bois, des cordes harmoniques, du chlorure de sodium, des machines-outils, du brai stéarique pur ou mélangé, à la Guadeloupe et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 161 [5 mars], p. 316.

48 — **Guadeloupe. — Produits pétroliers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 relatif au régime douanier de certains produits pétroliers à la Guadeloupe et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 230 [1^{er} avril], p. 452. — M. Edouard Néron dépose le rapport n° 442 [22 décembre], p. 803.

49 — **Guyane. — Farine de froment et conserves de viandes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 mai 1937 relatif au régime douanier de la farine de froment et des conserves de viandes en boîtes à la Guyane française. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 77 [15 février], p. 148. — M. Thureau-Dangin dépose le rapport n° 311 [9 juin], p. 608.

50 — **Indochine. — Admission temporaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 20 février 1937 relatif aux autorisations d'admission temporaire en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 81 [15 février], p. 148. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport n° 306 [9 juin], p. 608.

51 — **Indochine. — Articles de verrerie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 juillet 1936, approuvant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine

relative à l'indication d'origine de certains articles de verrerie. — Voir Table de 1937, p. 60. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (J. O. du 8 janvier 1938, p. 434).

52 — **Indochine. — Éléments d'appareils photographiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 29 août 1936, relative à la non application, dans cette colonie, du décret du 26 mai 1936 concernant la tarification douanière de certains éléments d'appareils photographiques et des appareils de projection fixe et d'agrandissement. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 76 [15 février], p. 148. — M. Léonus Bénéard dépose le rapport n° 313 [9 juin], p. 608.

53 — **Indochine. — Droits de sortie sur les porcs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine du 6 décembre 1935 concernant la réduction des droits de sortie sur les porcs exportés à l'étranger. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 148 [5 mars], p. 316.

54 — **Indochine. — Matériel de reproduction de photogravure.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 16 mai 1937 relatif au régime douanier, en Indochine, des matériels et outillage de reproduction de photogravure, de phototypie, d'héliogravure et de gravure en creux. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 149 [5 mars], p. 316.

55 — **Indochine. — Pâtes et saumures de poissons.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 25 août 1937 portant suppression, en Indochine, des droits de sortie sur les pâtes et saumures de poissons. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 151 [5 mars], p. 316.

56 — **Indochine. — Sacs. — Tissus de jute.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 juillet 1937 relatif à la suppression du régime de l'admission temporaire des sacs, en Indochine, et à la tarification douanière des tissus de jute dans cette colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 152 [5 mars], p. 316.

57 — **Indochine. — Fruits et graines oléagineux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 24 août 1937 relatif à l'application, en Indochine, du décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 154 [5 mars], p. 316.

58 — **Indochine. — Chlorure de sodium.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 mai 1936 relatif au régime douanier du chlorure de sodium en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 155 [5 mars], p. 316.

59 — **Indochine. — Vêtements. — Lingerie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté

par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1936 relatif au régime douanier, en Indochine, des vêtements, pièces de lingerie et autres articles accessoires du vêtement. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 160 [5 mars], p. 316. — M. Moïse Lévy dépose le rapport n° 441 [22 décembre], p. 803.

60 — **Indochine. — Huiles minérales raffinées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 relatif au régime douanier des huiles minérales raffinées en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 229 [1^{er} avril], p. 452. — M. Edouard Néron dépose le rapport n° 444 [22 décembre], p. 803.

61 — **Indochine. — Graisses de poisson, graines et fruits oléagineux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 relatif au régime douanier des graisses de poisson, graines et fruits oléagineux et huiles de sésame en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 232 [1^{er} avril], p. 452.

62 — **Indochine. — Exportations d'or.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 mai 1937 rejetant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, tendant à prohiber les exportations d'or d'Indochine à destination des pays étrangers. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 233 [1^{er} avril], p. 452.

63 — **Indochine. — Camphre.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 juillet 1936, relatif au régime douanier du camphre en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 237 [5 avril], p. 473.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1936 relatif au régime douanier du camphre en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 241 [5 avril], p. 473.

64. — **Indochine. — Cafés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 7 octobre 1936 relatif au régime douanier des cafés en Indochine. — Voir Table de 1937, p. 45. — M. Rogé dépose, au nom de la Commission des douanes le rapport n° 266 [8 avril], p. 538. — M. Tournan dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis n° 309 [9 juin], p. 609. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 juin], p. 692. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (J. O. des 4 et 5 juillet, p. 7850).

65 — **Indochine. — Limonades.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 relatif au régime douanier des limonades en Indochine. — Voir Table de 1937, p. 60. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 268 [8 avril], p. 538. — M. Tournan dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis n° 308 [9 juin], p. 609. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 juin], p. 692.

— Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (J. O. des 4 et 5 juillet, p. 7850).

66 — **Indochine. — Réduction de droits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 mai 1937 relatif à l'application, en Indochine, du décret du 2 octobre 1936 portant réduction des droits de douane dans la métropole. — Renvoi à la Commission des douanes et pour avis, à la Commission des colonies, n° 476 [31 décembre], p. 991.

67 — **Madagascar. — Bougies d'allumage.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 mars 1936 rejetant une délibération des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances du 16 octobre 1935 relative au régime douanier des bougies d'allumage importées dans la colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 147 [5 mars], p. 316.

68 — **Madagascar. — Machines-outils.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 19 avril 1936 relatif au régime douanier, à Madagascar et dépendances, de certains produits (machines-outils). Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 159 [5 mars], p. 316.

69 — **Madagascar. — Défibreuseuses automatiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 septembre 1937 approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar, relative aux droits de douane afférents aux défibreuseuses automatiques pour sisal, paka, coir et leurs pièces détachées. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 181 [22 mars], p. 358.

70 — **Madagascar. — Fruits et graines oléagineux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 août 1937 approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances demandant la non-application dans cette colonie du décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 182 [22 mars], p. 358. — M. Paul Bachelet dépose le rapport n° 448 [22 décembre], p. 803.

71 — **Madagascar. — Tarif douanier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 10 septembre 1937 rejetant partiellement une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar concernant le tarif douanier de Madagascar et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 183 [22 mars], p. 358.

72 — **Madagascar. — Sacs de jute.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 25 août 1937 relatif au régime douanier des sacs de jute à Madagascar et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 184 [22 mars], p. 358. — M. Moïse Lévy dépose le rapport n° 440 [22 décembre], p. 803.

73 — **Madagascar. — Huiles de pétrole.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du 12 septembre 1935 de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances, demandant la non-application, dans la colonie, du décret du 29 mai 1935 qui modifie la tarification douanière des huiles de pétrole, de schistes et autres huiles minérales raffinées. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 228 [1^{er} avril], p. 452.

74 — **Madagascar. — Fils de bourrette de soie pure.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 29 janvier 1938, relatif au régime douanier de certaines catégories de fils de bourrette de soie pure d'origine étrangère, importés à Madagascar et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 475 [31 décembre], p. 991.

75 — **Martinique. — Machines à coudre.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 rejetant la délibération de la commission coloniale du conseil général de la Martinique du 8 août 1935 relative au régime douanier des machines à coudre importées dans la colonie. — Voir Table de 1937, p. 60. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (J. O. du 8 janvier 1938, p. 434).

76 — **Martinique. — Futailles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 16 mai 1937 relatif au régime douanier des futailles à la Martinique. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 450 [5 mars], p. 316.

77 — **Martinique. — Fourches et crocs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 septembre 1937 relatif au régime douanier des fourches et crocs à la Martinique. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 153 [5 mars], p. 316.

78 — **Martinique. — Essences de pétrole.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 mai 1936 relatif au régime douanier des essences de pétrole à la Martinique. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 156 [5 mars], p. 316. — M. Edouard Néron dépose le rapport n° 443 [22 décembre], p. 803.

79 — **Martinique. — Essences pour moteurs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 mai 1937 relatif au régime douanier des essences destinées au ravitaillement des appareils aéronautiques de tourisme ainsi qu'aux embarcations à moteurs de plaisance dans la colonie de la Martinique. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 471 [31 décembre], p. 991.

80 — **Nouvelle-Calédonie. — Service des douanes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 février 1933 modifiant l'article 95 du décret du 18 mai 1931 qui réglemente le fonctionnement du service des douanes à la Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commis-

sion des colonies, n° 80 [15 février], p. 148. — M. Léonus Bénard dépose le rapport n° 342 [9 juin], p. 608.

81 — **Nouvelle-Calédonie. — Pommes de terre étrangères.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 septembre 1936 modifiant, pour une durée temporaire, le régime douanier des pommes de terre d'origine étrangère importées en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Voir Table de 1937, p. 60. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 février], p. 149. — Promulgation: Loi du 17 février 1938 (*J. O.* du 24 février, p. 2258).

82 — **Nouvelle-Calédonie. — Indication d'origine de produits étrangers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} février 1937 rejetant une délibération du 26 août 1936 de la commission coloniale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 79 [15 février], p. 148. — M. Léonus Bénard dépose le rapport n° 314 [9 juin], p. 608.

83 — **Nouvelle-Calédonie. — Produits et dépouilles d'animaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 prorogeant pour un an les dispositions du décret du 30 avril 1935 fixant les surtaxes douanières temporaires sur certains produits et dépouilles d'animaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Voir Table de 1937, p. 61. — M. Achille Naudin dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 200 [25 mars], p. 401. — M. Tournan dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis n° 307 [9 juin], p. 609. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 juin], p. 692. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* des 4 et 5 juillet, p. 7850).

84 — **Nouvelle-Calédonie. — Fer-blanc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 juillet 1937 rejetant une délibération du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances tendant à modifier le tarif douanier applicable au fer étamé (fer-blanc) destiné à la confection des boîtes de conserves et importé par le fabricant. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 238 [5 avril], p. 473.

85 — **Nouvelle-Calédonie. — Peaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 octobre 1937 relatif aux droits de sortie sur les peaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 473 [31 décembre], p. 991.

86 — **Nouvelle-Calédonie. — Prorogation de mesures douanières.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 15 février 1938 prorogeant certaines mesures douanières en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 474 [31 décembre], p. 991.

87 — **Océanie. — Abeilles et savons ordinaires.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à

ratifier le décret du 18 mars 1936 relatif au régime douanier des abeilles et des savons ordinaires dans les établissements français de l'Océanie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 145 [5 mars], p. 316.

88 — **Océanie. — Combustibles importés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1937 relatif au régime douanier de certains combustibles importés dans les établissements français de l'Océanie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 472 [31 décembre], p. 991.

89 — **La Réunion. — Marchandises étrangères.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 19 mars 1937 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères à la Réunion. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 110 [25 février], p. 183.

90 — **La Réunion. — Bestiaux; viandes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 mars 1935 qui a rejeté une délibération de la Commission coloniale du conseil général de l'île de la Réunion relative au régime douanier des bestiaux et des viandes fraîches, frigorifiées et congelées. — Voir Table de 1936, p. 82. — M. Achille Naudin dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 201 [25 mars], p. 401. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 avril], p. 528. — Promulgation: Loi du 12 avril 1938. (*J. O.* du 17 avril, p. 4554).

91 — **Togo. — Indication d'origine de certains produits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, n° 231 [1^{er} avril], p. 452.

— Reconduction de la taxe sur les laines et peaux de mouton importées (art. 14). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 15, 16 17, 25, 26, 28. — RÉSOLUTIONS, 2, 11.

DOUBLES IMPOSITIONS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18, 24, 27.

DROIT DE TIMBRE. — Exonération du droit de timbre pour le papier des registres de l'état civil (art. 8). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

DROITS DE CHANCELLERIE. — Modifications des taux des visas des passeports (art. 21). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 6).

DROITS DE SORTIE. — Voir DOUANES, 5, 9, 53, 55, 85.

DROITS DE SUCCESSION. — Maintien des liens de parenté résultant de l'adoption pour certains enfants (art. 12). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

DUREE DU TRAVAIL. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 3, 4.

E

EAU (Entreprises de distribution d'). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brasseur et plusieurs de ses collègues portant obligation pour les entreprises de distribution d'eaux d'assurer le service public sur le parcours des canalisations leur appartenant. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 401 [13 décembre], p. 776. Voir INTERPELLATIONS, 11.

ECHANGE DE LETTRES

— avec la Suisse. — Voir DOUANES, 11.
— avec l'Union belgo-luxembourgeoise. Voir DOUANES, 26.

ECHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — Voir CRIMES.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la création d'une école nationale d'administration relevant directement du ministère de l'éducation nationale. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission de l'administration, n° 25 [3 février], p. 73.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES POSTES, TELEGRAPHES, TELEPHONES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 3.

ECOLE POLYTECHNIQUE. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 3.

ECONOMIE NATIONALE (Monopoles étrangers de fait). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer la protection de l'économie nationale contre l'institution de monopoles étrangers de fait. Voir Table de 1936, p. 83. — M. Jean Bosc dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport supplémentaire n° 59 [10 février], p. 112. — Ajourneement de la 1^{re} délibération [2 juin], p. 597. [10 juin], p. 636. [14 juin], p. 642. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Renvoi de la délibération à la prochaine séance [13 décembre], p. 779. — 1^{re} délibération. Observations de M. Gentin, *Ministre du commerce*; Lefas, *Rapporteur pour avis de la Commission de législation*; Jean Bosc, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Pierre Chaurmié. Renvoi de la délibération à une séance ultérieure [15 décembre], p. 784. — 1^{re} délibération. Observation de M. Jean Bosc, *Rapporteur*. Renvoi de la délibération à une séance ultérieure [22 décembre], p. 803.

ECORCES A TAN. — Voir DOUANES, 26.

EGYPTE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 23.

ELECTION DES DEPUTES.

1 — **Eligibilité des candidats.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Boret tendant à compléter les règles d'éligibilité des candidats aux élections législatives. Renvoi à la Commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, n° 390 [8 décembre], p. 762.

2 — **Représentation proportionnelle.** — Dépôt d'une proposition de loi par M. Jean Odin sur la réforme électorale, tendant à réaliser la représentation proportionnelle. Renvoi à la Commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, n° 391 [8 décembre], p. 762.

ELECTIONS. — M. Léon Perrier dépose un rapport sur l'élection sénatoriale du 5 septembre 1937 dans le département de la Corse, n° 6 [21 janvier], p. 19. Admission de M. Musso [25 janvier], p. 27. — M. Leblanc dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Isère. Admission de M. GUYONNET [17 février], p. 163. — M. Hamelin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Loire. Admission de M. PINAY [1^{er} avril], p. 453. — M. Camboulives dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Charente-Inférieure. Admission de M. MAURICE PALMADE [12 avril], p. 544. — M. Dormann dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Seine. Admission de M. VICTOR CONSTANT. — M. Pernot dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Côtes-du-Nord. Admission de M. BERTHET. — M. Lissar dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Garonne. Admission de M. AZÉMAR [2 juin], p. 594, 595. — M. Brom dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Garonne. Admission de M. BÉLUEL [8 décembre], p. 762. — M. Converset dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Loire. Admission de M. ANTIER (Joseph) [13 décembre], p. 776. — M. Guyonnet dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Puy-de-Dôme. Admission de M. JACQUES BARDOUX [13 décembre], p. 779. — M. Monsservin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Hérault. Admission de M. PIERRE MASSE [13 décembre], p. 780.

ELECTRICITE. — Maximum des fonds que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 161). Montant maximum des annuités à allouer aux entreprises concessionnaires de forces hydrauliques ou de transport d'énergie électrique (art. 165). Répartition des dépenses du fonds d'amortissement des charges d'électrification (art. 115). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 12, 16.)

Voir DOUANES, 28.

ELECTRIFICATION DES VILLAGES. — Voir INTERPELLATIONS, 11.

ELECTRO-SEMAPHORES. — Voir MARINE MILITAIRE, 3.

ELEMENTS D'APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES. — Voir DOUANES, 19, 52.

ELEVAGE NATIONAL. — Voir INTERPELLATIONS, 9.

EMBALLAGES. — Proposition de loi de M. Jean Philip tendant à rendre obligatoire la consignation des emballages en brasserie et en eaux gazeuses. — Voir Table de 1937, p. 62. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938. (*J. O.* du 16 janvier, p. 707.)

EMPLOI DES FEMMES AUX TRAVAUX SOUTERRAINS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1.

EMPLOIS RESERVES

1 — **Travaux publics.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le tableau annexé à la loi du 30 janvier 1923, modifiée et complétée par la loi du 21 juillet 1928,

en ce qui concerne les emplois ressortissant à l'administration des travaux publics. Renvoi à la Commission de l'armée et pour avis, à la Commission des finances, n° 29 [3 février], p. 73. — M. Charles Meunier dépose le rapport n° 194 [24 mars], p. 366. — M. François Milan dépose l'avis n° 346 [16 juin], p. 648. — Demande de discussion immédiate [17 juin], p. 692. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre], p. 894.

2 — **Surveillants militaires du château du Haut-Kœnigsbourg.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à réserver les emplois de surveillants militaires et de surveillant portier du château du Haut-Kœnigsbourg aux bénéficiaires de la loi du 18 juillet 1924. Renvoi à la Commission de l'armée, n° 248 [7 avril], p. 497.

3 — **Ecole polytechnique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à substituer l'emploi d'adjoint au comptable du matériel de l'école polytechnique à celui de comptable du matériel de ladite école, dans le tableau A annexé à la loi du 30 janvier 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre ainsi qu'aux veuves et aux orphelins de guerre. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 434 [22 décembre], p. 802. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport n° 466 [30 décembre], p. 965.

4 — **Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier le mode de recrutement du chef surveillant des hommes de service de l'administration centrale de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 436 [22 décembre], p. 802.

Voir ALGÉRIE, 8.

EMPRUNTS COLONIAUX. — Voir COLONIES, 5.

EMPRUNTS ETRANGERS. — Proposition de loi de M. Joseph Caillaux tendant à interdire toute émission d'emprunt sur le marché français aux débiteurs étrangers qui sont en défaut pour paiement total ou partiel d'une dette financière antérieurement contractée. — Voir Table de 1937, p. 62. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 256 [7 avril], p. 497.

ENFANTS. — Voir COLONIES, 8. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 7, 8. — PROTECTION DE L'ENFANCE.

ENGRAIS COMPOSES. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 31 août 1937 tendant à réglementer la fabrication et le commerce des engrais composés. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 276 [13 avril], p. 551. — M. Neuville dépose le rapport n° 457 [28 décembre], p. 867. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 992.

ENLEVEMENT DE MINEURS (Article 355 du code pénal). — Voir COLONIES, 9.

ENREGISTREMENT. — Droits d'enregistrement des pièces relatives à la construction et à l'entretien des chemins ruraux (art. 11) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (Indemnité de logement des instituteurs). — Projet de

loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'abrogation du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'indemnité de logement des instituteurs exerçant dans les écoles annexées aux écoles normales d'instituteurs. — Voir Table de 1937, p. 62. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938 (*J. O.* du 20 janvier, p. 883).

Voir RÉOLUTIONS, 12.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIAL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'abrogation de la loi du 21 juin 1865 sur l'enseignement secondaire spécial. — Voir Table de 1937, p. 62. — Promulgation: Loi du 3 mars 1938 (*J. O.* du 5 mars, p. 2572).

ENSEIGNEMENTS DU 1^{er} ET DU 2^e DEGRE. — Voir INTERPELLATIONS, 24.

ENTREPRISES DE DISTRIBUTION D'EAU. — Voir EAU.

ENTRETIEN DES BORNES DE FRONTIERE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 22.

EQUATEUR. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5, 26.

EQUIPEMENT RURAL. — Autorisation d'engagement pour les études et les travaux d'équipement rural (art. 36) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

EQUIVALENCE DE DIPLOMES ETRANGERS AUX DIPLOMES FRANÇAIS. — Voir MÉDECINE, 3.

ESPAGNE (Evénements d'). — Voir INTERPELLATIONS, 7, 13.

ESSENCES. — Augmentation du fonds de réserve du service des essences (art. 44) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

Voir DOUANES, 78, 79.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS DES DEPARTEMENTS RECOUVRES. — Voir ASSURANCES SOCIALES.

ETALONS. — Augmentation des effectifs des étalons et baudets (art. 111) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 12).

ETRANGERS TRAVAILLANT EN FRANCE (Service militaire des). — Voir ARMÉE, 3.

EXPORTATIONS. — Voir DOUANES, 2 à 9.

— françaises dans les pays danubiens. — Voir INTERPELLATIONS, 10.

— d'or d'Indochine. — Voir DOUANES, 62.

EXPOSITION DE 1937. — Liquidation de l'Exposition de 1937 (art. 96). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11.)

Voir INTERPELLATIONS, 21. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 4.

EXPOSITION DE NEW-YORK 1939. — Voir CRÉDITS, 15.

EXPROPRIATION DES IMMEUBLES INSALUBRES. — Projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne l'expropriation des immeubles insalubres, les dispositions de l'article 18 *quater* de la loi du 15 février 1902, modifiée par la loi du 17 juin 1915 et le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux procédures spéciales d'expropriation. Voir Table de 1937, p. 63. — M. Louis Linnyer dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport n° 215 [31 mars], p. 424.

F

FAILLITE. — Voir COLONIES, 4.

FAMILLES NOMBREUSES. — Voir RÉSOLUTIONS, 14.

FARINE DE FROMENT. — Voir DOUANES, 49.

FEMMES. — Voir ALLOCATIONS FAMILIALES. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1, 2. — MARIAGE. — NATIONALITÉ.

FER-BLANC. — Voir DOUANES, 84.

FICELLES. — Voir DOUANES, 24.

FIÈVRE APHTEUSE. — Voir INTERPELLATIONS, 9.

FILES DE COTON. — Voir DOUANES, 41.

FILMS

— **cinématographiques.** — Voir DOUANES, 40.

— **photographiques.** — Voir DOUANES, 31.

FILOUTERIES ALIMENTAIRES. — Voir CODE PÉNAL, 1. — COLONIES, 10.

FILS

— **de coton.** — Voir DOUANES, 24.

— **de bourrette de soie.** — Voir DOUANES, 74.

FONCTIONNAIRES. — Répartition des crédits ouverts au budget des finances en vue de l'attribution aux personnels civils en activité ou en retraite des administrations de l'Etat d'allocations exceptionnelles temporaires de cherté de vie et pour le rajustement des indemnités représentatives de frais de fonctionnaires (art. 60). Régime des pensions applicables aux fonctionnaires ayant servi successivement l'Etat ou une collectivité locale (art. 72). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9.)

— Voir INTERPELLATIONS, 5. — PENSIONS, 5. — PORT D'ARMES.

FONDS COMMUNS. — Répartition des fonds communs des contributions indirectes et de la taxe à la production (art. 78). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10.)

FONDS DE PREVOYANCE. — Voir AÉRONAUTIQUE.

FONDS DE SUBVENTION (Exercice 1937). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (Exercice 1937). — Voir Table de 1937, p. 61. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1938 (*J. O.* du 16 janvier, p. 707).

FONTENAY-EN-PARISIS (Seine-et-Oise). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher à la commune de Goussainville (canton de Gonesse), une partie du territoire de la commune de Fontenay-en-Parisis (canton d'Ecouen), département de Seine-et-Oise. Renvoi à la Commission de l'Administration, n° 204 [29 mars], p. 404.

FORCES EXPÉDITIONNAIRES AMÉRICAINES. — Voir CRÉDITS, 10.

FORETS. — Voir ALGÉRIE, 6. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 20. — CRÉDITS, 14.

FOURCHES ET CROCS. — Voir DOUANES, 10, 77.

FRANÇAISES MARIÉES A DES ÉTRANGERS. — Voir NATIONALITÉ.

FRAUDE (Vente des objets en écaille ou en ivoire). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à réprimer les fraudes dans la vente des objets en écaille et en ivoire. Renvoi à la Commission du commerce, n° 289 [31 mai], p. 567.

FRONTIÈRE (Bornes et marques de). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 22.

FRUITS. — Voir LÉGUMES.

— **oléagineux.** — Voir DOUANES, 16, 57, 61, 70.

FUTAILLES. — Voir DOUANES, 76.

G

GAMBETTA (Centenaire de). — Voir CRÉDITS, 16.

GARANTIES DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE. — Voir COLONIES, 7.

GENS DE MAISON. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11, 13.

GERANTS DE SOCIÉTÉS. — Voir COLONIES, 4.

GOUSSAINVILLE (Seine-et-Oise). — Voir FONTENAY-EN-PARISIS.

GRAINES OLEAGINEUSES. — Voir DOUANES, 16, 57, 61, 70.

GRAISSES

— **animales.** — Voir DOUANES, 1.

— **de poisson.** — Voir DOUANES, 61.

GRANDE-BRETAGNE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6, 18. — CRÉDITS, 13.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGIION D'HONNEUR. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 4.

GRANDS TRAVAUX. — Autorisation de report d'autorisation d'engagement (art. 40). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

— Voir CHÔMAGE. — INTERPELLATIONS, 41.

GRECE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 15.

GRELE. — Voir RÉSOLUTIONS, 8.

GUADELOUPE. — Voir COLONIES, 4 à 10. — DOUANES, 44 à 48.

GUYANE. — Voir COLONIES, 5. — DOUANES, 49.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ

1 — Dépôt d'une proposition de loi de MM. François-Saint-Maur et Lefas tendant à la modification de l'article 58 de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété. Renvoi à la Commission de l'Hygiène, n° 88 [17 février], p. 162.

2 — Attribution d'avances nouvelles aux organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier (art. 104) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

HAÏTI. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

HOPITAUX. — Voir ASSURANCES SOCIALES.

HOTELS (Affichage des prix). — Voir ALGÉRIE, 9.

HUILES. — Voir DOUANES, 60, 73.

I

IMMEUBLES DIVISÉS PAR APPARTEMENTS. — Voir COPROPRIÉTÉ DES IMMEUBLES.

IMMEUBLES INSALUBRES. — Voir EXPROPRIATION.

IMPORTATIONS. — Voir DOUANES, 2 à 9, 37, 38, 41.

IMPÔTS. — Autorisation de perception (art. 2). Suppression du droit, pour le Gouvernement, de modifier par décret le taux des impôts (art. 3). Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et taxe à la production. Extension du régime du forfait (art. 4). Majoration de l'impôt général sur le revenu (art. 7). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 4, 5).

— Voir CODE DES IMPÔTS DIRECTS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Augmentation du fonds de roulement de l'imprimerie nationale (art. 43). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

INCIDENT. — Propos prêté à M. Daniel-Vincent [5 mars], p. 324.

INCIDENT DE PONTIVY. — Voir QUESTION ORALE.

INCORPORATION DES ÉTRANGERS TRAVAILLANT EN FRANCE. — Voir ARMÉE, 3.

INDEMNITÉ AUX MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE. — Voir CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE.

INDEMNITÉ LÉGISLATIVE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à affecter l'indemnité législative fixée par la loi du 23 novembre 1906 d'un coefficient tenant compte de l'élévation du coût de la vie. Renvoi à la Commission de comptabilité, n° 23. — M. René Héry dépose le rapport n° 24. — Demande de discussion immédiate. Discussion. Lecture du rapport, par M. René Héry. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 février], p. 72, 73, 85. — Promulgation: Loi du 4 février 1938 (*J. O.* du 5 février, p. 1466).

INDICATION D'ORIGINE DE PRODUITS ÉTRANGERS. — Voir DOUANES, 82, 91.

INDIGÈNES

— **du Togo et du Cameroun.** — Voir COLONIES, 11.

— **musulmans.** — Voir ALGÉRIE, 5, 6.

INDOCHINE. — Voir COLONIES, 3. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 25. — DOUANES, 50 à 66.

INSCRIPTION MARITIME. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés.

tés, tendant à fixer la limite de l'inscription maritime dans les eaux maritimes des estuaires, fleuves, rivières et canaux fréquentés par les navires de mer. — Voir Table de 1937, p. 65. — M. Bringer dépose, au nom de la Commission des travaux publics, un 2^e avis, n^o 251 [7 avril], p. 498.

INSTITUTEURS. — Accession à la classe supérieure à l'ancienneté (art. 91) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

INSTRUMENTS

— de dessin. — Voir DOUANES, 14.

— de musique. — Voir DOUANES, 3, 12.

INTERDICTION. — Voir TUTELLE.

INTERNATS. — Nomination de certains agents spéciaux chargés de la gestion d'internats (art. 90) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

INTERPELLATIONS

1 — **Exercice de la pharmacie.** — Interpellation de M. Emile Vincent: 1^o sur les graves difficultés qui vont résulter pour l'exercice de la pharmacie de l'application du décret du 9 novembre 1937 et de l'arrêté du 18 novembre 1937 sur le commerce des substances vénéneuses; 2^o sur les charges qui vont découler de ces dispositions nouvelles pour les malades, pour les budgets d'assistance et sur les répercussions sérieuses qu'elles peuvent avoir sur une de nos plus importantes industries d'exportation. — Voir Table de 1937, p. 68. — Reprise de l'interpellation [21 janvier], p. 18.

2 — **Allocations familiales agricoles.** — Demande d'interpellation de M. François-Saint-Maur à M. le Ministre de l'Agriculture sur les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour un meilleur agencement des allocations familiales agricoles. Jonction de l'interpellation à celle de M. Georges Pernot [25 janvier], p. 26. — Pour la discussion, voir INTERPELLATIONS, 4.

3 — **Caisse de crédit aux départements.** — Demande d'interpellation de M. Paul Laffont à M. le Ministre de l'Intérieur sur les mesures qu'il compte prendre pour doter d'extrême urgence la caisse de crédit aux départements et aux communes de ressources permanentes lui permettant de remplir le rôle qui lui a été assigné par la loi. Fixation ultérieure de la date de discussion [25 janvier], p. 29. — Retrait, après observations de MM. Paul Laffont et Albert Sarraut, Ministre de l'Intérieur, de l'interpellation [8 février], p. 92.

4 — **Situation démographique — Dénatalité.** — Interpellation de M. Georges Pernot à M. le président du conseil sur la situation démographique révélée par les dernières statistiques du mouvement de la population et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour conjurer la crise de dénatalité qui met en péril les intérêts vitaux de la nation. — Voir Table de 1937, p. 68. — Reprise de l'interpellation et fixation au mardi 8 février de la discussion [25 janvier], p. 26. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement: MM. Georges Pernot, François-Saint-Maur, Jean Bosc, Marc Rucart, *ministre de la santé publique*; Edouard Néron. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [8 février], p. 93. 103. — Suite de la discussion. MM. Veyssièrre, Cassez, Harent, Louis Linyer. Renvoi de la suite de la discussion à une

séance ultérieure [10 février], p. 143. — Suite de la discussion. MM. Sigrist, Raymond Martin, Chapsal, *ministre de l'agriculture*; François-Saint-Maur, Veyssièrre, Pierre Chaumié, Paul Bachelet. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [15 février], p. 149.

5 — **Détachement irrégulier de membres de l'administration préfectorale dans les ministères.** — Demande d'interpellation de M. Babaud-Lacroze à M. le ministre de l'Intérieur sur le détachement irrégulier de membres de l'administration préfectorale dans les cabinets ministériels, notamment au ministère de l'Air, au ministère de la marine marchande et au sous-secrétariat d'Etat à la présidence du conseil. Fixation ultérieure de la date de discussion [3 février], p. 73. — Fixation au jeudi 17 février de la discussion [10 février], p. 113. — Discussion. MM. Babaud-Lacroze, Albert Mahieu, le comte de Leusse, Albert Sarraut, *Ministre de l'Intérieur* [17 février], p. 163.

6 — **Occupation d'usines à Chelles et Ivry.** — Demande d'interpellation de M. Lémery au Gouvernement sur l'occupation des usines Ferrand-Renaud, à Chelles et Ivry, et sur le refus par le pouvoir exécutif d'assurer l'exécution des décisions de justice. — Fixation au jeudi 10 mars de la discussion [25 février], p. 183, 187. — Reprise de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [22 mars], p. 358. — Fixation au mardi 5 avril de la discussion [25 mars], p. 390. — Ajournement de la discussion [5 avril], p. 473. — Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Henry Lémery. Ajournement de la discussion de l'interpellation [7 avril], p. 498.

7 — Politique du Gouvernement à l'égard des événements d'Espagne.

1^o Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le ministre des affaires étrangères sur la politique du Gouvernement à l'égard des événements d'Espagne et, en particulier, sur le point de savoir s'il compte demeurer fidèle à la politique dite de non-intervention, excluant notamment toute livraison de matériel de guerre et d'aviation. Observations de MM. Charles Reibel et Albert Sarraut, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de discussion [29 mars], p. 404.

2^o Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le Ministre des affaires étrangères sur l'attitude de la France à l'égard du drame d'Espagne et sur le point de savoir si, fidèle à la politique de non-intervention dont elle a elle-même pris l'initiative, elle ne fait ou ne laisse passer par sa frontière pyrénéenne, à destination de l'Espagne gouvernementale ou de l'Espagne nationaliste, aucune arme, aucune munition, aucun avion. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 juin], p. 648.

3^o Demande d'interpellation de M. Marcel Cachin sur l'attitude du Gouvernement et celle de ses nouveaux alliés du pacte à quatre dans la guerre de défense héroïque que mènent depuis vingt-sept mois les admirables républicains du front populaire contre les rebelles espagnols unis aux fascistes italiens et allemands. Fixation ultérieure de la date de la discussion [4 octobre], p. 728. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

8 — **Fonctionnement de l'office du blé.** — Demande d'interpellation de M. Borgeot à M. le Ministre de l'Agriculture sur le

fonctionnement de l'office du blé et en particulier sur les dispositions que compte prendre le Gouvernement dans le cas où la récolte prochaine serait excédentaire. Fixation ultérieure de la date de la discussion [13 avril], p. 550. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Borgeot, Louis Louis-Dreyfus, Guérin, Hachette, Maurice Violette, Patizel, MM. Borgeot, Queuille, *Ministre de l'agriculture*; Harent, Lefas [9 juin], p. 609, 617.

9 — Crise de l'élevage. — Fièvre aphteuse.

1^o Demande d'interpellation de M. Beaumont à M. le Ministre de l'Agriculture sur la crise très grave que subit notre troupeau national du fait de la fièvre aphteuse, de la gelée, de la sécheresse et sur le manque d'organisation de l'élevage et du commerce de nos animaux. Observations de M. Beaumont. Fixation ultérieure de la date de la discussion [31 mai], p. 568. — Ajournement de la discussion [9 juin], p. 620. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Beaumont, Abel Lefèvre, Paul Laffont, Jean Bosc, Jacques Benoist, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Ordre du jour de MM. Beaumont, Marcel Donon, Albert Peyronnet, Abel Lefèvre et Neuville [10 juin], p. 624.

2^o Demande d'interpellation de M. Beaumont à M. le Ministre de l'Agriculture sur les moyens nettement insuffisants mis à la disposition des éleveurs pour lutter contre les maladies des animaux, et plus spécialement contre la fièvre aphteuse qui a infligé des pertes désastreuses à notre élevage national [8 décembre], p. 761.

10 — **Exportation française dans les pays danubiens.** — Demande d'interpellation de M. Jean Bosc à M. le ministre du Commerce sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre à l'exportation française, dans les pays danubiens, de reprendre la place qu'elle y occupait jusqu'à ces dernières années. Fixation ultérieure de la date de la discussion [31 mai], p. 568.

11 — **Crédits pour grands travaux ruraux.** — Demande d'interpellation de M. Victor Judet à M. le président du conseil sur la répartition des crédits fort opportunément prévus par le Gouvernement pour les grands travaux et la nécessité d'affecter à nos campagnes les sommes nécessaires pour les constructions et réparations des maisons scolaires rurales, pour donner satisfaction à tous nos villages qui ne sont pas encore desservis par des routes, pour pourvoir à l'électrification de tous ceux qui ne jouissent pas encore de ce bienfait, pour faire face aux projets d'adduction d'eau en attente de subvention, en un mot pour maintenir à notre pays de France sa structure paysanne. Observations de M. Victor Judet. Fixation ultérieure de la date de discussion [31 mai], p. 580. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Judet, Queuille, *Ministre de l'agriculture* [10 juin], p. 632.

12 — **Coordination du rail et de la route.** — Demande d'interpellation de M. René Converset à M. le Ministre des travaux publics: 1^o Sur les raisons qui, en matière de coordination du rail et de la route, ont porté l'administration supérieure, malgré les termes précis du décret-loi du 31 août 1937, à déposséder les conseils généraux des attributions qui leur appartiennent de rédiger les cahiers de charges des services routiers appelés à remplacer les trains supprimés et de contrôler leur exploitation; 2^o sur l'insuffisance des mesures prévues au décret du 25 février 1938,

dans l'intérêt du public, en cas de défaillance des services routiers; 3° sur le refus d'envisager un partage des bénéfices des concessionnaires routiers avec l'Etat et les départements comme corollaire au monopole qui leur est conféré et à l'absence, pour eux, de tout aléa, puisque la Société nationale des chemins de fer français leur rembourse les déficits d'exploitation s'il s'en produit. Observations de M. Converset. Fixation ultérieure de la date de discussion [31 mai], p. 580.

13 — **Incidents de la frontière pyrénéenne.** — Demande d'interpellation de M. Paul Laffont sur les incidents de la frontière pyrénéenne et sur les risques qui en résultent pour le maintien de la paix. Fixation ultérieure de la date de discussion [14 juin], p. 640.

14 — **Commission d'enquête des postes, télégraphes, téléphones.** — Demande d'interpellation de MM. Babaud-Lacroze et Jean Philip à M. le Ministre des postes, télégraphes et téléphones sur les conclusions de la commission d'enquête, instituée au Sénat le 27 janvier 1937, sur les abus qui s'étaient produits dans l'administration des postes et les sanctions qu'ils comportent [4 octobre], p. 729. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

15 — **Décrets-lois.** — Demande d'interpellation de M. Manuel Fourcade à M. le Président du conseil sur les décrets-lois pris en vertu de la loi du 13 avril 1938 [4 octobre], p. 729. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

16 — **Achat de chevaux par le dépôt de remonte de Guingamp.** — Demande d'interpellation de M. Albert Thibault à M. le Président du conseil, Ministre de la défense nationale et de la guerre, sur les raisons qui ont pu l'empêcher de répondre à une lettre qu'il lui a adressée à la date du 12 juillet, dans laquelle il lui demandait de bien vouloir lui adresser la liste de tous les régiments d'artillerie et d'infanterie où ont été affectés depuis le début de 1938 les chevaux achetés par le dépôt de remonte de Guingamp, à seule fin qu'il puisse, en usant de son droit de parlementaire, inspecter et établir un rapport faisant ressortir les erreurs commises dans l'achat d'un certain nombre de chevaux au détriment du budget de la défense nationale [4 octobre], p. 729. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

17 — **Aviation militaire. — Production aéronautique.** — Demande d'interpellation de M. Maroselli à M. le Président du Conseil, Ministre de la défense nationale et de la guerre, sur l'état de notre aviation militaire en général et en particulier sur les mesures que le Ministre de l'air compte prendre pour remédier à l'insuffisance de notre production aéronautique [4 octobre], p. 729. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761. Ajournement de la fixation de la date de la discussion, au début de la session ordinaire de 1939 [13 décembre], p. 777.

18 — **Accord d'Alexandrette. — Politique avec la Turquie.** — Demande d'interpellation de M. Gautherot à M. le Ministre des affaires étrangères sur l'accord d'Alexandrette et l'ensemble de notre politique avec la Turquie. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

19 — **Commerce de détail.** — Demande d'interpellation de M. Victor Constant à M. le Ministre de l'économie nationale sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le salut du commerce de détail. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

20 — **Caisses d'épargne.** — Demande d'interpellation de M. André Lebert à M. le Ministre des finances sur les conditions dans lesquelles a été rendu le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif aux caisses d'épargne et sur les dispositions nouvelles que contient ce décret. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

21 — **Légion d'honneur. — Exposition de 1937.** — Demande d'interpellation de M. Jean Philip à M. le Ministre du commerce sur la manière dont a été préparée et établie la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur, à l'occasion de l'exposition de 1937. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

22 — **Politique économique et sociale du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Hachette à M. le Président du conseil, Ministre de la défense nationale et de la guerre, sur la politique économique et sociale du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

23 — **Politique coloniale du Gouvernement.** — Demande d'interpellation de M. Mario Roustan à M. le ministre des colonies sur la politique coloniale du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 761.

24 — **Enseignements du 1^{er} et du 2^e degré.** — Demande d'interpellation de M. Léon Bérard à M. le Ministre de l'éducation nationale sur l'organisation des enseignements dits du 1^{er} et du 2^e degré et sur les réformes qui ont été réalisées en cette matière par voie d'arrêtés et de décrets. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 décembre], p. 816.

IODE. — Voir DOUANES, 18. — **RÉSOLUTIONS,** 11.

ISOLACCIO (Corse). — Voir SAN-GAVINO-DI-FIUMORBO.

ITALIE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 22.

J

JUSTICE DE PAIX. — Création d'une justice de paix à Nice (art. 74) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

JURY CRIMINEL. — Voir ALGÉRIE, 4.

JUTE. — Voir DOUANES, 56, 72.

L

LAINES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à protéger la dénomination « laine ». Renvoi à la Commission du commerce, n° 290 [31 mai], p. 567.

LAPINS DE GARENNE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la

Chambre des députés, ayant pour objet la destruction des lapins de garenne. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 432 [22 décembre], p. 802.

LAVIT (Tarn-et-Garonne). — Voir BARDIGUES.

LEGIION D'HONNEUR. — Voir GRANDE CHANCELLERIE. — **INTERPELLATIONS,** 21. — **RÉCOMPENSES NATIONALES.**

LEGISLATION DU TRAVAIL. — Voir TRAVAIL.

LEGUMES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 31 août 1937 relatif à la standardisation des pommes de terre, des légumes et des fruits. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 344 [14 juin], p. 643.

Voir DOUANES, 15.

LIBERTE PROVISOIRE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odín tendant à assouplir et compléter les dispositions de l'article 116 du code d'instruction criminelle. Renvoi à la Commission de législation, n° 172 [17 mars], p. 351.

Voir COLONIES, 7.

LICENCES D'IMPORTATION. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importations de produits contingentés (art. 13) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

LIEGES. — Voir DOUANES, 17.

LILLE (Rattachement de terrains de la commune de Loos). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher à la commune de Lille (canton de Lille-Sud-Ouest, arrondissement de Lille) certaines parcelles de terrains appartenant à la commune de Loos (canton d'Haubourdin, arrondissement de Lille, département du Nord). Voir Table de 1937, p. 69. — M. Coucoureux dépose, au nom de la Commission d'administration générale, le rapport n° 133 [2 mars], p. 291. Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [22 mars], p. 359. — Promulgation: Loi du 29 avril 1938 (*J. O.* du 3 mai, p. 4947).

LIMONADES. — Voir DOUANES, 65.

LIN. — Encouragement à la culture du lin. — Prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 4 juillet 1931, 2 mars et 20 avril 1932 (art. 106) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

LINGE DE TABLE. — Voir DOUANES, 30.

LINGERIE. — Voir DOUANES, 59.

LIVRES DE PROPAGANDE. — Voir DOUANES, 27.

LOI DU 5 AVRIL 1884. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE.

LOI DU 20 JUILLET 1895. — Voir CAISSES D'ÉPARGNE.

LOI DU 9 AVRIL 1898. — Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL.

LOI DU 17 MARS 1905. — Voir SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE.

LOI DU 5 DECEMBRE 1922. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

LOI DU 30 JANVIER 1923. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS.

LOI DU 14 AVRIL 1924. — Voir PENSIONS, 4, 7.

LOI DU 10 AOUT 1927. — Voir CODE DU TRAVAIL, 5. — NATURALISATION, 2.

LOI DU 31 MARS 1928. — Voir ARMÉE, 1 à 4.

LOI DU 11 AVRIL 1935. — Voir ARMÉE DE L'AIR.

LOI DU 31 DÉCEMBRE 1936 (Réforme fiscale). — Voir DOUANES, 21.

LOI MUNICIPALE. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE.

LOOS (Commune de). — Voir LILLE.

LOTÉRIE DES RÉGIONS LIBÉRÉES. — Dépôt d'un projet de loi portant modification du décret-loi du 31 août 1937 relatif à la reconduction de la loterie des régions libérées. Renvoi à la Commission des finances, n° 63 [10 février], p. 130. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 115 [25 février], p. 183. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 mars], p. 317.

LOYERS ET FERMAGES

1 — **Locaux d'habitation.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier ou à compléter certaines dispositions de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation. Voir Table de 1937, p. 70. — *Erratum*: J. O. du 22 janvier 1938, p. 1010.

2 — Baux à ferme.

1^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à abroger: 1^o le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme; 2^o le décret du 16 juillet 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant des intérêts des dettes hypothécaires; 3^o le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 de certaines créances privilégiées. Renvoi à la Commission de législation, n° 34 [3 février], p. 74. — M. Coucoureux dépose le rapport n° 94 [17 février], p. 162. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture, des conclusions du rapport ci-dessus [25 février], p. 182. — M. Coucoureux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport supplémentaire n° 216 [31 mars], p. 424. — M. Borgeot dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, n° 250 [7 avril], p. 498. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Georges Pernot et Paul Reynaud, *Garde des sceaux, ministre de la justice*. Ajournement *sine die* de la délibération [2 juin], p. 595.

2^o Dépôt d'une proposition de loi de MM. Veyssièrre, Robert Thoumyre, Lavoinnie, Thureau-Dangin et René Coty tendant à modifier les articles 1763, 1766 et 1769 du code civil (régime des baux à ferme). Renvoi à la Commission de législation, n° 206 [29 mars], p. 414. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [1^{er} avril], p. 453.

3 — **Loyers arriérés.** — Proposition de loi de M. Jean Odin tendant à accorder aux locataires des délais de libération des loyers arriérés. Voir Table de 1937, p. 69. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom

de la Commission de législation, le rapport n° 99 [22 février], p. 171. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 mars], p. 434.

4 — Baux d'immeubles ou locaux à usage commercial ou industriel. — Propriété commerciale.

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet la révision générale de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Voir Table de 1937, p. 70. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 178 (Urgence déclarée) [17 mars], p. 351. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission du commerce, par M. Caillier, n° 199. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur de la Commission de législation*; Marc Rucart, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*. Article unique (modifications des art. 2, 3, 4, 5, 8, 13 et 17 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937): Adoption du 1^{er} alinéa. Art. 2: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Observations de M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption de l'article 2. Art. 3: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Pierre Chaumié, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; André Lebert. Rejet. Adoption de l'article 3. Art. 4: Adoption. Art. 5: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Auguste Mounié, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Gasnier-Duparc. Rejet. Adoption de l'article 5. Art. 8: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Art. 13: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 13. Art. 17: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Rejet. Adoption de l'article 17. Amendement de M. Gasnier-Duparc: MM. Gasnier-Duparc, de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Paul Fleuret. Retrait. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, de Courtois, *Président de la Commission de législation*, Manuel Fourcau, Marc Rucart, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*; Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [25 mars], p. 390.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger la loi du 31 décembre 1931 relative aux loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce, n° 212. Demande de discussion immédiate. M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport n° 219. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Article unique. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Amendement de M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'article unique du projet de loi. Rejet de l'amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Modification du libellé de l'intitulé

du projet de loi. Observation de M. Marc Rucart, *Garde des sceaux, ministre de la justice*. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à relever de certaines forclusions les propriétaires et les locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel.* » [31 mars], p. 424, 432. — Promulgation: Loi du 31 mars 1938: (J. O. du 1^{er} avril, p. 3834.)

M

MACHINES

— à coudre. — Voir DOUANES, 75.

— outils. — Voir DOUANES, 68.

MADAGASCAR. — Voir DOUANES, 67 à 74.

MAGASINS A COMMERCES MULTIPLES.

Proposition de loi tendant à interdire la création et le développement des magasins à commerces multiples. Voir Table de 1937, p. 71. — M. Caillier dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport n° 282 [13 avril], p. 554. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation, des conclusions du rapport ci-dessus [20 décembre], p. 799.

MAGASINS A PRIX UNIQUES.

Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de proroger la loi du 31 mars 1937 interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix uniques. Renvoi à la Commission du commerce, n° 198 [24 mars], p. 386. — Demande de discussion immédiate. M. Caillier dépose et lit le rapport n° 209. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Pierre Cot, *Ministre du commerce*; Caillier, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 mars], p. 404, 414. — Promulgation: Loi du 30 mars 1938. (J. O. du 31 mars, p. 3786.)

MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE. — Voir RÉOLUTIONS, 6.

MAIRES. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 1.

MAIS EN GRAINS. — Voir DOUANES, 44.

MAISONS DE SANTE. — Voir ASSURANCES SOCIALES.

MAISONS SCOLAIRES RURALES. — Voir INTERPELLATIONS, 11.

MAITRES ARTISANS. — Voir ARTISANAT.

MALADIES PROFESSIONNELLES. — Voir COMMISSION SUPÉRIEURE.

MALTS. — Voir DOUANES, 17.

MARCHANDAGE POUR TRAVAUX DE VENDANGES. — Voir VENDANGES.

MARCHANDISES ÉTRANGÈRES. — Voir DOUANES, 4, 89.

MARCHÉS. — Budget de la guerre. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 134). — Budget de la marine. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 142). Budget de l'air. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 154) (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 14, 16).

MARCHES DU MINISTÈRE DE L'AIR. — Dépôt de l'état sommaire des marchés de 150.000 fr. et au-dessus passés par le ministère de l'air au cours de l'année 1936 [25 janvier], p. 26.

MARCHES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Dépôt de l'état sommaire des marchés de 150.000 fr. et au-dessus passés par le département de la guerre au cours de l'exercice 1937 [31 mai], p. 567.

MARIAGE.

1 — Projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée. Voir Table de 1937, p. 46. — Promulgation: Loi du 18 février 1938. (*J. O.* du 19 février, p. 2058.)

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 164 du code civil relatif aux prohibitions du mariage. Voir Table de 1936, p. 64. — M. Gasnier-Duparc dépose le rapport n° 37 [3 février], p. 73. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [25 février], p. 187. — Promulgation: Loi du 10 mars 1933 (*J. O.* du 11 mars, p. 2850).

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du code civil. Renvoi à la Commission de législation, n° 437 [22 décembre], p. 802.

MARINE MARCHANDE

1 — **Arrêt inconsidéré des paquebots.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rio tendant à empêcher l'arrêt inconsidéré de nos paquebots et à sanctionner la montée à bord de personnes étrangères au navire. Renvoi à la Commission de la marine n° 402 [13 décembre], p. 776.

2 — **Capitaine côtier.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à remplacer le titre de « patron au hornage breveté » par celui de « capitaine côtier ». Voir Table de 1936, p. 94. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission des finances n° 449 [22 décembre], p. 803. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Roux-Freissineng, Rapporteur. Articles 1^{er} et 2. Adoption. Article additionnel 3, proposé par M. Hachette. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 décembre], p. 837.

Voir INSCRIPTION MARITIME. — RÉSOLUTIONS, 1, 3.

MARINE MILITAIRE

1 — **Solde de campagne.** — **Croisière d'Espagne.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer la solde de campagne au personnel des bâtiments affectés à la croisière d'Espagne. Voir Table de 1937, p. 71. — Promulgation: Loi du 12 janvier 1938 (*J. O.* du 8 février, p. 1539).

2 — **Organisation des corps d'officiers de l'armée de mer.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, n° 12 [27 janvier], p. 36. — M. Martin-Binachon dépose le rapport n° 20 [1^{er} février], p. 40. — M. Farjon dépose l'avis n° 93 [17 février], p. 162. — 1^{re} délibération. Désignation de commis-

saires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [22 février], p. 172. — Promulgation: Loi du 2 mars 1938 (*J. O.* du 4 mars, p. 2522).

3 — **Postes électro-sémaphoriques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification du tableau annexe de la loi du 18 juillet 1895, modifiée le 27 mai 1933, concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. Voir Table de 1937, p. 71. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 juin], p. 649. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1938 (*J. O.* du 24 juillet, p. 8818).

4 — **Loi de finances.** — Augmentation des effectifs des ingénieurs de l'artillerie navale (art. 88). Bénéfice d'études préliminaires aux officiers du commissariat passés dans d'autres corps (art. 89). Fixation de l'effectif des officiers de marine (art. 137). Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers mariniers (art. 138). Fixation de l'effectif du personnel technique des services des constructions navales et de l'artillerie navale (art. 139). Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime (art. 140). Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1940, les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1939 dans les constructions prévues par les programmes navals (art. 141). Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (art. 143). Etat des constructions neuves de la marine (art. 144). Aéronautique navale. Autorisations d'engagement (art. 145). Autorisation d'engagements pour la construction de parcs à combustibles liquides et à huiles de graissage (art. 146). Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du ministère de la marine au ministère de l'air (art. 147). Transfert de crédits du ministère de la marine militaire au ministère des affaires étrangères (art. 148). (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 4^{er} janvier 1939, p. 10, 11, 14, 15.)

MAROC. — Régime des avances consenties à l'empire chérifien (art. 85) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 10).

MARTINIQUE. — Voir COLONIES, 4 à 10. — DOUANES, 75 à 79.

MATERNITE. — Voir PROTECTION DE L'ENFANCE, 1.

MATIÈRES GRASSES. — Voir DOUANES, 16, 43.

MAUVES (Ardèche). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher à la commune de Mauves (département de l'Ardèche), la section dite des Pierrelles appartenant actuellement à la commune de la Roche-de-Glun (département de la Drôme). Voir Table de 1937, p. 72. — M. Serlin dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport n° 92 [17 février], p. 162. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 256. — Promulgation: Loi du 26 mars 1938 (*J. O.* des 28 et 29 mars, p. 3691).

MEDAILLE MILITAIRE. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 5.

MEDECINE.

1. — **Nomination de médecins dans les sanatoriums.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier les dispositions de la loi du 7 septembre 1919 et du décret-loi du 30 octobre 1935, relatives aux conditions de nomination des médecins dans les sanatoriums. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 103 [22 février], p. 171. — M. Gaudou dépose le rapport n° 177 [17 mars], p. 351. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} avril], p. 453. — Promulgation: Loi du 15 avril 1938 (*J. O.* du 17 avril, p. 4554).

2. — **Libellé du diplôme de docteur en médecine.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier et d'un certain nombre de ses collègues relative à l'adjonction de mentions de spécialités au diplôme de docteur en médecine. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 134 [2 mars], p. 284.

3. — **Equivalence de diplômes étrangers.** — Proposition de loi de M. Brogly tendant à étendre le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1935 aux jeunes Français dont les parents résidaient à l'étranger, et qui justifieraient de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes français. Voir Table de 1937, p. 72. — M. Raymond Martin dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport n° 348 [16 juin], p. 648. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Raymond Martin, rapporteur. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 décembre], p. 792.

MINISTÈRE DU 22 JUIN 1937 (3^e cabinet Camille Chautemps). — Démissionnaire le 14 janvier 1938.

MINISTÈRE DU 18 JANVIER 1938 (4^e Cabinet Camille Chautemps).

Présidence du Conseil: M. CAMILLE CHAUTEMPS, Sénateur.

Vice-Présidence du Conseil, Défense nationale et Guerre: M. EDOUARD DALADIER, Député.

Ministres d'Etat: M. GEORGES BONNET, Député (chargé de coordonner l'action économique et financière du Gouvernement); M. L.-O. FROSSARD, Député (chargé des services de la Présidence du Conseil).

Justice: M. CAMPINCHI, Député.

Affaires étrangères: M. YVON DELBOS, Député.

Intérieur: M. ALBERT SARRAUT, Sénateur (chargé d'assurer la coordination des services de l'Afrique du Nord).

Finances: M. MARCHANDEAU, Député.

Marine militaire: M. WILLIAM BERTRAND, Député.

Air: M. GUY LA CHAMBRE, Député.

Education nationale: M. JEAN ZAY, Député.

Travaux publics: M. QUEUILLE, Sénateur.

Commerce: M. PIERRE COT, Député.

Agriculture: M. CHAPSAL, Sénateur.

Travail: M. RAMADIER, Député.

Colonies: M. STEEG, Sénateur.

Pensions: M. LASSALLE, Député.

Santé publique: M. RUCART, Député.

Postes, Télégraphes et Téléphones: M. GENTIN, Député.

Marine marchande: M. ELBEL, Député.

SOUS-SECRETAIRES D'ÉTAT :

Présidence du Conseil : M. LAURENS, Député.

Présidence du Conseil : M. PHILIPPE SERRE, Député (services de l'émigration et des étrangers).

Affaires étrangères : M. DE TESSAN, Député.

Intérieur : M. AUBAUD, Député.

Finances : M. HYMANS, Député.

Marine militaire : M. DELOM-SORBÉ, Député.

Education physique : M. COURSON, Député.
Enseignement technique : M. JULIEN, Député.

Travaux publics : M. JAUBERT, Député.

Commerce : M. BIBIÉ, Député.

Agriculture : M. LIAUTEY, Député.

Colonies : M. MONNERVILLE, Député.

Travail : M. LAFAYE, Député. (*J. O.* du 19 janvier, p. 818).

— Cabinet démissionnaire le 10 mars 1938.

MINISTÈRE DU 13 MARS 1938 (2^e cabinet Léon Blum).

Présidence du Conseil et Trésor : M. LÉON BLUM, Député. — *Sous-Secrétaires d'Etat (Présidence du Conseil)* : ANDRÉ FÉVRIER, Député; FRANÇOIS DE TESSAN, Député. — *Sous-Secrétaire d'Etat (Trésor)* : M. PIERRE MENDES-FRANCE, Député.

Vice-Présidence du Conseil, Défense nationale et Guerre : M. EDOUARD DALADIER, Député.

Coordination des Services à la Présidence du Conseil : M. VINCENT AURIOL, Député.

Ministres d'Etat : M. T. STEEG, Sénateur; M. ALBERT SARRAUT, Sénateur (1); M. MAURICE VIOLLETTE, Sénateur; M. PAUL FAURE.

Affaires étrangères : M. PAUL-BONCOUR, Sénateur.

Colonies : M. MARIUS MOUTET, Député.

Propagande : M. L.-O. FROSSARD, Député.

Marine militaire : M. CÉSAR CAMPINCHI, Député. — *Sous-Secrétaire d'Etat* : M. FRANÇOIS BLANCO, Député.

Air : M. GUY LA CHAMBRE, Député.

Justice : M. MARC RUCART, Député.

Intérieur : M. MARX DORMOY, Député. — *Sous-Secrétaire d'Etat* : M. RAOUL AUBAUD, Député.

Education nationale : M. JEAN ZAY, Député; *Sous-Secrétaires d'Etat* : *Enseignement technique* : M. JULES JULIEN, Député; *Education physique, sports et loisirs* : M. LÉO LAGRANGE, Député; *Recherche scientifique* : M. JEAN PERRIN,

Budget : M. CHARLES SPINASSE, Député.

Pensions : M. ALBERT RIVIÈRE, Député.

Commerce : M. PIERRE COT, Député; *Sous-Secrétaire d'Etat* : M. GASTON MANENT, Député.

Agriculture : M. GEORGES MONNET, Député; *Sous-Secrétaire d'Etat* : M. ANDRÉ LIAUTEY, Député.

Travail : M. ALBERT SÉROL, Député; *Sous-Secrétaire d'Etat* : M. PHILIPPE SERRE, Député.

Santé publique : M. FERNAND GENTIN, Député.

Travaux publics : M. JULES MOCH, Député; *Sous-Secrétaire d'Etat (Marine marchande)* : M. HENRI TASSO, Député.

Postes, télégraphes et téléphones : M. JEAN LEBAS, Député (*J. O.* du 14 mars, p. 3049).

— Cabinet démissionnaire le 8 avril 1938.

(1) Chargé spécialement des affaires de l'Afrique du Nord.

MINISTÈRE DU 10 AVRIL 1938 (3^e cabinet Edouard Daladier).

Présidence du conseil, défense nationale et guerre : M. EDOUARD DALADIER, Député.

Vice-présidence du conseil, coordination des services de la présidence du conseil : M. CAMILLE CHAUTEMPS, Sénateur.

Economie nationale : M. RAYMOND PATENÔTRE, Député.

Intérieur : M. ALBERT SARRAUT, Sénateur.

Affaires étrangères : M. GEORGES BONNET, Député.

Finances : M. PAUL MARCHANDEAU, Député.

Justice : M. PAUL REYNAUD, Député.

Travaux publics : M. L.-O. FROSSARD, Député.

Travail : M. PAUL RAMADIER, Député.

Marine militaire : M. CÉSAR CAMPINCHI, Député.

Air : M. GUY LA CHAMBRE, Député.

Colonies : M. GEORGES MANDEL, Député.

Anciens combattants et pensionnés, M. CHAMPETIER DE RIBES, Sénateur.

Education nationale : M. JEAN ZAY, Député.

Commerce : M. FERNAND GENTIN, Député.

Agriculture : M. HENRI QUEUILLE, Sénateur.

Santé publique : M. MARC RUCART, Député.

Postes, télégraphes et téléphones : M. JULES JULIEN, Député.

Marine marchande : M. LOUIS DE CHAPPELLE, Député. — (*J. O.* du 11 avril, p. 4314).

— MM. ANATOLE DE MONZIE et CHARLES POMARET, députés, sont nommés respectivement *Ministres des travaux publics et du travail* en remplacement de MM. FROSSARD et RAMADIER, démissionnaires (*J. O.* du 24 août 1938, p. 10026). — M. PAUL MARCHANDEAU, député, est nommé *Garde des sceaux, Ministre de la justice*, en remplacement de M. PAUL REYNAUD, démissionnaire. — M. PAUL REYNAUD, député, est nommé *Ministre des finances* en remplacement de M. PAUL MARCHANDEAU, démissionnaire (*J. O.* du 2 novembre 1938, p. 12521).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — Maintien en détachement à l'administration centrale de l'agriculture d'un directeur des services agricoles et d'un professeur d'agriculture (art. 112) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 12).

MINISTÈRE DE L'AIR. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier des dépenses autorisées par le décret du 6 novembre 1936, pris en application de l'article 4 du décret du 25 juin 1934. Voir Table de 1937, p. 72. — Promulgation : Loi du 7 janvier 1938 (*J. O.* du 9 janvier, p. 458).

MINISTÈRE DES COLONIES. — Maximum des dépenses à effectuer aux colonies en 1939 sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 157). Nombre maximum des inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1939 (art. 158). Achats d'effets d'habillement effectués par le Ministre des colonies pour être cédés aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies (art. 159).

Autorisation d'engager pendant l'année 1939, en sus des crédits ouverts par la loi de finances, des dépenses en vue de l'équipement défensif des colonies (art. 160) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 16).

MINISTÈRE DES FINANCES. — Fixation du nombre des chargés d'études et agents des services extérieurs détachés à l'administration centrale. — Maintien du service des émissions (art. 67) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

MINISTÈRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — Enquête prescrite à la suite de l'interpellation de M. Jean Philip. Voir Table de 1937, p. 50 (*Commissions diverses*). — M. Paul Laffont dépose le rapport n° 277 [13 avril], p. 551.

Voir INTERPELLATIONS, 14. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 3.

MINISTÈRE DU TRAVAIL. — Modification de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1937 sur l'inspection du travail (art. 102) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS.

MONAÇO. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 28.

MONNAIES. — Fixation de la limite d'émission des monnaies d'argent et de nickel (art. 42) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

MONOPOLES ÉTRANGERS DE FAIT. — Voir ÉCONOMIE NATIONALE.

MONUMENTS

— à la gloire des forces américaines et du général Pershing. — Voir CRÉDITS, 10.

— franco-tchécoslovaque. — Voir CRÉDITS, 11.

MOTIONS D'ORDRE. — Renvoi à la Commission de l'hygiène, pour examen au fond du projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance (n° 4, année 1937), la Commission de législation restant saisie pour avis [8 février], p. 92. — Renvoi à la Commission de l'enseignement, pour examen au fond, de l'article 40 A disjoint le 31 décembre 1937 du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1939 et relatif à la création d'une commission chargée de donner son avis sur les acquisitions et les commandes d'œuvres d'art pour l'Etat, la Commission des finances restant saisie pour avis [12 avril], p. 543. — La Commission de l'agriculture demande une intervention dans la discussion de deux propositions de loi concernant les semences de plantes fourragères. Elle désire que la seconde de ces propositions soit discutée la première. Adoption [14 juin], p. 640.

MOTOCYCLETTES. — Encouragements aux propriétaires de motocyclettes avec side-car et aux militaires de carrière faisant l'acquisition de motocyclettes solos (art. 82) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10).

MUSULMANS D'ALGERIE. — Voir ALGÉRIE, 5, 6.

MUTILÉS DE GUERRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification et extension des dispositions de la loi du 22 mars 1935 sur le statut des grands mutilés de guerre. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, n° 221 [1^{er} avril], p. 452. — M. Rogé dépose le rapport n° 295 [2 juin], p. 594. — Retrait du projet de loi [27 décembre], p. 816.

N

NATION ARMÉE. — Voir DÉFENSE NATIONALE.

NATIONALITÉ (Françaises mariées à des étrangers). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Dumont et d'un certain nombre de ses collègues ayant pour objet la réintégration, dans la nationalité française, des femmes ayant perdu cette nationalité par suite de leur mariage avec un étranger. Renvoi à la Commission de législation, n° 130 [2 mars], p. 284. — M. Georges Pernot dépose le rapport n° 330 [10 juin], p. 637. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Georges Pernot. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [20 décembre], p. 798.

Voir ALGÉRIE, 5. — CODE DU TRAVAIL, 5.

NATURALISATION

1 — **Protégés et anciens protégés français.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la naturalisation des protégés et anciens protégés français. Voir Table de 1937, p. 74. — M. Maurice dépose un rapport, au nom de la Commission de législation, n° 242 [5 avril], p. 473.

2 — **Accession des naturalisés à certaines fonctions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à excepter de l'application de la loi du 19 juillet 1934 modifiant et complétant la loi du 10 août 1927 sur l'accession des naturalisés à certaines fonctions, les naturalisés originaires des pays de protectorat relevant du Ministère des affaires étrangères et du Ministère des colonies. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et à la Commission des colonies, n° 275 [13 avril], p. 551.

3 — **Indigènes du Togo et du Cameroun.** — Voir COLONIES, 11.

NEW-YORK (Exposition internationale de 1939). — Voir CRÉDITS, 15.

NOIX DE GRENOBLE. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Léon Perrier et Serlin sur la délimitation de la noix de Grenoble. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 5 [14 janvier], p. 15. — M. Neuville dépose un rapport n° 163 [10 mars], p. 347. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 avril], p. 473.

NORVEGE. — Voir DOUANES, 8.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Voir DOUANES, 80 à 86.

O

OBJETS EN ECAILLE ET EN IVOIRE. — Voir FRAUDE.

OCCUPATION D'USINES. — Voir INTERPELLATIONS, 6.

OCEANIE. — Voir DOUANES, 87, 88.

ŒUFS SECHES ET CONGÈLES. — Voir DOUANES, 38.

ŒUVRES D'ART ACQUISES PAR L'ÉTAT. — Voir COMMISSIONS DIVERSES.

ŒUVRES DE BIENFAISANCE. — Voir RÉOLUTIONS, 14.

OFFICE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES

1 — **Exercice 1935.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes de l'office national des combustibles liquides pour l'exercice 1935. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, n° 349 [16 juin], p. 647.

2 — **Exercice 1936.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes de l'office national des combustibles liquides pour l'exercice 1936. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, n° 350 [16 juin], p. 647.

OFFICE DES PÊCHES MARITIMES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation du compte administratif de l'office scientifique et technique des pêches maritimes pour l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, n° 400 [13 décembre], p. 776.

OFFICE DU BLÉ

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Bourdeaux tendant à modifier les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 9 du décret de codification du 23 novembre 1937, concernant l'office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 292 [31 mai], p. 568.

2 — Modification des taxes de rémunération (art. 114) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 12).

Voir INTERPELLATIONS, 8. — RÉOLUTIONS, 13.

OLEAGINEUX. — Voir DOUANES, 16, 43, 57, 61, 70.

OR (Exportations d'Indochine). — Voir DOUANES, 62.

ORGANISATION DE LA NATION POUR LE TEMPS DE GUERRE. — Voir DÉFENSE NATIONALE.

ORGANISATION DE LA PARTICIPATION FRANÇAISE A L'EXPOSITION DE NEW-YORK 1939. — Voir CRÉDITS, 15.

ORGANISATION MUNICIPALE

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 8 [21 janvier], p. 19. — M. Eugène Milliès-Lacroix dépose le rapport n° 95 [17 février], p. 162. — Discussion. Discussion générale: M. Eugène Milliès-Lacroix, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 décembre], p. 798. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1938 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 103).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier et compléter l'article 88 de la loi du 5 avril 1884 par l'insertion de dispositions nouvelles relatives à la stabilité des agents, employés et ouvriers municipaux. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 386 [8 décembre], p. 762.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE DANS LES PROFESSIONS AGRICOLES. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE.

OS BRUTS DE BÉTAIL. — Voir DOUANES, 9.

OUVRIERS A DOMICILE. Voir CODE DU TRAVAIL, 1, 4. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11, 13.

OUVRIERS MINEURS

1 — **Octroi de charbon aux délégués à la sécurité.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'octroi, par les compagnies minières, de charbon aux délégués mineurs à la sécurité. Renvoi à la Commission des mines, n° 87, [17 février], p. 162. — M. Beaumont dépose le rapport n° 211 [29 mars], p. 419. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [13 avril], p. 552. — Promulgation: Loi du 14 avril 1938 (*J. O.* du 21 avril, p. 4602).

2 — **Retraites.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, apportant diverses modifications au régime de retraites des ouvriers mineurs. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances, n° 223 [1^{er} avril], p. 452.

3 — **Reconstitution des régions dévastées.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder un nouveau délai de deux années aux bénéficiaires de la loi du 29 décembre 1933, relative aux ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances, n° 485 [31 décembre], p. 1031.

Voir CAISSE AUTONOME DES OUVRIERS MINEURS.

OUVRIERS POUSSIERS. — Voir VEUVES DES OUVRIERS POUSSIERS.

P

PAINS D'ÉPICES. — Voir DOUANES, 17.

PAPIER JOURNAL. — Fixation du contingent annuel des exportations de papier journal pouvant bénéficier des allocations forfaitaires (art. 55) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 11).

PARI MUTUEL. — Répartition du produit du pari mutuel et des jeux (art. 64 et 65). — Prorogation de la déduction sur le produit des jeux (art. 66) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

PARLEMENT. — Renseignements à fournir aux Chambres (art. 176) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 17).

Voir INDEMNITÉ LÉGISLATIVE.

PARTAGE D'ASCENDANT. — Proposition de loi de M. Yves Tanguy tendant à modifier les articles 860, 861, 922, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du code civil relatifs aux rapports et à la réduction dans les donations, à la rescision des partages d'ascendant et à la donation entre époux. Voir Table de 1937, p. 46. — Promulgation: Loi du 7 février 1938 (*J. O.* du 9 février, p. 1602).

PATENTE. — Voir CODE DES IMPÔTS DIRECTS.

PÂTES DE POISSONS. — Voir DOUANES, 55.

PATRON AU BORNAGE BREVETÉ. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

PEAUX. — Voir DOUANES, 26, 45, 85.

PECHES MARITIMES. — Voir OFFICE DES PÊCHES MARITIMES.

PELLETERIES. — Voir DOUANES, 20.

PENSIONS

1 — **Veuve de l'explorateur Savorgnan de Brazza.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder une pension viagère personnelle à la veuve de l'explorateur Savorgnan de Brazza, en reconnaissance de la conquête pacifique du Congo français. Voir Table de 1937, p. 75. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (J. O. du 7 janvier 1938, p. 355).

2 — **Veuve du gouverneur général Binger.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder une pension viagère personnelle à la veuve du gouverneur général Binger, en reconnaissance de la conquête pacifique de la Côte d'Ivoire. Voir Table de 1937, p. 75. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (J. O. du 7 janvier 1938, p. 355).

3 — **Taux forfaitaires.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la révision des taux forfaitaires des pensions régies par l'article 24 de la loi du 21 mars 1928. — Voir Table de 1937, p. 75. — Promulgation: Loi du 12 janvier 1938 (J. O. du 13 janvier, p. 586).

4 — **Veuves des maîtres ouvriers militaires retraités.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à assurer l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 aux veuves des maîtres ouvriers militaires retraités en vertu du décret du 25 juin 1934. Voir Table de 1937, p. 85 (Veuves). — M. Henri Laudier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis n° 18 [27 janvier], p. 36. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 février], p. 74. — Promulgation: Loi du 24 février 1938 (J. O. du 26 février, p. 2346).

5 — **Fonctionnaires des départements recouverts.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la validation en vue du droit à pension de services accomplis antérieurement à leur entrée dans les cadres, par certains fonctionnaires en exercice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'hygiène, et, pour avis, à la Commission des finances, n° 60 [10 février], p. 120. — M. Brom dépose le rapport n° 114 [25 février], p. 183. — M. J.-L. Dumesnil dépose l'avis n° 363 [16 juin], p. 658. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 décembre], p. 779.

6 — **Armées de terre et de mer.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter l'article 33 de la loi du 31 mars 1919 modifiée par les lois subséquentes, sur les pensions des armées de terre et de mer. Voir Table de 1937, p. 75. — M. des Rotours dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport n° 107 [22 février], p. 171. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 mars], p. 332. — Promulgation: Loi du 13 juin 1938 (J. O. du 14 juin, p. 6666).

7 — **Veuves des militaires de l'armée de l'air.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à étendre aux veuves des militaires de l'ar-

mée de l'air retraités en vertu du décret du 25 juin 1934, les dispositions du décret du 30 juin 1934 relatif à l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, n° 263 [7 avril], p. 512.

8 — **Pensions abusives.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de fixer les modalités d'application de la révision des pensions abusives. Voir Table de 1937, p. 75. — Retrait du projet de loi [27 décembre], p. 816.

9 — **Pensions des magistrats des tribunaux arbitraux mixtes (art. 76).** Octroi d'avantages compensateurs aux personnels militaires mis à la retraite d'office (art. 83). Prorogation des dispositions de l'article 6 du décret du 25 septembre 1936 (art. 92). Révision de pension en cas d'aggravation d'infirmités (art. 121) (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 9, 10, 11, 13).

PEROU. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

PERSHING (Monument au Général). — Voir CRÉDITS, 10.

PETITE PROPRIÉTÉ. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

PETROLE. — Voir DOUANES, 48, 73, 78.

PHARMACIE (Exercice de la). — Voir INTERPELLATIONS, 1.

PHOTOGRAVURE. — Voir DOUANES, 13, 54.

PIERRELLES (Drôme). — Voir MAUVES.

PLAN-DE-CUQUES (Bouches-du-Rhône). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schrameck, tendant à modifier la loi du 23 février 1937 érigeant en commune distincte la section de Plan-de-Cuques qui dépendait de la commune d'Allauch (Bouches-du-Rhône). Renvoi à la Commission de l'administration, n° 170 [17 mars], p. 351. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport n° 279 [13 avril], p. 552. — Adoption de la proposition de loi [13 décembre], p. 777.

PLANTES DE PÉPINIÈRE. — Voir DOUANES, 46.

POLICE. — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale (art. 129) (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 13). Voir CHASSE.

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

— **coloniale.** — Voir INTERPELLATIONS, 23.

— **économique et sociale.** — Voir INTERPELLATIONS, 22.

— **extérieure.** — Voir INTERPELLATIONS, 7, 13, 18.

POMMES DE TERRE. — Voir DOUANES, 81. — LÉGUMES.

PONTIVY (Incident de). — Voir QUESTION ORALE.

POPULATION CIVILE. — Voir DÉFENSE PASSIVE.

PORCS. — Voir DOUANES, 53.

PORT D'ARMES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser certaines catégories de fonctionnaires et agents publics à s'armer à raison de leurs fonctions. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 299 [9 juin], p. 606.

PORT RHENAN DE STRASBOURG. — Voir STRASBOURG.

POSTES ELECTRO-SEMAPHORIQUES. — Voir MARINE MILITAIRE 3.

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

— Modification des redevances versées par la caisse nationale d'épargne au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 47). Relèvement du maximum des mandats-retraite et fixation du tarif applicable aux envois de l'espèce (art. 48). Modification des dispositions relatives à la limitation des paiements sans mandatement préalable effectués par les comptables de l'administration des postes, télégraphes et téléphones (art. 51). Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones (art. 52). Autorisation d'engagement de dépenses afférentes à un nouveau programme de travaux (art. 53). Modification des règles relatives au fonds d'approvisionnement du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 54). Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1939 pour la couverture des dépenses de la deuxième section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 55) (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 8).

— Voir INTERPELLATIONS, 14. — MINISTÈRE DES POSTES. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 3.

POUDRES. — Autorisation d'engagement relative aux marchés intéressant la mobilisation industrielle (art. 45). Autorisation d'engagement de dépenses au titre de la deuxième section du budget annexe du service des poudres (art. 46) (Loi de finances du 31 décembre 1938, J. O. du 1^{er} janvier 1939, p. 8).

POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT

1 — **Défense nationale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour mettre la nation en état de faire face aux charges qui lui incombent et spécialement aux besoins de sa défense. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des douanes, n° 244 [7 avril], p. 497. — Demande de discussion immédiate. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 267. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Betoulle, Léon Blum, *Président du Conseil*, *Ministre du Trésor*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Observation de M. Léon Perrier. Rejet, au scrutin, du passage à la discussion des articles [8 avril], p. 528.

2 — **Redressement financier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant au redressement financier. Renvoi à la Commission des finances, n° 278. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 283. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Paul Marchandeu, *Ministre des finances*; Abel Lefèvre, Desjardins, Edouard Daladier, *Président du conseil*, *Ministre de la défense nationale et de la guerre*. Explications de vote: MM. Joseph Faure, Paul Bénazet. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [13 avril], p. 551, 555. — Promulgation: Loi du 13 avril 1938 (J. O. du 14 avril, p. 4426).

3 — Redressement économique et financier. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder au Gouvernement les pouvoirs pour réaliser le redressement immédiat de la situation économique et financière du pays. Renvoi à la Commission des finances, n° 380. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gandey dépose et lit le rapport n° 381. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Maurice Viollette, Paul Marchandeu, *Ministre des finances*; Edouard Daladier, *Président du conseil*, *Ministre de la défense nationale et de la guerre*. Article unique. Explications de vote: MM. François-Saint-Maur, Louis Linyer, Jean Jacquy, Mauger, Robert Thoumyre. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [4 octobre], p. 729, 730 et suiv. — Promulgation: Loi du 5 octobre 1938 (*J. O.* du 6 octobre, p. 11666).

PREFETS, SOUS-PREFETS, SECRETAIRES GENERAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la mise « hors cadres » des préfets, sous-préfets et secrétaires généraux. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'administration, n° 351 [16 juin], p. 647. — Demande de discussion immédiate. M. Bresseau dépose et lit le rapport n° 372. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 692, 714. — Promulgation: Loi du 24 juin 1938 (*J. O.* du 8 juillet p. 8026).

Voir INTERPELLATIONS, 5.

PREUVE TESTIMONIALE (Articles 1341 à 1345 du code civil). — Voir COLONIES, 2.

PRIX. — Voir ALGÉRIE, 9. — AUGMENTATION ILLÉGITIME DES PRIX.

PROCEDURES DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

PRODUCTION AERONAUTIQUE. — Voir INTERPELLATIONS, 17.

PRODUITS

— divers. — Voir DOUANES, 22.

— et dépouilles d'animaux. — Voir DOUANES, 83.

— naturels ou fabriqués d'origine étrangère. — Voir DOUANES, 42.

— pétroliers. — Voir DOUANES, 48.

— textiles. — Voir DOUANES, 35.

PRODUITS DESTINES A L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, tendant à réglementer le commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission du commerce, n° 300 (urgence déclarée) [9 juin], p. 606.

PROFESSEURS. — Amélioration des traitements de fin de carrière des professeurs du Collège de France et du Muséum d'histoire naturelle (art. 84). Titularisation de certains professeurs d'éducation physique (art. 93) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10, 11).

PROFESSIONS AGRICOLES. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE.

PROHIBITIONS AU MARIAGE. — Voir MARIAGE, 2.

PROHIBITIONS DE SORTIE. — Voir DOUANES, 5.

PROPRIETAIRES DE DEBITS DE BOISSONS. — Voir BOISSONS.

PROPRIETE COMMERCIALE. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 4.

PROPRIETE INDUSTRIELLE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 19.

PROTECTION

— de la population civile. — Voir DÉFENSE PASSIVE.

— de l'économie nationale. — Voir ECONOMIE NATIONALE.

— des enfants maltraités. — Voir COLONIES, 8.

PROTECTION DE L'ENFANCE

1 — Projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance. Voir Table de 1937, p. 78. Renvoi à la Commission de l'hygiène, pour examen au fond, la Commission de législation restant saisie pour avis [8 février], p. 92.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier et d'un certain nombre de ses collègues concernant la protection des enfants résidant d'une façon temporaire ou permanente en dehors du foyer familial et notamment la surveillance des colonies de vacances. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 193 [24 mars], p. 366.

PUBLICATIONS DE PROPAGANDE. — Voir DOUANES, 27.

Q

QUESTION ORALE. — Question posée par M. Rio à M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, relative à l'incident de Pontivy [20 décembre], p. 797.

QUESTION PREALABLE. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des douanes, sur: 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à augmenter les droits de douane sur certaines catégories de conserves de légumes (n° 381, année 1933); 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés tendant à transformer les droits de douane *ad valorem* applicables aux articles 634 *ter* A, en droits spécifiques (instruments de dessin) (n° 437, année 1934); 3° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux graisses animales, oléo-margarines, huiles et graisses de poisson, huiles fixes, graisses végétales alimentaires destinées à entrer dans la fabrication de l'acide oléique, de l'acide stéarique, des glycérides, des savons, des bougies, des margarines et graisses alimentaires (n° 602, année 1934); 4° la proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les réductions de droits de douane et de taxes de licences prises le 2 octobre 1936 (n° 274, année 1937) [8 février], p. 93. — Vote de la question préalable proposée par la Commission du commerce, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la situation au regard de la législation du travail des conducteurs de voitures publiques qui ne sont pas propriétaires de leur voiture (n° 204 et 228, année 1936) [22 mars], p. 358.

R

RADIODIFFUSION. — Exonération de la taxe sur les appareils récepteurs de radiodiffusion pour certaines catégories d'invalides (art. 49). Obligation faite au Gouvernement de déposer un projet de loi relatif au statut de la radiodiffusion (art. 50) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 8).

RADIOTELEGRAPHIE (Correspondances et signaux de détresse). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, visant la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique. Voir Table de 1937, p. 79. 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la commission du commerce, par M. Jean Amat. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 juin], p. 596. — Promulgation: Loi du 16 juin 1938 (*J. O.* du 17 juin, p. 6866).

RAY-GRASS. — Voir SEMENCES.

RAYONNE. — Voir DOUANES, 7, 32.

RECEPTION DES SOUVERAINS BRITANNIQUES. — Voir CRÉDITS, 13.

RECOLTES. — Voir INTERPELLATIONS, 8. — WARRANTAGE.

RECOMPENSES NATIONALES

1 — **Légion d'honneur. — Maires.** — Dépôt d'une proposition de loi, de M. de Ludre, tendant à accorder la Légion d'honneur aux maires exerçant leur mandat depuis au moins trente-cinq ans. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 3 [14 janvier], p. 15.

2 — **Légion d'honneur. — Combattants volontaires de la guerre 1914-1918.**

1° Projet de loi tendant à mettre à la disposition du Ministre de la guerre un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Voir Table de 1937, p. 80. — M. Bergeon dépose, au nom de la Commission des récompenses nationales, le rapport n° 19 [27 janvier], p. 36. — M. Bergeon dépose un rapport supplémentaire, n° 166 [8 mars], p. 332. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 427. — Promulgation: Loi du 25 juin 1938 (*J. O.* des 27 et 28 juin, p. 7370).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre de l'air un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 439 [22 décembre], p. 802. — M. Dormann dépose le rapport n° 463 [29 décembre], p. 907. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 992.

3 — **Légion d'honneur. — Cinquante-naire de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes, téléphones.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre des postes, télégraphes et téléphones un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième de la création de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 347 [16 juin], p. 647. — Demande de discussion immédiate [17 juin], p. 692.

4 — Légion d'honneur. — Exposition de 1937. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant attribution d'un contingent spécial dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion de l'Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne de Paris en 1937. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 361 [16 juin], p. 658. — Demande de discussion immédiate [17 juin], p. 692.

Voir INTERPELLATIONS, 21.

5 — Légion d'honneur et médailles militaires. — Administrations publiques. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1° à fixer pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 1^{er} juin 1938, les contingents de décorations de la Légion d'honneur sans traitement attribués aux administrations publiques; 2° à fixer les contingents de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement des ministères de la guerre et des colonies. Renvoi à la Commission des récompenses nationales nommée le 23 mars 1926 et, pour avis, à la Commission des finances, n° 369 [16 juin], p. 668. — Demande de discussion immédiate. M. Lancien dépose et lit le rapport n° 373. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil*; le général Stuhl, le marquis de Ludre. Art 1^{er}. Adoption. Art 1^{er} bis. Disjonction. Art. 2 et 3. Adoption. Art. 4. Amendement de M. Desjardins: MM. Desjardins, Lancien, *Rapporteur*. Rejet [17 juin], p. 692, 715. — Retrait du projet de loi, n° 377 [4 octobre], p. 728.

REDRESSEMENT FINANCIER. — Voir ALGÉRIE, 7. — POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT.

REDUCTION DE DROITS DE DOUANE. — Voir RÉSOLUTIONS, 2.

REFORME ELECTORALE. — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS.

RÉGIME DE RETRAITES DES MARINS DU COMMERCE. — Voir RÉSOLUTIONS, 3.

RÉGIME DOUANIER COLONIAL. — Voir DOUANES, 39.

RÉGION PARISIENNE. — Unification des transports (art. 116 à 118) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 12, 13).

Voir COMMISSION SUPÉRIEURE D'AMÉNAGEMENT DES VILLES.

RÉGIONS LIBÉRÉES. — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées (art. 126 à 128) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 13).

RÈGLEMENT DU SENAT. — Voir RÉSOLUTIONS, 5.

REMONTE. — Voir INTERPELLATIONS, 16.

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS.

REPUBLIQUE DOMINICAINE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

RÉSOLUTION (Propositions de).

1 — Allocations familiales:

1^o Proposition de résolution de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin, tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'une façon précise la situation des membres de la famille des agriculteurs au regard de la législation sur les allocations familiales (n°s 529 et 654, année 1937). Voir Table de 1937, p. 80. Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène des conclusions du rapport de M. Cassez [14 janvier], p. 15. — Retrait de l'ordre du jour de la première délibération [2 juin], p. 595.

2^o Proposition de résolution de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin tendant à inviter le Gouvernement à apporter des modifications à la loi sur les allocations familiales en faveur de l'agriculture (n°s 129 et 584 de 1937). Voir Table de 1937, p. 80. — M. Maurice Dormann dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, l'avis n° 16 [27 janvier], p. 36. — Retrait de l'ordre du jour de la première délibération [2 juin], p. 595.

3^o Dépôt d'une proposition de résolution de M. François-Saint-Maur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter le dépôt d'un projet de loi sur la généralisation des allocations familiales en agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 322 [9 juin], p. 620.

4^o Dépôt d'une proposition de résolution de M. Harent tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de procéder à une réforme complète de la législation sur les allocations familiales, aux fins d'assurer le traitement de tous les chefs de familles sur un pied d'égalité absolue, quelle que soit la profession. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 480 [31 décembre], p. 999.

2 — **Réduction de droits de douane.** — Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les réductions de droits de douane et de taxes de licences prises le 2 octobre 1936 (n° 274, année 1937). Voir Table de 1937, p. 80. — Vote de la question préalable [8 février], p. 93.

3 — **Régime de retraites des marins du commerce.** — Proposition de résolution de M. Queindec invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi pour modifier certaines dispositions du régime de retraites des marins du commerce. Voir Table de 1937, p. 81. — Retrait de la proposition de résolution [10 février], p. 112.

4. — **Règlement du Sénat.** — Proposition de résolution de M. Mario Roustan et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 17 et 17 bis du règlement du Sénat (nomination de la commission des colonies). Renvoi à la commission du règlement du Sénat, nommée le 19 décembre 1924, n° 71 [15 février], p. 148.

5 — **Chemin de fer transsaharien.** — Proposition de résolution de M. Gautherot, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet la construction du chemin de fer transsaharien. Renvoi à la Commission des colonies, n° 72 [15 février], p. 148.

6 — **Main-d'œuvre nationale.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean

Valadier relative à l'application de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale. Renvoi à la Commission du commerce, n° 119 [27 février], p. 243.

7 — **Caisse nationale des calamités agricoles.** — Proposition de résolution de M. Ulysse Fabre et d'un certain nombre de ses collègues tendant à réorganiser la caisse nationale des calamités agricoles et à assurer les ressources nécessaires à son fonctionnement. Voir Table de 1937, p. 81. — M. Borgeot dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport n° 132 [2 mars], p. 291. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observation de M. Ulysse Fabre. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur*; Marcel Michel, Ulysse Fabre, Jean Odin, de Courtois, Maurice Viollette, Sigrist, Lefas, le comte de Leusse, de La Grandière, Beaumont, Paul Reynaud, *Garde des sceaux*, *Ministre de la justice*. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [2 juin], p. 597. — Suite de la discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Queuille, *Ministre de l'agriculture*; Lefas, Toy-Riont, Ulysse Fabre, François-Saint-Maur, James Hennessy, Escande, Sénès, Pierre Chaumié. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [10 juin], p. 633.

8 — **Grêle. — Secours aux agriculteurs.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Portmann invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi étendant aux agriculteurs victimes de la grêle entre le 1^{er} avril 1937 et le 31 décembre 1937 le bénéfice des secours et remises d'impôts prévus en faveur des agriculteurs victimes de la grêle, avant et après cette période. Renvoi à la Commission des finances, n° 171 [17 mars], p. 351.

9 — **Assistance aux vieillards.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Michel concernant l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'hygiène, n° 207 [29 mars], p. 414.

10 — **Unification des possessions coloniales.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry Bourdeaux tendant à inviter le Gouvernement à coordonner et unifier dans le plus bref délai possible nos possessions coloniales: 1° par la création d'un grand conseil national des pays d'outre-mer; 2° par l'établissement d'une citoyenneté spéciale étendue à tous les habitants de la métropole et de ses annexes. Renvoi à la Commission des colonies, n° 293 [31 mai], p. 568.

11 — **Iode.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carré-Bonvalet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les droits de douane sur l'iode brut, l'iode raffiné et les iodures. Renvoi à la Commission des douanes, n° 301 [9 juin], p. 620. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport n° 327 [10 juin], p. 632. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [16 juin], p. 650.

12 — **Fonctionnement de l'école primaire prolongée.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouilly et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à inscrire au budget de 1939 les crédits nécessaires au fonctionnement de l'école primaire prolongée en application de la loi du 9 août 1936. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis,

à la Commission des finances, n° 374 [17 juin], p. 715.

13 — **Office du blé.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borgeot tendant à inviter le Gouvernement à faire compléter la loi du 15 août 1936 sur l'Office national interprofessionnel du blé par des dispositions assurant la résorption des excédents. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 406 [15 décembre], p. 784.

14 — **Familles nombreuses. — Œuvres de bienfaisance.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. François-Saint-Maur et d'un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification du décret-loi du 16 juillet 1935 en ce qui concerne son application aux familles nombreuses et aux œuvres de bienfaisance. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 433 [22 décembre], p. 802.

RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Voir OUVRIERS MINEURS.

RETRAITS DE PROJETS OU DE PROPOSITIONS DE LOI. — Retrait de deux propositions de loi de M. Henri Sellier : la 1^{re}, relative aux mesures à prendre pour défendre la race contre la dégénérescence physique et mentale (n° 419, année 1937) ; la 2^e tendant à modifier la loi du 15 février 1902 sur la santé publique (n° 422, année 1937). [3 mars], p. 296. — Retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant : 1° à fixer pour une nouvelle période de cinq ans, à dater du 1^{er} juin 1938, les contingents de décorations de la Légion d'honneur sans traitement, attribués aux administrations publiques ; 2° à fixer les contingents de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement des ministères de la guerre et des colonies, n° 377, année 1938 [4 octobre], p. 728. — Retrait : 1° du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de fixer les modalités d'applications de la revision des pensions abusives (n° 85, année 1937) ; 2° du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification et extension de la loi du 22 mars 1935 sur le statut des grands mutilés de guerre (n° 221, année 1938) [27 décembre], p. 816.

REUNION (LA). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 26). Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 174) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 6, 17).

Voir COLONIES, 1, 2, 4 à 10. — DOUANES, 89, 90.

REVENU DES VALEURS MOBILIERES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à éviter entre la France et la Tunisie une double imposition à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Renvoi à la Commission des finances, n° 213 [31 mars], p. 424. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 319 [9 juin], p. 617. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 juin], p. 650. — Promulgation : Loi du 23 juin 1938 (*J. O.* du 25 juin, p. 7242).

ROCHE-DE-GLUN (Drôme). — Voir MAUVES

ROUTE (Coordination du rail et de la). — Voir INTERPELLATIONS, 12.

S

SACS DE JUTE. — Voir DOUANES, 56, 72.

SAINT-AIGNAN. — Voir CHEMINS DE FER, 1.

SAINT-FELIX (Lot). — Proposition de loi de MM. J. Loubet, Fontanille et Garrigou, tendant à diviser en deux communes distinctes la commune de Saint-Félix. Voir Table de 1937, p. 82. — M. Coucoureux dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport n° 253 [7 avril], p. 497. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [13 avril], p. 551.

SALAIRE DES OUVRIERS A DOMICILE. — Voir CODE DU TRAVAIL, 1.

SALAIRES DU PERSONNEL DES COMMUNES. — Voir COMMISSIONS PARITAIRES DÉPARTEMENTALES.

SALARIES

— **des entreprises agricoles.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 10, 12.

— **des entreprises industrielles et commerciales.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11, 13.

SALONS DE COIFFURE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à protéger les entreprises et salons de coiffure pour hommes et dames. Voir Table de 1937, p. 82. M. Moïse Lévy dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport supplémentaire n° 328 [16 juin], p. 632. — M. Armand Calmel dépose, au nom de la Commission de législation, l'avis n° 364 [16 juin], p. 658.

SANATORIUMS. — Voir ASSURANCES SOCIALES. — MÉDECINE.

SANCOINS (Cher). — Voir CHAUMONT.

SAN-GAVINO-DI-FIUMORBO (Corse). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ériger en commune distincte le hameau de San-Gavino-di-Fiumorbo, dépendant de la commune d'Isolaccio (Corse). Voir Table de 1936, p. 110. — M. Monsservin dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport supplémentaire n° 452 [23 décembre], p. 811. — Demande de discussion immédiate. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale : M. Monsservin, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 991, 999.

SANTE PUBLIQUE. — Proposition de loi de M. Henri Sellier tendant à modifier la loi du 15 février 1902 sur la santé publique. Voir Table de 1937, p. 82. — Retrait de la proposition de loi [3 mars], p. 296.

SAPEURS-POMPIERS. — Voir COMMISSION DE RÉPARTITION DES SUBVENTIONS AUX COMMUNES.

SAUMURES DE POISSONS. — Voir DOUANES, 55.

SAVON. — Voir DOUANES, 87.

SAVORGNAN DE BRAZZA (Mme Veuve). — Voir PENSIONS, 1.

SECOURS

— **aux agriculteurs.** — Voir RÉOLUTIONS, 8.

— **aux collectivités.** — Voir CRÉDITS, 2.

— **de 3 millions à l'Indochine.** — Voir COLONIES, 3.

SEINE (Département de la). — Voir CONSEIL GÉNÉRAL.

SEMENCES IMPORTEES (Coloration artificielle).

1° Proposition de loi de M. Cournault et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 20 juillet 1927, modifiée par celle du 12 mars 1937, portant obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, luzerne, trèfle incarnat importées en France, en étendant cette obligation à l'importation des semences de minette (lupuline). Voir Table de 1937, p. 82. — M. de Monti de Rezé dépose le rapport n° 187 [22 mars], p. 358. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 juin], p. 641.

2° Dépôt d'une proposition de loi de MM. Leblanc, Le Pelletier et de Monti de Rezé tendant à compléter la loi du 20 juillet 1927, modifiée par celle du 12 mars 1937, portant obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle des prés et de luzernes importées en France, en étendant cette obligation aux graines de ray-grass provenant de l'étranger. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 35 [3 février], p. 74. — M. de Monti de Rezé dépose le rapport n° 259 [7 avril], p. 511. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. de Monti de Rezé, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 juin], p. 640.

SENAT (Règlement du budget de 1937. — Budget de 1939). — Dépôt, par M. René Héry, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur : 1° le projet de résolution portant, pour l'exercice 1937 : a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat ; b) règlement définitif du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer) ; c) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du sénat ; d) approbation du compte de gestion ; 2° le projet de résolution portant fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1939 et évaluation du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer), des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle du personnel du Sénat pour le même exercice, n° 430. [20 décembre], p. 797. Discussion. Adoption des projets de résolution [30 décembre], p. 950.

Voir RÉOLUTIONS, 4.

SERANVILLERS (Nord). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher au canton de Cambrai-Est la commune de Séranvillers qui fait actuellement partie du canton de Carnières (département du Nord). Voir Table de 1937, p. 82. — M. Firmin Leguët dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport n° 102 [22 février], p. 171. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 mars], p. 284. — Promulgation : Loi du 22 mars 1938. (*J. O.* des 28 et 29 mars, p. 3691).

SERVICE MILITAIRE. — Voir ARMÉE, 3.

SERVICES VOTES. — Nomenclature des services votés (art. 124) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 13).

SERVITUDES DE VUES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 676 et 677 du code civil. Renvoi à la Commission de législation, n° 378 [4 octobre], p. 728.

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *Président, doyen d'âge*, déclare ouverte la session ordinaire [11 janvier], p. 1. — M. Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire, n° 375 [17 juin], p. 747.

1^{re} SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat en session extraordinaire, n° 376 [4 octobre], p. 724. — M. Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil*, donne lecture du décret de clôture de la 1^{re} session extraordinaire, n° 382 [4 octobre], p. 735.

2^e SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat en session extraordinaire [8 décembre], p. 760. — M. Camille Chautemps, *Vice-Président du conseil*, donne lecture du décret portant clôture de la 2^e session extraordinaire, n° 490 [31 décembre], p. 1043.

SIAM. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 25.

SIGNAUX DE DETRESSE. — Voir *RADIOTÉLÉGRAPHIE*.

SINISTRES FRANÇAIS DE RUSSIE. — Voir *CAISSE DE SECOURS*.

SITUATION DEMOGRAPHIQUE. — Voir *INTERPELLATIONS*, 4.

SOCIÉTÉ DES NATIONS (Action sanitaire de la). — Voir *CRÉDITS*, 12.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ACCLIMATATION DE FRANCE. — Voir *CRÉDITS*, 1.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'obliger les groupements d'acheteurs à se transformer ou à se constituer en sociétés coopératives de consommation. Renvoi à la Commission du commerce, n° 286 [13 avril], p. 561.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION. — Modification des dispositions de l'article 5 de la loi du 16 avril 1932 (suppression du pourcentage imposé par ledit article pour l'octroi de subventions exceptionnelles aux sociétés coopératives de reconstruction) (art. 73) Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant et interprétant l'article 7 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie, et l'article 7 de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation. Voir *Table de 1937*, p. 83. — M. Join-Lambert dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport n° 84 [15 février], p. 148. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 avril], p. 498. — Promulgation. Loi du 28 avril 1938 (*J. O.* du 29 avril, p. 4874).

SOCIÉTÉS DE CAPITALISATION. — Voir *SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE*.

SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux sociétés d'épargne enregistrées dans les termes du titre II de la loi du 3 juillet 1913. Renvoi à la Commission de l'hygiène, n° 104 [22 février], p. 171. — M. Rolland dépose le rapport, n° 217 [31 mars], p. 424. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 avril], p. 552. — Promulgation: Loi du 26 avril 1938 (*J. O.* du 28 avril, p. 4842) (*Rectificatif, J. O.* du 30 avril, p. 4914).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Taurines, relative aux sociétés de secours mutuels. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, n° 74 [1^{er} février], p. 148.

Voir *ASSURÉS SOCIAUX MUTUALISTES*

SOLDE DE CAMPAGNE. — Voir *MARINE*, 1.

SOUS-ENTREPRISE DE VENDANGES. — Voir *VENDANGES*.

SOUVERAINS BRITANNIQUES. — Voir *CRÉDITS*, 13.

STANDARDISATION. — Voir *LÉGUMES*.

STRASBOURG (Port rhénan de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à approuver un deuxième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'État et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port. Renvoi à la Commission des travaux publics, n° 27 [3 février], p. 73.

SUBSTANCES VENÉNEUSES. — Voir *INTERPELLATIONS*, 1.

SUCCESSIONS COLLATÉRALES (Article 755 du code civil). — Voir *COLONIES*, 1.

SUISSE. — Voir *CONVENTIONS ET TRAITÉS*, 20, 24. — *DOUANES*, 11.

SURVEILLANTS DU CHATEAU DU HAUT-KOENIGSBURG. — Voir *EMPLOIS RÉSERVÉS*, 2.

T

TARIF DOUANIER. — Voir *DOUANES*, 10 à 36, 66, 71.

TAXE A LA PRODUCTION. — Exonération des œufs, volailles et autres animaux de basse-cour (art. 15). — Extension au charbon de bois des exonérations prévues en faveur de certains produits agricoles (art. 16). — Exonération de certains produits de charcuterie et de triperie (art. 18) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

TAXES

— **de licences d'importation.** — Voir *DOUANES*, 37, 38. — *RÉSOLUTIONS*, 2.

— **télégraphiques.** — Voir *CONVENTIONS ET TRAITÉS*, 9.

TAXES D'USAGE SUR LES CANAUX D'ALSACE ET DE LORRAINE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la suppression des taxes d'usage actuellement perçues sur les canaux améliorés d'Alsace et de Lorraine, en vertu de la loi locale du 26 mai 1892. Renvoi à la Commission des finances, n° 403 [13 décembre], p. 779.

TELECOMMUNICATIONS. — Voir *CONVENTIONS ET TRAITÉS*, 9.

THEATRES LYRIQUES NATIONAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant réorganisation des théâtres lyriques nationaux. Voir *Table de 1937*, p. 84. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Georges Maurice, *Rapporteur*; Manuel Fourcade, au nom de la Commission des finances; Robert Bellanger, Jean Zay, *Ministre de l'éducation nationale*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 843.

THERMALISME. — Voir *COMITÉ CONSULTATIF DU TOURISME*.

TISSUS

— **de coton.** — Voir *DOUANES*, 41.

— **de jute.** — Voir *DOUANES*, 56.

— **de soie et de rayonne.** — Voir *DOUANES*, 7, 32.

— **imitation fourrure.** — Voir *DOUANES*, 23.

TOGO. — Voir *COLONIES*, 11. — *DOUANES*, 91.

TOURISME. — Voir *COMITÉ CONSULTATIF DU TOURISME*.

TRAITÉS. — Voir *CONVENTIONS ET TRAITÉS*.

TRANSPORTS. — Unification des taxes payées par les transports départementaux et par les voies ferrées d'intérêt local (art. 10) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 10).

Voir *INTERPELLATIONS*, 12.

TRAVAIL (Législation du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la situation au regard de la législation du travail de certaines catégories de travailleurs. Renvoi à la Commission du commerce, n° 45 [8 février], p. 92. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [22 février], p. 171.

Voir *ACCIDENTS DU TRAVAIL*. — *ALLOCA-TIONS FAMILIALES*. — *ARMÉE*, 2. — *ASSURANCES SOCIALES*. — *BOULANGERIES*. — *CHÔMAGE*. — *CODE DES ASSURANCES SOCIALES*. — *CODE DU TRAVAIL*. — *CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL*. — *CONSEILS DE PRUD'HOMMES*. — *CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE*. — *CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL*. — *CONVENTIONS ET TRAITÉS*, 1 à 4, 7, 8, 10 à 14. — *CRÉDITS*, 14. — *INTERPELLATIONS*, 11. — *MUTILÉS DE GUERRE*. — *OUVRIERS MINEURS*. — *RÉSOLUTIONS*, 1, 6. — *SALONS DE COIFFURE*. — *TRAVAILLEURS ÉTRANGERS*.

TRAVAILLEURS A DOMICILE. — Voir *CODE DU TRAVAIL*. — *CONVENTIONS ET TRAITÉS*, 11, 13.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 28 août 1937 instituant une contribution sur l'emploi des travailleurs étrangers. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, n° 342 [14 juin], p. 642.

Voir *ARMÉE*, 3.

TRAVAUX

— **contre le chômage.** — Voir *CHÔMAGE*.

— **d'intérêt forestier.** — Voir *CRÉDITS*, 14.

— **ruraux.** — Voir *INTERPELLATIONS*, 11.

TRIBUNAUX. — Autorisation de procéder à des binages et trinages dans le ressort

de la cour d'appel de Colmar (art. 75) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 9).

TRIBUNAUX MIXTES D'ALGERIE. — Voir ALGÉRIE, 6.

TUNISIE (Conseils de prud'hommes). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant institution de conseils de prud'hommes en Tunisie. Voir Table de 1937, p. 85. — M. Aimé Berthod dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport n° 234 [1^{er} avril], p. 453.

Voir REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

TURQUIE (Politique avec la). — Voir INTERPELLATIONS, 18.

TUTELLE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à modifier, à compléter ou à abroger certains articles du code civil relatifs à la tutelle, à l'interdiction et au conseil judiciaire. Renvoi à la Commission de législation, n° 86. — (Urgence déclarée.) [17 février], p. 162.

U

UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. — Voir DOUANES, 26.

URUGUAY. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

USINES FERRAND-RENAUD (Occupation des). — Voir INTERPELLATIONS, 6.

V

VACCINATION ANTIDIPHTERIQUE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre obligatoire la vaccination antidiphtérique. Voir Table de 1937, p. 85. — M. Léculier dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport n° 260 [7 avril], p. 511. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. François-Saint-Maur. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [2 juin], p. 596. — Promulgation: Loi du 25 juin 1938 (*J. O.* des 27 et 28 juin, p. 7374).

VALEURS A LOTS (Vente à tempérament). — Voir COLONIES, 6.

VALEURS MOBILIÈRES. — Exonération de l'impôt pour les titres des collectivités locales non cotés en bourse (art. 9) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 5).

Voir REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

VENDANGES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à

interdire la sous-entreprise et le marchandage pour les travaux de vendanges. Voir Table de 1936, p. 114. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [12 avril], p. 544.

VENTE

— à tempérament de valeurs à lots. — Voir COLONIES, 6.

— d'objets en écaïlle ou en ivoire. — Voir FRAUDE.

VENTE PAR CAMIONS-BAZARS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger les dispositions du décret du 25 août 1937 réglementant la vente par camions-bazars. Renvoi à la Commission du commerce, n° 197 [24 mars], p. 386. — Demande de discussion immédiate. M. Caillier dépose et lit le rapport n° 208. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 mars], p. 404, 414. — Promulgation: Loi du 30 mars 1938 (*J. O.* du 31 mars, p. 3786).

VERIFICATION DE POUVOIRS. — Voir ELECTIONS.

VERRERIES. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 3, 4. — DOUANES, 51.

VETEMENTS. — Voir DOUANES, 41, 59.

VETERINAIRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'exercice de la médecine vétérinaire. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 75 [15 février], p. 148. — M. Borgeot dépose le rapport n° 185 [22 mars], p. 358. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur*; Albert Thibault, Chauveau, de La Grandière, Queuille, *Ministre de l'agriculture*; Beaumont, François-Saint-Maur, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Damecour. Article 1^{er}: M. Coucoureux. Adoption. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5: MM. Lefas, Borgeot, *Rapporteur*. Demande, par M. Lefas, du renvoi de l'article à la commission. Rejet. 1^{er} alinéa. Adoption. 2^e alinéa. Amendement de M. Anatole Manseau: M. Coucoureux. Rejet. Adoption de l'alinéa. Alinéa additionnel proposé par M. Lefas: MM. Lefas, Borgeot, *Rapporteur*, Beaumont, Albert Thibault, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6: 1^{er} alinéa. Amendement de M. Lefas: M. Lefas. Retrait. Adoption de l'alinéa. 2^e et 3^e alinéa. Adoption. 4^e alinéa. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Beaumont, François Labrousse, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Retrait. Adoption de l'alinéa. 5^e et 6^e alinéa. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7: 1^{er} alinéa. Amendement de M. Lefas: M. Lefas. Retrait. Amendement de M. de La Grandière: MM. de La Grandière, Queuille, *Ministre de l'agriculture*. Retrait. Alinéa additionnel proposé par M. Lefas: MM. Lefas, Beaumont. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article. Article 8 et dernier. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 mai], p. 572. — Promulgation: Loi du 17 juin 1938 (*J. O.* du 22 juin, p. 7091).

VEUVES

— de l'explorateur Savorgnan de Brazza. — Voir PENSIONS, 1.

— des maîtres ouvriers militaires retraités. — Voir PENSIONS, 4.

— des militaires de l'armée de l'air. — Voir PENSIONS, 6.

— du gouverneur général Binger. — Voir PENSIONS, 2.

VEUVES DES OUVRIERS POUDELIERS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder des avantages spéciaux aux veuves, orphelins et ascendants des ouvriers poudriers tués dans l'exercice de leur profession. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, n° 287 [13 avril], p. 561.

VIANDE. — Voir DOUANES, 49, 90.

VICINALITE. — Autorisations d'engagement pour le classement dans la grande vicinalité, des chemins de petite vicinalité utilisés pour un trafic général (art. 32). — Autorisation d'engagement pour la réfection et l'entretien des routes départementales et des chemins départementaux et vicinaux soumis à une circulation particulièrement intense (art. 33). — Autorisation d'engagement pour le désenclavement de certaines communes (art. 34). — Prolongation des délais d'exécution de travaux de désenclavement (art. 77). — Entretien de certaines voies publiques (art. 122) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7, 10, 13).

VICTIMES DE CALAMITES PUBLIQUES. — Voir COLONIES, 3. — CRÉDITS, 2. — RÉOLUTIONS, 8.

VINS (Importation en Norvège). — Voir DOUANES, 8.

VINS MAROCAINS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'assainissement du marché des vins marocains. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 262 [7 avril], p. 512. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [12 avril], p. 544.

VOIES ET MOYENS. — Evaluation des voies et moyens (art. 28) (Loi de finances du 31 décembre 1938, *J. O.* du 1^{er} janvier 1939, p. 7).

VOIES NAVIGABLES. — Voir TAXES D'USAGE.

VUES SUR LA PROPRIETE VOISINE. — Voir SERVITUDES DE VUES.

W

WARRANTAGE DES RECOLTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 23 septembre 1935 relatif au warrantage des récoltes. Voir Table de 1937, p. 86. — M. Veysièrè dépose, au nom de la Commission de législation, l'avis n° 21 [1^{er} février], p. 40.